LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

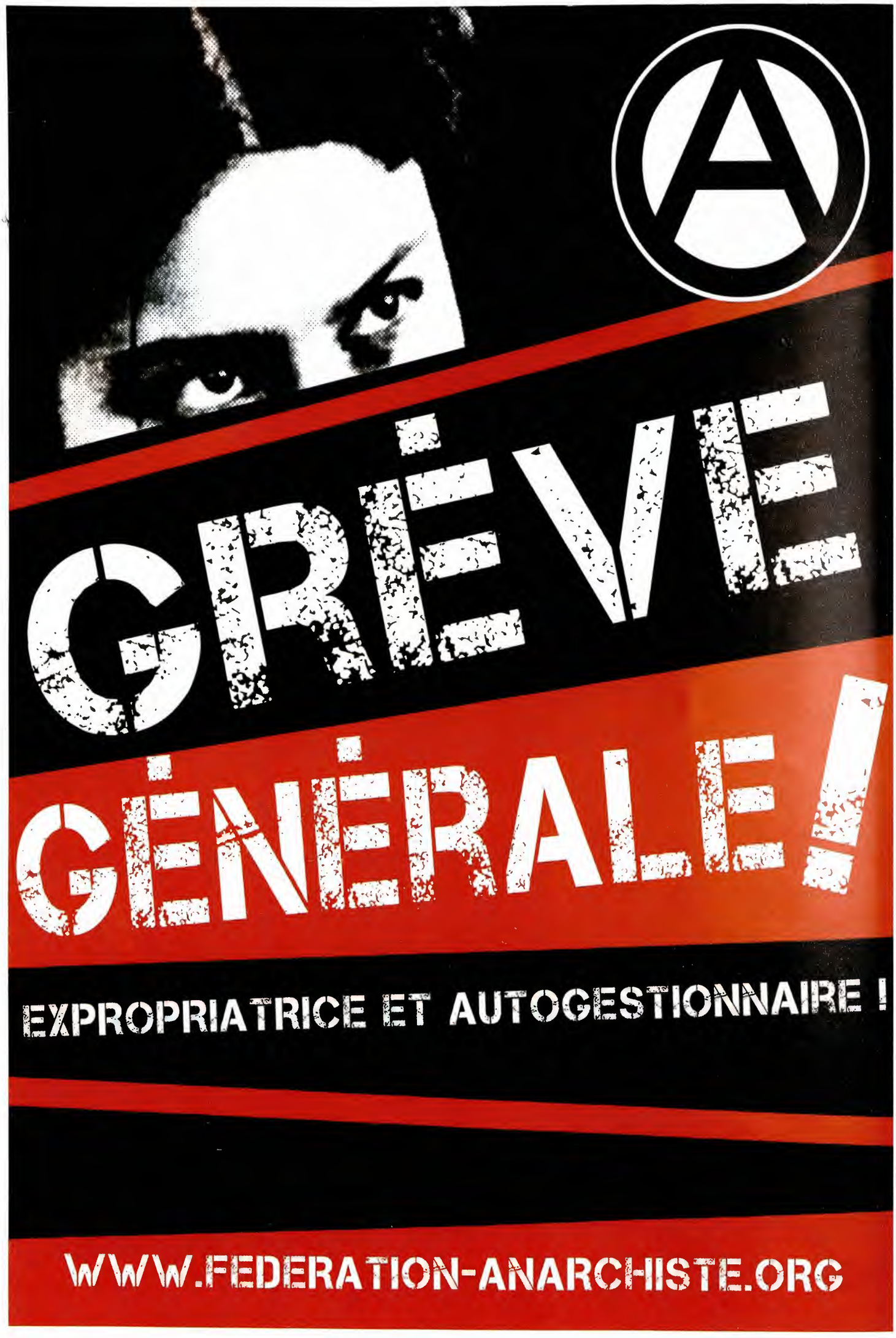
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

hors-série N° 43

22 déc. 2011 – 22 fev. 2012

UNE INDIGNATION RÉVOLUTIONNAIRE ?

M 06726 - 43 H - F: 4,00 € - RD


GRÈVE
GÉNÉRALE !
EXPROPRIATRICE ET AUTOGESTIONNAIRE !
WWW.FEDERATION-ANARCHISTE.ORG

Quand je serai riche, je me paierai un manteau en fourrure de chien d'aveugle

Chronique lacunaire d'un monde à la renverse

Le barnum électoral au sein duquel s'exhibent l'UMP, le PS hollandiste et le FN atteint des sommets de ganacherie et d'indigence intellectuelle[1]. L'UMP tente de masquer son impéritie et sa pathétique défense du libéralisme économique en singeant le FN, grâce notamment au ministre Guéant, à son affidé Arno Klarsfeld[2] et à son quarteron outrancier, la Droite populaire, ce ramassis de beaufs qui fleure bon la F-rance – tandis que le FN opère un tragique rapt idéologique en recueillant l'assentiment de ceux qui, face au libéralisme chaque jour plus méprisant et destructeur, se tournent pourtant vers une autre botte que celle qui les écrase déjà. Complices du terrorisme en col blanc, celui des Bourses et des salles de marché, des Standard Poor's, Moody's et Fitch Ratings[3], du milieu (au sens mafieux du terme) bancaire international, l'UMP (Union des maîtres prévaricateurs) et son chef ont entrepris, avec le concours diligent et inculte de la valetaille mass-médiatique, d'organiser une vaste opération de propagande en faveur : 1) des mesures économiques les plus hostiles à ceux qui sont déjà les victimes chroniques des multiples crises successives et cumulatives qui assaillent les peuples depuis quarante ans, depuis le premier choc pétrolier, moment inaugural de l'offensive néolibérale ; 2) de l'industrie électronucléaire, en ridiculisant systématiquement les projets énergétiques alternatifs. «*Le retour à la bougie*», voilà ce que prédit Sarkozy si le plan socialiste de sortie partielle du nucléaire – pourtant loin d'être radical – est adopté. Pour ce gouvernement, l'UMP, ses 170 000 militants et ses millions d'électeurs, les pauvres sont des fainéants et des fraudeurs, les malades des profiteurs cherchant à spolier la Sécurité sociale, sapant ainsi les fondements du «*modèle social français*». Ces assertions à l'emporte-pièce, seraient-elles quelque peu édulcorées dans les discours officiels des dirigeants de ce pays, forment pourtant l'ossature idéologique des dominants. Un ministre, l'évanescent Wauquiez (actuellement en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, après avoir été secrétaire d'État chargé de l'Emploi), celui qui déplorait en 2010 les «*dérives de l'assistanat, [...] cancer de la société française*», vient de publier un livre «finement» intitulé *La Lutte des classes moyennes*. L'ironie de l'histoire est bel et bien un sport de riches... Cette métaphore odieuse du cancer social est le décalque d'une situation aberrante où un médecin, face à un cancéreux, lui dirait, avec une condescendance certaine : «*Aide-toi et le ciel t'aidera*» ou, dans une version moins spiritualiste et plus en phase avec la pensée du Medef : «*Bouge-toi le cul, feignasse, et ton cancer guérira tout seul, car quand on veut on peut.*» Le libéralisme est caractérisé par nombre d'économistes comme une imposture intellectuelle, où œuvrent des Diafoirus qui non seulement pratiquent les saignées de masse, mais encore inoculent des varioles et des pestes économiques aux peuples exsangues.

Bestiaire de la haine

Fiers du tas de fumier sur lequel le coq gaulois s'égosille, la volaille gouvernementale caquète («*Déficit des comptes publics ! Rigueur, rigueur ! Ce n'est pas en cassant le thermomètre* [les agences de notation financière] *qu'on règle les problèmes*[4]»), les perroquets médiatiques radotent (*idem*), les gorets des beaux quartiers pérorent (*idem*). Les zélotes du Triple A mobilisent leurs

généraux pour mener une guerre contre les classes populaire et moyenne, en leur affirmant que tout cela est pour leur bien, qu'il faut – enfin ! – faire des efforts, après tant d'années pendant lesquelles nous avons joué les cigales de la fable de La Fontaine, tandis que les industrieuses fourmis de l'UMP et du Medef – les sauveurs de la France odieusement contrariés par les grévistes et les adeptes de la secte du Code du travail – nous mettaient vainement en garde contre notre gabegie permanente, contre notre tendance à profiter grassement des minima sociaux, contre notre penchant suspect à vouloir réduire notre temps de travail – alors que la tendance mondiale est au zèle et à la docilité –, tout ce qui contribue à nous empêcher d'emboîter le pas à la marche triomphale de la libre entreprise chinoise qui, elle, n'éprouve pas ces ridicules pudeurs sociales d'un autre temps, grâce à la sublime alliance du libéralisme sauvage et d'un reliquat substantiel d'autoritarisme mao.

Du plomb dans la tête pour les écervelés et des patates à l'eau pour toute la famille dès le 10 du mois, voilà à quoi cette énième crise va servir : à nous faire admettre que le monde est une arène sanguinaire de laquelle aucun Spartacus ne viendra nous extirper. Fort de ce constat,

une proportion croissante des pauvres et de ceux qui redoutent leur paupérisation se coalise en un corps enlaidi, celui de la haine et du ressentiment, de la jalousie et de la trahison ; ils sont les nouveaux petits Blancs effrayés par l'Autre – Arabe, musulman, Rom, Africain, etc. – qui les hante, qui les prive de la protection de l'État et qui vole leur emploi. Et c'est ainsi que les chiens mangent des chiens[5].

Pendant ce temps, les exploiteurs inventent de nouvelles conditions de l'exploitation d'autrui, s'exonèrent de leurs responsabilités dans les désastres sociaux et écologiques. Ils envoient les troupes au casse-pipe économique et s'engraissent à l'arrière. Pendant ce temps, les nantis jouissent. De leur richesse. De leur pouvoir de nuire au plus grand nombre. De la facilité avec laquelle les peuples sont à leur merci. De la rapidité avec laquelle ils peuvent l'endoctriner et en faire des pantins racistes, pour les détourner des colères légitimes, celles qui rendraient vacillantes leur hégémonie et leur puissance. Ils jouissent encore de leur insensibilité aux règles communes qui, dans notre sacro-sainte « démocratie parlementeuse », sont censées être appliquées à tous, indifféremment. Nous connaissons cette fable, nous ne sommes pas dupes et il ne s'agit pas dans ces lignes de s'en étonner outre mesure. Il s'agit – sur un mode amèrement ironique – de suggérer que l'indignation « à la Hessel » telle qu'exposée dans un étique bréviaire est un préalable somme toute évident et non pas une fin en soi[6]. Il s'agit aussi, avec affliction et dépit, de se révolter contre le coup d'État mental du FN, contre sa force d'attraction. De poser la question cruciale de la propension fatale d'un trop grand nombre d'asservis à désigner à leur propre vindicte ceux qui sont plus faibles, plus fragiles, plus vulnérables qu'eux-mêmes, au lieu de se saisir de moments historiques comme ceux que nous vivons pour unir toutes les forces de tous les démunis, seul moyen de lutter contre l'amplification d'une guerre de classes ourdie par ces loups qui nous jettent au bas de la falaise, aidés par l'instinct grégaire de trop nombreux lemmings humains.

Le mot d'ordre « travail, famille, patrie » est constitutif de l'idéologie du FN, il est son principe vital, toujours présent, au gré de la fluctuation des discours liée aux circonstances historiques et aux enjeux électoraux. Gageons que ce n'est malheureusement pas seulement le désarroi et le dénuement qui expliquent le tropisme d'une partie de la classe populaire vers une organisation si particulière – ce qui serait un pari anthropologique totalement exagéré et délétère –, mais aussi, surtout, une adhésion tacite, indistincte sans doute, à ce mot d'ordre rassurant, justement en ce qu'il est promesse d'ordre et de prévisibilité. L'intangible, voilà à quoi aspirent les frontistes de conviction tout comme leurs électeurs erratiques. Un emploi offert par un patron paternaliste, sévère mais juste (Travail), des chrétiens blancs hétérosexuels (Famille), dans une nation dotée d'un chef héritier de Charles Martel (Patrie), tel est le triptyque réactionnaire auquel se raccrochent tacitement les liquidateurs de leur propre destin.

Ce que l'actuelle séquence historique montre avec une nouvelle acuité, c'est, d'une part, la formidable puissance de la propagande bourgeoise capable de manipuler une partie substantielle de la classe dominée en la rendant complice et bourreau de son propre châtiment, et, d'autre part, la désespérante inertie de celle-ci face à ces opérations de manipulation. La raison et l'esprit de solidarité sont ainsi bafoués. Pourquoi cette tentation du racisme, jamais évacuée, et non pas l'émergence d'une conscience de classe dûment assumée, telle qu'elle donnerait lieu – enfin – à un élan véritablement révolutionnaire, à savoir la pleine et entière fraternité des dominés, rassemblés et unis dans la perspective de la mise en déroute de ceux qui les étouffent ? Question peut-être naïve – quoique essentielle – et sans doute moins naïve que l'antienne usante selon laquelle le capitalisme est la cause de ces errements funestes.

« Fuck the people ! »

Durant les années 2000, le patron d'une entreprise de prothèses mammaires du Var (Poly Implant Prothèse, PIP), trouvant l'époque insuffisamment amène pour son boursicotage et soucieux de son confort de futur rentier, décida de fabriquer des prothèses mammaires avec du gel de silicone industriel à la place du produit médical agréé, forcément

plus cher. Environ 40 000 femmes ont reçu des implants PIP, certaines par souci esthétique, d'autres après une mammectomie consécutive à un cancer du sein (20 % des cas d'implantation). L'une de ces patientes vient de mourir d'un cancer provoqué par ce silicone frelaté. Cancéreuse, sauvée par un acte chirurgical extrêmement pénible rendant nécessaire une chirurgie réparatrice du sein, la malchance la poursuit encore, et sa trajectoire rencontre celle du sordide escroc. L'ironie de la vie est un sport à haut risque. (Qu'en pense Wauquiez, avec son « cancer de la société française » ?)

Cet épisode, vite passé à la trappe des médias, après celui de l'affaire du Médiator, a une histoire. En mars 2010, cette entreprise avait été mise en liquidation judiciaire pour fraude, 120 employés furent dépossédés de leur travail. Le personnel de l'usine avait alors menacé de la faire sauter si les pouvoirs publics n'intervenaient pas pour les prémunir du pire. L'usine n'a pas sauté, des salariés sont sur le carreau, une femme est morte de son second cancer, des milliers d'autres vivent dans l'angoisse…

Quand je serai grand…

Alors, quand je serai grand, je serai patron d'une multinationale pharmaceutique, car la maladie est une valeur sûre, et il y a plein de fric à se faire, de surcroît en se donnant des airs de sauveur de l'humanité. Peut-être aurai-je la Légion d'honneur, en même temps que le petit-fils de Johnny Hallyday ou un marchand d'armes, dont les résultats « à l'export », comme on dit dans les pages saumon du *Figaro*, auront été mirobolants – penser à la balance commerciale est un devoir civique. Ou bien serai-je patron d'un groupe transnational de semences agricoles (elles seront à cette époque toutes transgéniques), car j'ai bien aimé ce que mes devanciers ont obtenu en novembre 2011 : les députés de droite leur ont accordé que les agriculteurs s'acquittent d'une taxe auprès des industries semencières sur les semences destinées à être replantées pour les prochaines récoltes, alors que jusqu'à présent les paysans ressemaient librement avec des graines qu'ils sélectionnaient eux-mêmes (ce qu'on appelle les semences de ferme), entretenant de la sorte un semblant de biodiversité. Cette taxe a un joli nom : « *contribution volontaire obligatoire* ». Un bel oxymore technocratique. La raison de cette

taxe ? « *Relancer la recherche agricole en France* », selon le sénateur UMP porteur du projet de loi. Autant dire ensemencer avec du bel argent frais les caisses des multinationales de l'agrobizness (Bayer, Limagrain, Monsanto, Pioneer, Vilmorin, Syngenta, etc.), lesquelles ont pour but ultime l'utilisation généralisée d'hybrides stériles et d'OGM agricoles, moyen radical de transformer une fois pour toutes l'agriculture en un système de néoservage. La FNSEA approuve – c'est ce qui s'appelle se faire UMPéiser jusqu'au trognon. Il faut dire que le président de la FNSEA, Xavier Beulin, dirige le groupe Sofiprotéol, actionnaire de semenciers français comme Limagrain. Le ministre de l'Agriculture devrait lui envoyer un tombereau de médailles du Mérite agricole. Si elles sont fabriquées en Chine, cela rendra dérisoire le prix du quintal de colifichets. Penser à la balance du commerce extérieur est un devoir civique. Cela dit, je viens de lire que les ouvriers d'une usine chinoise d'électronique se sont récemment mis en grève pour lutter… contre la délocalisation de leur usine, laquelle partirait au Vietnam, là où les salaires sont, d'un point de vue patronal, encore tout à fait décents. L'État policier chinois devrait y mettre bon ordre.

Patron dans l'industrie de la santé (industrie pharmaceutique, cliniques privées, assurances privées, maisons de retraite médicalisées, etc.) est un métier d'avenir, disais-je. Mes collègues et amis des industries qui pendant des décennies ont abondamment utilisé l'amiante, sans prendre aucune précaution pour protéger les ouvriers, et ce en toute connaissance de cause, créant ainsi une catastrophe sanitaire, sont des bienfaiteurs de notre bizness : la prise en charge du cancer de la plèvre (ou mésothéliome pleural, principale affection due aux poussières d'amiante, pouvant se déclencher jusqu'à quarante après l'exposition au pathogène) est d'un onéreux, mes aïeux, je vous raconte pas ! Prise en charge via la Sécurité sociale, payée par les prolos qu'on fait crever à petit feu ! C'est beau quand même, la République française ! Vivement la retraite à 67 ans pour ces bourricots ! Quant à mes amis juristes et détenteurs de l'ordre judiciaire, ils m'ont bien fait rire avec leur dernière facétie : après une décision de la cour d'appel de Douai, le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, pourtant organisme lié à la Sécu, a obtenu que 300 personnes remboursent une partie de ce qu'ils avaient perçu au titre d'une indemnisation relative à leur statut de victimes de l'amiante (soit entre 5 000 et 15 000 euros, selon les cas). Certains d'entre eux sont déjà morts et on réclame aux veuves, par voie d'huissier, les sommes dues. L'ironie de l'histoire est un sport de bien-portants. (Qu'en pense Wauquiez, avec son « *cancer de la société française* » ?)[7]

Ou alors, je serai…

Quand je serai grand, je serai intouchable, riche et tétraplégique, et je ferai rire et pleurer la France entière : l'argent ne fait pas le bonheur ; les riches et les pauvres s'entendraient s'ils laissaient leur cœur parler ; l'altruisme en hôtel particulier, c'est le pied (même quand on n'en a plus l'usage) ; un fauteuil roulant c'est bien, mais une Maserati c'est mieux. Ou alors je serai journaliste à la télé, avec la larme à l'œil automatique et la phrase toute faite, puisée dans la boite à outils du Centre de formation des journalistes, quand je devrai m'extasier, à l'unisson de millions de spectateurs, devant le film *Intouchables*, sans jamais oser penser qu'il serait peut-être utile de profiter du succès de cette guimauve pour parler, ne serait-ce que quelques minutes, de la tragédie des polyhandicapés, des familles harassées, du manque de structures d'accueil et de soins. Pas même cinq minutes pour évoquer cet abandon, pour critiquer une politique de santé qui fait pérécliter l'Assistance publique, qui organise la guerre de classes chez les plus faibles des faibles, les malades et les handicapés qui ne sont pas milliardaires comme dans Intouchables, lequel n'est pas un film émouvant, mais une farce lénifiante – « *Pas de bras, pas de chocolat* » est une des phrases « cultes » du film[8]. Et dans ce monde factice, je serai aussi le présentateur du Téléthon sur le prétendu service public, sans jamais poser la question du financement *par la charité* d'une recherche médicale que ne peuvent plus pleinement effectuer les laboratoires universitaires, faute de moyens publics suffisants.

Quand je serai grand, je ne voudrai pas m'être casser la tête à faire au moins cinq ans d'études pour devenir ingénieur spécialisé dans les cellules photovoltaïques, parce que je me retrouverai au chômedu, étant

donné que cette filière industrielle d'avenir est pourtant sinistrée en France, à cause des Estrosi[9] et autres baletringues de droite. Alors je mettrai mes compétences en modélisation mathématique au service de la finance, parce que ce secteur continuera à embaucher des premiers de la classe. Pour faire semblant de « moraliser » cette activité, on gagnera moins qu'à la grande époque des *golden boys*, mais ça reviendra peut-être. Je serai peut-être un jour chef économiste chez Standard & Poors et je me paierai un manteau en fourrure de chien d'aveugle. Arrivé à ce niveau de responsabilité et de salaire, je ferai alors tous les ans une promesse de don de 15 euros au Téléthon et je verserai mon obole à une association qui rafistole de vieux fauteuils roulants pour donner à des handicapés nécessiteux.

Mais, après réflexion, quand je serai grand, je serai éditorialiste à la télé, à la radio, dans les hebdos, les journaux, je serai un cumulard des médias et je twitterai « à donf » pour avoir l'impression d'être dans le vent. Je fulminerai contre les « populistes » tout en m'abstenant de parler réellement de ces gens d'en bas que je ne connais que par ce que m'en disent mes amis sondeurs. Je m'époumonnerai – comme me l'aura appris l'éditorialiste de RTL et de Canal+ Michel Apathie, mon maître en histrionerie télévisuelle – en dénonçant le scandale de ces traders qui, laissés libres de leurs mouvements, jouent au casino avec les milliards des banquiers, nos milliards, vos milliards, à vous les petits épargnants, que j'aime tant. Je ferai de grands moulinets avec les bras, comme un avocat au prétoire, remplaçant ainsi l'éloquence d'une intelligence trop fugace par la grandiloquence d'une exaltation toujours présente. Et, de la sorte, je ferai croire que je suis un pourfendeur du « système » alors que je n'en serai que le propagateur faussement indigné. Je serai alors le porte-voix d'une postulation générale – le capitalisme est indépassable – ou plus circonstancielle – la rigueur est impérative, car nous avons inconsidérément profité des largesses d'un État dispendieux –, déclamations qui consistent à ne « *jamais vouloir rapporter les choses déplorées à leurs causes* » (comme le remarque si bien l'économiste Frédéric Lordon[10]).

Je revendiquerai haut et fort ma neutralité et mon objectivité, car n'est-il pas évident qu'il sera presque impossible de dire si je suis d'obédience social-démocrate ou bien de tendance libérale-sociale ? Et quand un de mes invités à qui j'aurai daigné offrir 35 secondes d'antenne pour expliquer une proposition économique hétérodoxe (que je confondrai sciemment à l'antenne avec le mot hérétique, pour faire mousser les bulles du sensationnalisme) et ainsi donner l'impression que je suis un protecteur du pluralisme idéologique et intellectuel à la télévision fran-

çaise, se sera révélé bien ingrat en me coupant la parole pour essayer d'en placer une, je m'adonnerai alors à ce que je préfère dans ce métier, le pouvoir de faire sentir à l'outrecuidant ceci : « *Toi, mon petit gars, on n'est pas près de te revoir sur un plateau de télé. Ici, c'est moi qui contrôle ce qui est vrai ou pas, qui établit la bienséance et les normes du débat. Tu t'y conformes ou sinon je te fais basculer dans le néant médiatique.* »

Quand je serai éditorialiste, je n'éprouverai aucune gêne à faire montre d'un laxisme terminologique éhonté, à user à foison de syllogismes et de sophismes. Pourvu que ça brille… En effet, formaté comme et par mes collègues, je parlerai le même idiome qu'eux, avec les mêmes réflexes sémantiques, les mêmes métaphores ; d'ailleurs, j'ignorerai la différence entre métaphore, analogie et homologie – c'est pourquoi j'userai et abuserai d'expressions telles que « *La politique, c'est dans ses gènes* » quand je voudrai faire comprendre au peuple télévisuel que Machin est un « *animal politique* ». Après tout, je pense sincèrement que Standard & Poor's est un thermomètre…

Dans un autre registre que la politique – le royaume médiatique où les borgnes sont rois –, j'inviterai sans (ré)fléchir les Bogdanov, Claude Allègre, Luc Ferry et consorts, ou leurs équivalents de l'époque, et je me pâmerai devant ces savants et philosophes qui savent si bien raconter ce que nous ignorons (car oui, il faut le confesser, nous, les éditorialistes, nous savons presque tout, mais en sciences et en philosophie, on est un peu légers ; ça n'intéresse pas vraiment les gens, or nous savons ce que les gens veulent entendre, c'est notre métier). Leurs éditeurs, chez qui je publierai mes livres d'entretien avec la crème des politiciens, seront ravis, car je serai ce qu'on appelle un prescripteur : « *Toi, téléspectateur, tu veux savoir si Dieu a créé l'Univers, lis les Bogdanov ; tu veux une information non conformiste sur le réchauffement climatique ou les bienfaits du nucléaire, lis Allègre ; tu veux savoir ce qu'est le bonheur, lis Luc Ferry.* » Comme je dînerai souvent avec ces auteurs et les autres membres de ces cénacles, il me suffira d'écouter les résumés qu'ils me feront de leurs opus magnum pour que je m'en imprègne (un peu comme on est imprégné de l'odeur de friture dans un MacDo) et que j'en puisse restituer aux téléspectateurs la quintessence avec l'assurance d'un vendeur de bagnoles d'occasion. Je baignerai dans la béatitude de l'ignorance en même temps que je me griserai du côtoiement de ceux que je prendrai pour les représentants de la grande culture, en fréquentant les plus hauts dignitaires du pays et des intellectuels de la trempe d'un Alexandre Adler, d'un Jacques Attali, d'un BHL, d'un Pascal Bruckner, d'un Philippe Sollers, d'un Alain Finkielkraut, d'un Eric Zemmour et autres Alain Minc. Et quelques autres… Ainsi, je pourrai penser, dans cette incomparable quiétude de l'occultation de ce qui se trouve hors de mon champ de vision, que les idées ne sont présentes que là où je les identifie, pour ensuite les légitimer en les convoquant sans répit dans mes émissions et mes rubriques. Par conséquent, je m'abstiendrai de lire attentivement les livres dont je devrai parler ; en revanche, j'en écrirai plusieurs, certes sans intérêt, dans le style préfabriqué de la chronique politicarde, mais cela m'assurera – outre quelques revenus supplémentaires – d'être fréquemment invité par mes confrères éditorialistes et commentateurs dans une sarabande de renvois d'ascenseurs, au point que nous, les éditorialistes, avons des actions chez Otis et que, ma foi, les dividendes ne sont pas négligeables. Pour montrer que j'ai les idées larges et que je ne fréquente pas que les politicards et les intellectuels de cour, j'offrirai, comme l'a fait ce 15 décembre Patrick Cohen, responsable de la tranche matinale de France Inter – la radio que Sarkozy a donnée à Philippe Val(et) –, dix minutes d'antenne sur France 5, « la chaîne du savoir », à deux astrologues, pour leur demander de prédire la situation politique de la France en 2012. Pas une once de mise en cause de ce charlatanisme médiatiquement très présent. Non, au contraire, une totale acceptation de l'absolue nullité des deux escrocs. Il est vrai que les astrofumistres prédisent une année 2012 particulièrement difficile. Un tel exploit a laissé coi d'admiration le Cohen – lequel a eu l'audace de préciser que la différence entre l'astrologie et la voyance, c'st que l'astrologie a une base scientifique… Que vont dire ses amis sondeurs, devant la supériorité prédictive des aruspices ?

En un mot, quand je serai membre de ce monde vicié et fat, j'éviterai d'étudier les dossiers techniques, car bien que censément médiateur – celui qui transmet un savoir, une information[11] –, je préférerai jouer au procureur ou au moraliste de comptoir, accoudé à la buvette de l'Assemblée nationale. Bref, on me verra partout, tout le temps et je me la coulerai douce, bénéficiant de confortables émoluments dus à la générosité des multiples patrons de l'industrie des médias auxquels je ferai allégeance, muni de mon indispensable outil de travail : une langue singulièrement apte à tancer le faible et à lécher le cul des cuistres et des puissants.

Marc Silberstein
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

---

1. Pas question cependant d'introduire un signe d'égale indignité entre ces trois partis.

2. Nouveau président du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, il s'est récemment distingué par une profusion de propos particulièrement offensants à l'encontre des Roms : « *Ils vivent avec huit enfants dans une pièce, lorsqu'on n'a qu'une pièce, on ne fait pas huit enfants !* » « *Il faut que l'Europe s'occupe de la question rom comme elle s'est occupée de la dette. C'est la solution à long terme. Après, à court terme, on les renvoie chez eux avec 300 euros, même si on sait qu'ils reviennent.* » Et à l'entendre au sujet de l'islam en France, il n'est pas impossible que Ben Laden se cache dans une grotte de Seine-Saint-Denis…

3. Les trois principales agences de notation financière. Elles détiennent 94 % du chiffre d'affaires mondial de ce secteur d'activité. En dix ans, le nombre de salariés de ces agences est passé de 3 000 à 14 000. Un bizness qui ne connaît pas la crise (mais qui la détermine…).

4. Pas besoin d'être un métrologue (spécialiste de la mesure) pour trouver idiote et infondée cette comparaison : les agences de notation ne mesurent pas une réalité qui leur est extérieure, elles produisent le phénomène qu'elles évaluent, au point de déclencher des prophéties autoréalisatrices. En un mot, elles ne sont pas des thermomètres, mais des garde-chiourmes. Cette assimilation à un thermomètre qui mesurerait un phénomène naturel est pourtant omniprésente dans la bouche des politiciens et des commentateurs patentés.

5. Expression tirée d'une chanson de Fred Alpi : « *Les riches volent les pauvres / Et les pauvres se volent entre eux / Les chiens mangent les chiens / Et les rats dansent au milieu / De piteuses abstractions / Entretiennent la croyance / En un ordre naturel / Auquel il faudrait faire confiance*

[…] »

6. Voir l'article de Jérôme Segal, « Stéphane Hessel ou les limites du réformisme » (http://jsegalavienne.wordpress.com/2011/10/16/stephane-hessel-ou-les-limites-du-reformisme), une analyse percutante de l'indolence politique de Monsieur Indignation. Par ailleurs, *Indignez-vous !*, le livre de Hessel, va être traduit et publié en Chine. C'est dire la faible portée révolutionnaire et subversive du petit livre bobo…

7. Entendra-t-on, dans les médias de masse, après le millième commentaire sur les bisbilles entre le PS et EELV, ou sur la prétendue « germanophobie » de tel ou tel coquelet socialiste, entrenda-t-on donc une voix courageuse et novatrice réclamer que les entreprises de tous ces fumiers soient immédiatement transformées en coopératives ouvrières autogérées ? Bien sûr que non…

8. À lire ce témoignage probe et digne de parents d'un adulte lourdement handicapé : rue89.com/2011/11/26/parents-dun-handicape-le-succes-intouchables-nous-inquiete-226852

9. Lequel a déclaré cette énormité sur France 5, le 28 novembre : « *On propose des éoliennes, c'est-à-dire des énergies* [il parle aussi du solaire] *qui ne sont pas constantes. Je vous rappelle simplement que l'électricité, on l'utilise surtout quand il fait froid l'hiver et la nuit* […]. *Et l'hiver et la nuit, y a pas de soleil, y a pas de vent.* » Ô Niçois qui mal y pense…

10. http://blog.mondediplo.net/-La-pompe-a-phynance-

11. Une telle conception du médiateur, modeste propagateur d'un savoir issu d'une cogitation en amont, est confinée à quelques lieux encore authentiquement médiatiques. Par contre, l'hégémonie du médiateur autarcique (en ce qu'il médiatise ce qu'il définit comme étant le vrai et le délivrable à autrui) est patente. Métaphoriquement parlant, on pourrait considérer que cette conception de la médiation à avoir avec celle qui affirmerait que le CRS est le médiateur de la blessure occasionnée au manifestant par sa matraque médiatrice…

Les aidants sexuels

Réponse au désir ou prostitution professionnalisée ?

Vairumati de Paul Gauguin

Depuis quelques mois, les tenants de la proposition d'aidants sexuels multiplient leurs déclarations en faveur de services payants professionnalisés pour répondre aux besoins sexuels des personnes en situation de handicap. Je souhaite apporter ma réflexion de professionnelle de santé ayant une expérience depuis plus de trente-cinq ans auprès de personnes vulnérables.

En premier lieu, j'essaierai d'apporter une définition à chacun des termes utilisés dans ce débat. Le vocabulaire n'est pas neutre. Il est construit par une société à un moment donné et il évolue en fonction des prises de conscience et des rapports de force. Il nous faut prendre en compte ces évolutions pour comprendre les enjeux actuels vis-à-vis des diverses revendications des personnes en situation de handicap.

Recherchons ce que veut dire aider ou assister. Aider est issu du latin *adjutare*, de *adjuvare* ayant donné adjuvant ; adjuvant est défini par « *médicament, traitement auxiliaire, destiné à renforcer ou à compléter la médication principale* », ou bien « *ce qui seconde l'action, la renforce* ». Aider veut donc dire « *appuyer en apportant son aide* », « *contribuer à l'action* », « *prêter son concours* ». Quant à assister, il est emprunté au latin *adsistere* qui veut dire « *se tenir auprès de, aider* », composé de *ad* et *sistere*, forme redoublée de *stare* qui peut être rapprochée de « être ». Assister signifie en verbe transitif « *aider, seconder quelqu'un dans ses fonctions, dans sa tâche, en se tenant auprès de lui ou à sa disposition* », ou bien encore « *remplacer (une personne frappée d'incapacité juridique) en intervenant dans les actes qui la concernent* » et « *aider par un don, un service ; mettre à disposition ce dont il a besoin* ».

Au-delà du sens premier d'aider, de ce qui précède, j'en retire que aider ou assister pourrait avoir une connotation de médicament, ou bien s'adresser à une personne frappée d'incapacité juridique. Dans cette notion de médicament, l'aide ou l'assistance sexuelle est dénuée de toute affectivité : j'administre une séance comme je donne un comprimé, à une heure déterminée pour la meilleure efficacité, comme certaines séances de masso-kinésithérapie doivent être programmées à certaines heures, indépendamment de l'émergence d'un désir qui ne se programme pas à heure fixe. Quant à l'incapacité juridique, seules certaines personnes handicapées pourraient en être frappées comme dans toute population, mais la très grande majorité des personnes ne sont que dans une situation de handicap, c'est-à-dire dans l'incapacité partielle (plus ou moins) d'interagir de manière optimale et satisfaisante avec l'environnement humain et/ou matériel, celui-ci étant le plus souvent inadapté aux possibilités de la personne. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il s'agit de restriction à la participation sociale et non pas de handicap attaché à la personne. La personne est d'abord une personne et qui, dans certaines situations, ne peut pleinement participer. Il n'existe pas d'identité de personnes handicapées, mais des personnes qui au hasard de la naissance ou de la vie peuvent présenter des limitations d'activité dans leur environnement social. Aujourd'hui, 10 % de la population des pays industrialisés est handicapée, 15 % de la population dans les pays pauvres. Il n'existe pas de groupe social homogène de personnes en situation de handicap : les restrictions de participation sont très diverses et nullement comparables entre un enfant avec autisme et une personne avec une cécité ou ayant perdu la commande volontaire de ses deux membres inférieurs, ou encore en perte d'autonomie car vieillissante. Chaque situation de handicap doit être appréhendée de manière singulière. Le handicap n'est pas un donné mais un construit, nous rappelle Charles Gardou, enseignant chercheur à l'université Lyon-2 et directeur du laboratoire « Situations de handicap, éducation, travail social ».

La revendication exprimée par l'Association des paralysés de France (APF), portée fortement par Marcel Nuss (personne en situation de très grand handicap) et un groupe de pression qui les a rejoints, est la suivante : la sexualité est un droit pour tous, donc un droit pour toute personne en situation de handicap. De quelle sexualité alors s'agit-il ? De celle de chacun d'entre nous qui peut aller et

venir, faire des rencontres, ressentir des émotions, des affects tels que le désir, la crainte, l'attente, le plaisir, jouer de la séduction, rechercher la jouissance, la sensualité, l'amour… ou bien de la séance tarifée, organisée, selon un horaire déterminé en fonction des contraintes de chacun, administrée avec un aidant ou un assistant qui va mettre son propre corps à disposition pour contribuer à l'action et prêter son concours à une prestation désaffectivée. « *Les personnes en situation de handicap méritent mieux que cela* », disait Yolaine Guignat, infirmière, lors d'un débat à la salle Olympe-de-Gouges pour les 30 ans de Radio libertaire. Que fait la société pour la citoyenneté de toutes les personnes ? Laissons la parole à Maudy Piot (*Libération*, 4 mai 2011), psychanalyste, privée de l'usage de ses yeux, présidente de Femmes pour le dire, femmes pour agir, association de femmes en situation de handicap : « *Nous voulons que les personnes handicapées puissent sortir de chez elles, de leurs institutions, pour aller vers des lieux rendus accessibles, accessibles notamment aux rencontres, y compris aux rencontres amoureuses (restaurants, cinémas, boîtes de nuit, voyages, etc.). Faire venir à domicile ou en institution des « aidants » à heure fixe et rémunérés est la négation de ce mouvement qui veut aller vers l'extérieur.* »

La convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées ratifiée par l'Union européenne énonce dans l'article 23 concernant le respect du domicile et de la famille : « *Les États parties prennent des mesures efficaces et appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des personnes handicapées dans tout ce qui a trait au mariage, à la famille, à la fonction parentale et aux relations personnelles, sur la base de l'égalité avec les autres et veillent à ce que :*

– soit reconnu à toutes les personnes handicapées, à partir de l'âge nubile, le droit de se marier et de fonder une famille sur la base du libre et plein consentement des futurs époux,

– soit reconnu aux personnes handicapées le droit de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances, ainsi que le droit d'avoir accès, de façon appropriée pour leur âge, à l'information et à l'éducation en matière de procréation et de planification familiale et à ce que les moyens nécessaires à l'exercice de ces droits leur soient fournis. »

Au Danemark, aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, il est ainsi reconnu un droit à l'expérience intime pour les personnes handicapées. Par exemple, en Suisse romande, des professionnels de santé suivent une formation au sein de l'association Sexualité et Handicaps Pluriels (SEHP), pour devenir assistant sexuel. L'assistance sexuelle est définie ainsi : « *Accompagner sensuellement et sexuellement les personnes en situation de handicap qui le désirent expressément.* » Dans cette formation, il est stipulé que la pénétration, la fellation et les baisers ne doivent pas être pratiqués. Ailleurs, aux Pays-Bas, ces mêmes pratiques sont autorisées.

En France, ce droit à la sensualité et à la sexualité reste tabou dans les institutions sanitaires et médico-sociales, et au-delà, comme si le corps de la personne handicapée, vulnérable, vieillissante ne pouvait exister que dans le *cure*, c'est-à-dire soigner, et jamais dans le *care*, prendre soin. Et pourtant les corps nus et dénudés sont objets de soins plusieurs fois par jour lors des activités d'hygiène corporelle et devraient convoquer attention et pudeur. Or, justement, ils sont parfois exposés au gré des toilettes, la porte ouverte, et ces situations frisent alors le viol de l'intimité et s'apparentent souvent à de la maltraitance. Aussi, des pratiques se font jour et cherchent aujourd'hui à être reconnues. Dans certains établissements, « on » fait venir des « parrains » et des « marraines » pour soulager les pulsions de résidents, épargnant ainsi aux professionnels de braver eux-mêmes les interdits.

Depuis 2008, le Collectif handicap et sexualités (CHA), réunissant des associations de personnes handicapées, demande la mise en place de services d'assistance érotique et/ou sexuelle avec l'élaboration de référentiels métier, de compétences et de formation. Dès lors, se pose aussi la question de garantir le droit à l'assistance sexuelle pour d'autres catégories de population à qui on dénie le droit à la sexualité : les personnes en prison du fait de l'enfermement dans les cellules, ou les personnes malades du fait des règlements hospitaliers, ou même les personnes esseulées du fait de la désocialisation.

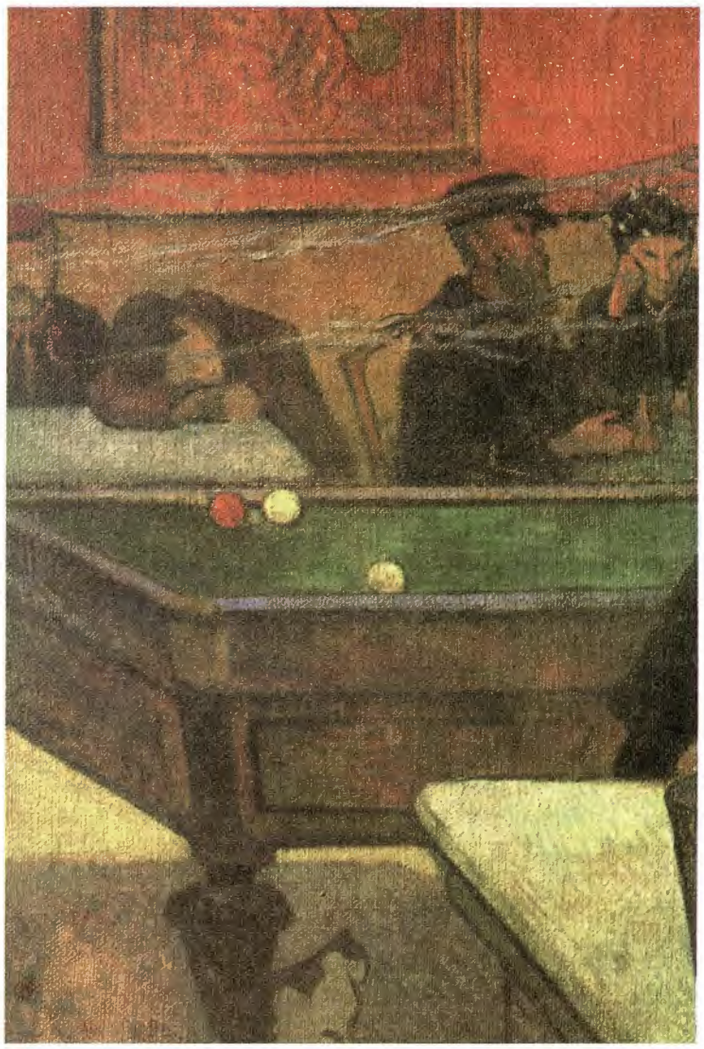
Ce nouveau métier serait exercé par des professionnels de santé.

Portrait de Mme Ginoux de Paul Gauguin

Or, d'une part, les professionnels de santé sont à 80 % des femmes et, d'autre part, la revendication d'assistance sexuelle est surtout portée par des hommes : ce qui conduit à proposer des services sexuels exercés par des femmes pour les besoins d'hommes. Une nouvelle fois, les qualités de générosité et de douceur des femmes en feraient un nouveau métier de services. Pour Claudine Legardinier, journaliste, dans un article paru dans *Libération* le 4 août 2009, « Assistance sexuelle pour handicapés ou prostitution ? » : « *Une étape supplémentaire sera franchie. Le service domestique et le service soignant ne suffisant plus, le service sexuel viendra parachever le retour de la femme traditionnelle, oublieuse de soi, de sa propre sexualité, de ses propres désirs. On la paiera et elle aura la satisfaction, n'est-ce pas, de faire une bonne action. Pas de prostitution là-dedans, nous dit-on. Mais quoi, alors ? Comment appeler autrement un « service » rémunéré, comportant des actes sexuels ? Changer un nom suffirait-il à changer une réalité ? Faut-il rappeler que, dans les pays où ce « service » existe, il est considéré comme une forme de prostitution spécialisée ? Qu'il ne peut être mis en place qu'à la condition de dépénaliser certaines formes de proxénétisme.* »

La démarche de fournir un service sexuel rémunéré s'apparente à la prostitution. Elle risque en outre de stigmatiser davantage les personnes handicapées en créant un ghetto pour la vie intime. Aux personnes dites valides, le libre choix du partenaire (des partenaires), aux personnes handicapées, la seule proposition de service sexuel par une personne prostituée. Et le renforcement de l'assistanat qui « *va toujours de la personne valide vers la personne handicapée, même en matière de sexualité* », est-il écrit dans le rapport de Jean-François Chossy, ex-député UMP, rapport remis le 3 décembre à François Fillon, Premier minis-

Portrait de Mme Ginoux de Paul Gauguin



tre, à Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, et à Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'État. Ce rapport intitulé « Évolution des mentalités et changement de regard de la société sur les personnes handicapées. Passer de la prise en charge… à la prise en compte » consacre quelques pages à la question de la sexualité des personnes handicapées. Il est évoqué : « *Une relation monnayée risque de créer une frustration destructrice avec un fort risque de dépendance et d'attachement de la part de la personne handicapée vis-à-vis de cet accompagnant.* » Comment échapper alors à cette offre charitable et généreuse de la société ? Pourquoi accepter que sensualité et sexualité soient réduites au seul corps alors qu'elles devraient pouvoir jouer sur toute la gamme du cœur, de la tête et du corps ?

La prostitution génère de la violence contre les femmes et structure les relations interpersonnelles sur le modèle de la domination. Promouvoir que la prostitution puisse devenir un « métier de service » à l'égard de personnes vulnérables, au nom de la détresse – réelle – de quelques-uns, et de quelques-unes, c'est donner un bon filon à l'industrie du sexe, aux prostitueurs et aux marchands d'êtres humains. Le système prostitutionnel pourrait même se refaire une « virginité ».

Pourquoi chercher à légiférer, à donner un cadre juridique pour encadrer un droit de chacun et chacune ? C'est le même refrain qui nous est seriné pour ouvrir les maisons closes. Encadrer juridiquement pour mieux contrôler ! Une fois de plus, c'est glisser sur la pente du contrôle social dénoncé en son temps par Michel Foucault. La France reste un pays abolitionniste des lois qui réglementaient la prostitution : refuser de réglementer, c'est ne pas encourager le développement de la prostitution. Créer un statut d'assistant sexuel, c'est ouvrir une brèche.

Claudine Legardinier oppose un refus : « *Nous refusons cette nouvelle dérive. Croit-on vraiment respecter les personnes handicapées en créant une loi spécifique qui aboutisse, non à résoudre leur légitime demande de liens affectifs et sexuels, leur besoin de reconnaissance en tant que citoyen(ne)s, mais à se débarrasser d'un problème douloureux en fabriquant une solution marchande ?* »

Il s'agit d'affirmer le principe de dignité et de respect dans une relation réciproque et non un mode mercantile. D'abord, la parole la plus intime doit pouvoir se déployer là où la personne le décidera et dans le format qu'elle voudra. C'est aussi permettre aux personnes de se connaître, de se découvrir et de découvrir sa propre intimité et sa fragilité, d'apprendre le plaisir du contact, l'utilisation des divers sens. Cela signifie que l'entourage – professionnels, parents, amis – doit pouvoir prodiguer une attention affective et sensuelle au quotidien : prenons l'exemple de la manipulation du corps ou du drap frais caressant la peau, ce sont des expériences sensorielles qui peuvent procurer du plaisir, expériences renouvelées ou non et avec le tiers que la personne handicapée choisit délibérément. Ce n'est pas en enfermant dans une relation tarifée et professionnalisée que la personne handicapée ouvrira son champ des possibles quant à ses relations amicales, sensuelles, sexuelles et amoureuses. C'est bien ce que dit Maudy Piot : commençons par sortir dans l'espace public et laissons venir les opportunités des rencontres. Alain Giami, directeur de recherche à l'Inserm, rappelle qu'une étude, parue dans la revue *Alter* en 2008, montrait que le fait de vivre en institution a un effet délétère sur la possibilité d'avoir un partenaire : à domicile les chances de nouer une relation sociosexuelle sont à peu près équivalentes à celles de la population en général, elles tombent à 20 % en institution. Dans la revue *Actualités sociales hebdomadaires* du 21 octobre 2011, il interroge aussi sur les motivations profondes des assistants sexuels. « *On ne retient trop souvent que leurs discours humanistes, généreux, altruistes. Mais l'attirance pour des personnes handicapées ou mutilées est considérée par les instances scientifiques internationales comme une paraphilie* », ce qui en psychiatrie est interprété comme de la perversion.

Portons un autre regard sur le handicap et sur la sexualité afin de pouvoir « *développer une conception positive de la sexualité en tant qu'élément fondamental à l'épanouissement des individus* », comme le dit Alain Giami. Oui, les personnes handicapées, vulnérables ou vieillissantes ont des désirs et veulent faire respecter l'égalité des droits et des chances et s'impliquer pour exercer leur participation et leur citoyenneté.

Hélène Hernandez

Bibliographie

Chossy J.-F., *Évolution des mentalités et changement de regard de la société sur les personnes handicapées. Passer de la prise en charge… à la prise en compte*, Rapport à François Fillon, Premier ministre, novembre 2011.

Gardou C., préface in Chossy J.-F., *Évolution des mentalités et changement de regard de la société sur les personnes handicapées. Passer de la prise en charge… à la prise en compte*, Rapport à François Fillon, Premier ministre, novembre 2011.

Giami A., « L'assistance sexuelle ne résout pas le problème de la vie en institution », *ASH*, 21 octobre 2011, n° 2729.

Hamonet C., *Les Personnes handicapées*, PUF, Que sais-je ?, 2010.

Legardinier C., « Assistance sexuelle pour handicapés ou prostitution ? », *Libération*, 4 août 2009.

Rey A., *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Le Robert, 2005.

Contre les Diafoirus de la délinquance

Entretien avec le sociologue Laurent Mucchielli[1] et Valéry Rasplus[2]

La campagne présidentielle, qui s'avère sordide et d'une bassesse inouïe, sera notamment traversée par les déclamations outrancières des sbires du sarkozysme sécuritaire. Dans cet entretien, le sociologue Laurent Mucchielli analyse notamment le discours mensonger des pseudo-experts des questions de sécurité et de délinquance.

Le comité de rédaction du Monde libertaire

Valéry Rasplus : Vos travaux portent essentiellement sur les phénomènes de délinquance, les politiques de sécurité, le droit et les institutions pénales. À partir de quel moment et pourquoi cette orientation thématique est venue dans votre parcours de sociologue ?

Laurent Muchielli : C'est difficile à dire avec certitude, c'est comme souvent un mélange de dispositions personnelles anciennes et de rencontres ou de hasards dans les relations sociales. Même si elles ne sont évidemment pas les seules, ces questions m'intéressaient depuis longtemps, au moins depuis mes premières années d'études à l'université. Ensuite, mon sujet de thèse m'y a ramené. Je travaillais alors sur l'histoire des sciences sociales au tournant du XIXe et du XXe siècles et il se trouve que la question du crime était déjà centrale à l'époque dans le débat public et dans le débat scientifique. J'ai ainsi organisé en 1994 mon premier colloque sur l'histoire des sciences du crime et j'ai publié dans la foulée mon premier livre (collectif) sur ce sujet. À cette occasion, j'ai rencontré les gens du Cesdip (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions sociales), le grand laboratoire français sur les questions pénales et nous avons bien accroché. Lorsque j'ai passé le concours d'entrée au CNRS, j'ai donc fait un projet qui prolongeait cette histoire des sciences du crime et j'ai demandé à être affecté au Cesdip. Et j'ai réussi le concours... J'ai ainsi passé plus de douze ans dans ce laboratoire francilien, avant de revenir dans ma région d'origine.

V.R. : Comment analysez-vous ce que l'on nomme « normes », « déviances », « délinquance » et « insécurité » ?

L.M. : En quelques mots, la base du travail de sociologue dans notre domaine consiste à définir le crime ou la délinquance comme résultant de trois choses : 1) l'existence de normes disant ce qui est crime et ce qui ne l'est pas, 2) l'existence de personnes transgressant ces normes (devenant donc délinquantes), 3) l'existence d'une « réaction sociale » à ces transgressions.

En langage concret et simple, pour qu'il y ait crime, il faut : 1) qu'il y ait un interdit (et cela ouvre de grands horizons d'études historiques et sociologiques, car la production des interdits ne cesse d'évoluer) ; 2) qu'il y ait un ou plusieurs transgresseurs (et c'est un autre champ d'études, plutôt sociologiques et psychologiques) ; 3) que quelqu'un s'en aperçoive et qu'il se passe quelque chose ensuite (sinon le crime commis n'existe pas socialement).

Quant à l'« insécurité », c'est tout à fait autre chose. Ce n'est pas un concept scientifique et ce n'est pas un ensemble de choses identifiables. C'est en réalité une notion de type politique et médiatique, qui ne réfère pas à des comportements précis, mais à des peurs. Du point de vue scientifique, nous pouvons en revanche parler du « sentiment d'insécurité » et l'étudier en tant que tel par des questionnaires et des entretiens. On y découvre alors que le premier facteur du sentiment d'insécurité n'est pas le fait d'avoir été victime de quelque chose. Le premier facteur est l'âge : les personnes âgées ont plus peur, même s'il ne leur est rien arrivé. Il ne s'agit donc pas en réalité d'une insécurité, mais bien plutôt d'une vulnérabilité, ce qui est très différent. Et c'est valable aussi pour les autres facteurs : le sexe des personnes interrogées, leur précarité socio-économique, le niveau de dégradations apparentes de leur quartier, le degré d'anonymat...

V.R. : Faites-vous une différence entre la sociologie de la délinquance et la criminologie ?

L.M. : Ce n'est pas moi qui fais une différence, ce sont nos institutions. En France, la sociologie est une discipline scientifique enseignée à l'université, on peut passer un doctorat en sociologie et être recruté comme enseignant en sociologie ou chercheur au CNRS en sociologie. Même chose en droit, en psychologie, en science politique, etc. Mais rien de tel avec la criminologie qui n'existe pas comme discipline scientifique. Dès lors c'est un peu comme « psychologue » il y a une vingtaine d'années avant que la profession ne soit mieux réglementée, n'importe qui peut s'autoproclamer aujourd'hui « criminologue », ça ne veut rien dire et surtout ça n'est la garantie d'aucune formation ni d'aucune compétence. Dans d'autres pays, la situation est tout à fait différente. Mais selon les pays, le contenu de ce qui est appelé criminologie est assez variable. Dans certains c'est une dominante juridique (beaucoup de droit pénal), dans d'autres c'est une dominante psychologique et enfin dans les pays anglo-saxons c'est le plus souvent une dominante sociologique.

V.R. : En quoi votre approche diffère-t-elle de criminologues comme Alain Bauer ou Xavier Raufer ?

L.M. : Ce n'est pas simplement mon « approche » qui diffère, c'est l'ensemble de mon métier qui n'a rien à voir. Encore une fois, il ne peut pas y avoir de « criminologues » en France puisqu'aucune instance universitaire et scientifique ne délivre ce titre. Les personnes qui accaparent ce titre sont en réalité des personnes extérieures au monde universitaire et scientifique, qui recherchent la légitimité que

donne un titre et s'emparent donc de cette étiquette qui est en quelque sorte libre de droits…

Alain Bauer et Xavier Raufer en sont les deux exemples les plus connus. Le premier est en réalité à l'origine un entrepreneur de sécurité privée qui a beaucoup investi le marché du conseil et du diagnostic local de sécurité. Le second est un ancien militant d'extrême droite reconverti dans l'analyse du terrorisme d'extrême gauche puis du terrorisme islamiste. Leur stratégie de légitimation universitaire est très forte, car ils ont trouvé des alliés, en particulier des éditeurs. La plupart de leurs livres sont en effet édités aux Presses universitaires de France et désormais aussi aux éditions du CNRS, ce qui est un comble ! Pour Xavier Raufer, je crois que personne n'est dupe. Le cas d'Alain Bauer est plus complexe. Il a du pouvoir, il est proche du président de la République, il dirige l'Observatoire national de la délinquance et il a désormais aussi un titre de type universitaire qui peut faire illusion. En effet, par décret du 25 mars 2009, Nicolas Sarkozy l'a directement nommé titulaire d'une « chaire de criminologie appliquée » au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Un fait du prince.

V.R. : L'interprétation et les résultats d'enquêtes statistiques portent souvent à polémique. Comment doit-on lire et interpréter les résultats statistiques liés à « l'insécurité » et aux « violences » ?

L.M. : Les questions de sécurité sont parmi les plus importantes dans les discours politiques et les rhétoriques électorales en France. Dans ces débats, que répercutent fortement les médias, les statistiques servent généralement d'arguments d'autorité. Elles sont convoquées pour prouver le bien-fondé de l'action d'un gouvernement, ou son échec selon ses opposants. Cela donne des « batailles de chiffres » auxquelles le citoyen ne comprend pas grand-chose, qui n'éclairent guère le débat public et surtout permettent rarement d'évaluer correctement tant l'état des problèmes que l'efficacité des politiques publiques.

Pour interpréter correctement les choses, il faut au moins respecter ce que j'appellerais trois « règles d'or » de l'analyse statistique en sciences humaines : 1) on ne peut rien dire d'un chiffre si l'on ignore comment il a été fabriqué ; 2) un seul chiffre ne saurait permettre de décrire ni mesurer un phénomène social complexe ; 3) les chiffres ne « parlent pas d'eux-mêmes », c'est nous qui les faisons parler. En l'occurrence, le débat public est totalement biaisé par la naïveté avec laquelle les responsables politiques et les journalistes font semblant de croire que les statistiques de la police permettent de connaître les « chiffres de la délinquance ». En réalité, les statistiques de police mesurent les procédures faites par les policiers et les gendarmes. C'est un comptage d'actes administratifs. C'est bien entendu lié directement à l'activité délinquante, mais ça n'en est pas un baromètre précis, a fortiori lorsque le pouvoir politique vient truquer tout le système en obligeant les policiers et les gendarmes à produire les « bons chiffres », c'est-à-dire ceux qui sont conformes à la demande du ministre…

V.R. : Quelle est la part de la délinquance dans les « cités » par rapport à celle que l'on trouve dans d'autres espaces sociaux ? Et de quelle nature est-elle ?

L.M. : Il n'y a pas une délinquance, mais des délinquances. Dans les quartiers ghettoïsés, on trouve concentrés certains types de délinquance particuliers : les diverses infractions commises par les bandes de jeunes délinquants, les violences envers les institutions, les incendies de véhicules, les trafics de drogue. Cela s'explique de nombreux facteurs, en particulier l'ampleur du chômage qui fragilise le lien global avec le reste de la société, l'ampleur de l'échec scolaire qui précipite vers la délinquance de nombreux jeunes, l'ampleur des discriminations qui sont dénoncées moralement, mais qui demeurent quotidiennes dans la réalité et qui fragilisent elles aussi le lien global avec le reste de la société, le manque de ressources des familles

pour faire face aux difficultés de leurs enfants, et d'autres facteurs encore. Mais tout cela ne signifie pas que la délinquance est une spécificité de ces quartiers.

D'abord, il existe à l'autre opposé de l'échelle sociale une délinquance des puissants, une délinquance des élites qui est également forte et qui est autrement plus impunie. L'écroulement du contentieux de la délinquance économique et financière (et de la corruption) ces dernières années est l'indice d'un « deux poids, deux mesures » vertigineux en matière de lutte contre la délinquance. Ensuite, il existe des problèmes intrafamiliaux dans tous les milieux sociaux. Or c'est là, au sein de la famille, que se trament certaines des plus grandes violences psychologiques, physiques et sexuelles.

V.R. : Existe-t-il des populations plus « criminogènes » que d'autres et selon quels critères ?

L.M. : Non. Il existe des facteurs criminogènes si l'on veut, c'est-à-dire des facteurs habituels de délinquance (par exemple les violences intrafamiliales ou l'échec scolaire), ou encore des situations et des contextes criminogènes au sens où certains maximisent les risques quand d'autres les minimisent, mais il n'existe en aucun cas des « populations criminogènes » au sens où certains groupes de population auraient en soi et de manière générale une propension plus grande à commettre des infractions. Ceci est typiquement une représentation de sens commun ou bien un préjugé de type raciste.

V.R. : Pourrait-il exister des politiques de substitution à l'enfermement carcéral ?

L.M. : Mais il en existe déjà ! Il existe de nombreux types de centres d'accueil plus ou moins fermés pour les jeunes délinquants. Il existe aussi des formes de prises en charge médicales pour les malades mentaux. Il existe par ailleurs toute une batterie de peines de substitution ou d'alternatives à l'emprisonnement. Le problème est que, pour être efficaces, ces alternatives supposent la collaboration des collectivités territoriales voire de la société civile. Une peine de réparation ou de travail d'intérêt général, par exemple, suppose de trouver un lieu d'accueil pour effectuer la mesure, un encadrement technique et éducatif minimal, un peu de suivi et un peu d'évaluation à la fin. C'est un peu plus compliqué à organiser que d'expédier les gens en prison pour de courtes peines (ce qui est la majorité des peines de prison). Et pourtant toutes les études montrent que ce serait mieux du point de vue de la lutte contre la récidive.

V.R. : Pensez-vous que nous soyons dans un monde gouverné par un « totalitarisme de la sécurité » ?

L.M. : Non, pas encore, mais il existe une tendance assez évidente ! J'ai écrit un livre entier à ce sujet, avec d'autres collègues, en 2008, que j'ai appelé *La Frénésie sécuritaire*[3].

Nous ne sommes pas encore sous le règne de « Big Brother », mais, tout de même, nous n'avons jamais été aussi bombardés de lois, de circulaires et de règlements divers édictant des interdits et des formatages en tous sens, nous n'avons jamais été aussi « fichés » et « tracés » de multiples manières (fichiers de police, fichiers de santé, fichiers sociaux, puces électroniques en tous genres, etc.), nous sommes de plus en plus vidéosurveillés et bientôt de plus en plus surveillés sur Internet, on nous promet partout la « tolérance zéro »...

Par ailleurs, certains nous entretiennent presque quotidiennement dans la peur de l'« insécurité » de façon active (certains politiques) ou passive (les médias, leur traitement des faits divers, leurs pseudo-reportages incessants sur le crime, les policiers, etc.). Dès lors, cette prétendue « insécurité » légitimant les concessions croissantes que nous faisons à la sécurité au détriment de nos libertés, il est clair qu'il y a là une pente et une escalade potentiellement dangereuse et qu'il faut que nous restions bien éveillés.

V.R. : Quelles sont pour vous les questions les plus importantes, dans votre domaine, qu'il reste à traiter dans les années à venir ?

L.M. : La question est vaste, je ne prendrais que les trois premiers points qui me viennent à l'esprit, mais il y en a certainement d'autres. Premièrement, nous (chercheurs, universitaires) ne travaillons pas assez sur les délinquances en cols blancs. Pour schématiser, 99 % des travaux de recherches sont concentrés sur le public judiciarisé c'est-à-dire essentiellement les pauvres. Nous succombons ainsi à notre tour au tropisme général et aux mécanismes sociopolitiques fabriquant cette très forte inégalité. Deuxièmement, nous ne travaillons pas assez sur l'évaluation des dispositifs de traitement de la délinquance à tous les niveaux. C'est comme si nous nous interdisions d'avoir un avis sur l'action des professionnels, sur la performance des dispositifs, comme si l'évaluation des politiques publiques était un objet moins noble ou moins intéressant. Il faut dire que l'État n'y pousse guère, la culture de l'évaluation scientifique indépendante est faible en France dans les institutions publiques. Troisièmement, nous ne travaillons pas assez localement avec les collectivités territoriales qui sont largement désarmées face aux questions de délinquance, tant dans le diagnostic des problèmes que dans l'accompagnement et l'évaluation des politiques publiques. Or il y a là aussi de gros besoins et il serait important que le monde universitaire et scientifique, dans sa logique de service public, s'investisse dans un champ actuellement occupé uniquement par les entreprises privées de sécurité. C'est pourquoi, pour ma part, je viens de lancer à Aix-en-Provence un programme de recherches à l'échelle locale, que j'ai baptisé Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux (ORDCS), dans le but notamment d'offrir aux collectivités territoriales une aide scientifique au diagnostic et à l'évaluation.

---

1. Sociologue, directeur de recherches au CNRS, au Laboratoire méditerranéen de sociologie. Ses thèmes de recherche portent sur les délinquances, les institutions pénales (police, justice) et les politiques locales de sécurité et de prévention. Il anime le site « Délinquance, justice et autres questions de société » (www.laurent-mucchielli.org).

2. Essayiste et sociologue. Il anime le site « Le voyageur social » (http://valery-rasplus.blogs.nouvelobs.com). *Le Monde libertaire* remercie VR et LM de nous avoir permis de reprendre cet entretien.

3. *L'Invention de la violence. Des peurs, des chiffres et des faits*, Fayard, 2011. En vente à la Librairie du Monde libertaire.

L'AIT anti-autoritaire et la rupture avec le bakouninisme

En guise d'introduction

En août 2012 aura lieu une rencontre internationale à Saint-Imier, en Suisse, pour célébrer le 140e anniversaire du congrès de Saint-Imier qui a scellé la rupture avec une Association internationale des travailleurs que Marx, Engels et leurs amis avaient vidée de leur substance, et la naissance de l'Internationale dite «auti-autoritaire». Le texte qui suit est le début d'un ouvrage que René Berthier a écrit pour la circonstance, et qui est destiné à rendre compte de cette partie de l'histoire du mouvement ouvrier international qui a trop longtemps été passée sous silence.

Nous ne pouvons encore affirmer que l'ensemble du document passera sous forme de «feuilleton» dans *Le Monde libertaire* : nous n'en livrons ici que le début. Mais les lecteurs du journal peuvent tenter leur chance en allant sur le site de l'organisation de la rencontre : le «feuilleton» a des chances de s'y trouver prochainement.

On verra ainsi que l'Internationale «anti-autoritaire» n'est pas une nouvelle internationale : le congrès de Saint-Imier ne fait que reprendre la suite de la numération des congrès précédents. C'est donc la même organisation. Ce ne sont pas les «anti-autoritaires» qui ont scissionné : c'est la bureaucratie dirigeante de l'AIT qui s'est auto-dissoute suite à la dénonciation unanime de toutes les fédérations de l'Internationale des décisions du congrès de La Haye tenu en septembre 1872.

On apprendra que la tentative faite par les scissionnistes Marx et Engels de récupérer la direction de l'Internationale échoua de manière si magistrale qu'ils n'en publièrent même pas le compte rendu.

On apprendra que malgré la propagande marxiste, il n'y eut jamais de fédération allemande de l'AIT, et que de l'aveu même du journal social-démocrate allemand, aucune cotisation ne fut famais versée.

On apprendra que malgré les manœuvres bureaucratiques des dirigeants socialistes allemands contre Bakounine, James Guillaume et les anti-autoritaires, ces derniers tentèrent à plusieurs reprises d'opérer des rapprochements avec les socialistes allemands – tentatives que les dirigeants allemands traitèrent par le mépris.

C'est donc à une «anti-histoire» de l'AIT que nous aurons affaire, une histoire qui va à contre-courant de tout ce qui a pu circuler jusqu'à présent, et que malheureusement les libertaires eux-mêmes ont parfois «avalée».

Mais on verra aussi que le travail de René Berthier est, également, dénué de complaisance envers le mouvement libertaire lui-même… En montrant, par exemple, que l'AIT anti-autoritaire ayant rompu avec les principes du bakouninisme, elle a peut-être précipité sa perte.

La question de l'organisation du mouvement ouvrier s'est cristallisée dans ce qu'on a appelé le «débat» Marx-Bakounine, qui n'a jamais été un débat, en tout cas pas au sens où deux adversaires exposent loyalement leurs positions de manière contradictoire. Le «débat» Bakounine-Marx s'est soldé ainsi : Bakounine, James Guillaume, la Fédération jurassienne puis la presque totalité du mouvement ouvrier organisé de l'époque ont été exclus de l'Association internationale des travailleurs par Marx, Engels et leurs amis à la suite de manœuvres bureaucratiques qui sont un modèle du genre.

Selon Georges Haupt, le refus de Marx d'engager le débat doctrinal avec Bakounine «*est avant tout d'ordre tactique. Tout l'effort de Marx tend en effet à minimiser Bakounine, à dénier toute consistance théorique à son rival. Il refuse de reconnaître le système de pensée de Bakounine, non parce qu'il dénie sa consistance, comme il l'affirme péremptoirement, mais parce que Marx cherche ainsi à le discréditer et à le réduire aux dimensions de chef de secte et de conspirateur de type ancien*[1]».

Michel Bakounine

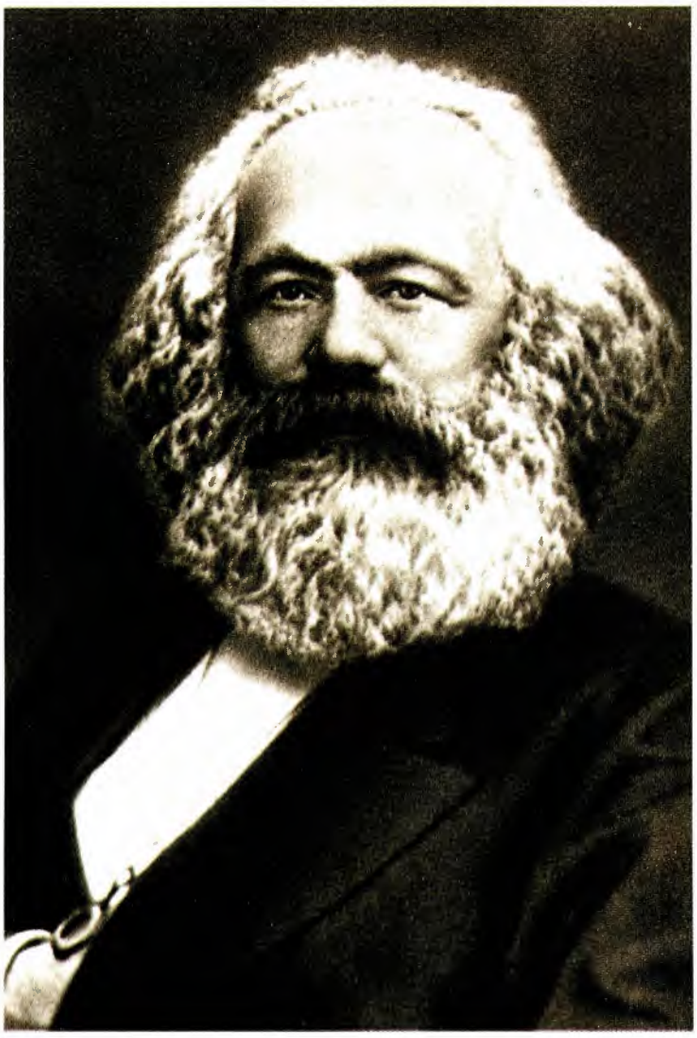
Les discours hagiographiques et dogmatiques des théoriciens marxistes et de ceux qui les répètent par cœur, sur les «*glorieux dirigeants du prolétariat international*», ont efficacement masqué la réalité. Une fois connue la réalité dans sa crudité, les théorisations qui en ont été faites apparaissent pour ce qu'elles sont : des impostures.

La confrontation entre bakouninistes et marxistes dans l'Internationale prit, on l'oublie parfois, un caractère «institutionnel» à travers des interprétations divergentes des statuts. Ceux-ci affirment que «l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen». Une telle rédaction convient tout à fait aux bakouniniens, mais pas à Marx, qui a pourtant rédigé le texte. Pendant les années qui vont suivre la création de l'Internationale, les bakouniniens vont s'accrocher à cette formulation, que Marx de son côté va tenter de modifier.

Certes, l'Adresse inaugurale, rédigée également par Marx, affirme que «*la conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière*» ; mais ce document n'a fait l'objet d'aucun vote. Pourtant, les marxistes vont considérer comme acquise la question de la conquête du pouvoir. L'Adresse inaugurale aura pour eux valeur statutaire alors même qu'elle n'est perçue par les militants de l'époque que l'expression du point de vue de son auteur.

Le CRML

La rupture Marx-Bakounine



Karl Marx

Vers 1860 la nécessité de constituer une organisation ouvrière internationale devient évidente à de nombreux militants. L'initiative de créer cette organisation revient à deux groupes d'ouvriers impliqués dans les luttes dans leurs pays respectifs : un groupe de dirigeants syndicalistes anglais et un groupe de mutuellistes proudhoniens français.

Les Anglais. La classe ouvrière anglaise était puissamment organisée sur le plan syndical. En 1859, une grande grève des ouvriers du bâtiment de Londres avait confronté les dirigeants syndicaux à la nécessité pratique de la solidarité avec le mouvement ouvrier du continent pour empêcher l'embauche des briseurs de grève.

Les Français. Le mouvement ouvrier français avait subi une féroce répression après la révolution de 1848 et l'instauration du régime impérial de Napoléon III. En 1861 a lieu une retentissante grève des typographes parisiens. Une nouvelle génération de militants était apparue, influencée par les thèses proudhoniennes et préconisant l'association ouvrière, l'organisation de coopératives, le crédit mutuel[2].

En 1862, à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, une délégation de 340 ouvriers français se rend dans la capitale britannique et noue des relations avec des syndicalistes anglais afin d'examiner les progrès économiques et techniques accomplis au cours des années écoulées. Les travailleurs anglais profitent de l'occasion pour proposer un rapprochement avec leurs camarades français. Des relations suivies s'établissent dès lors des deux côtés de la Manche. Les ouvriers français sont émerveillés par le niveau d'organisation de leurs camarades d'outre-Manche.

En 1863, les syndicalistes anglais invitent leurs camarades français à l'occasion d'une manifestation en faveur de l'indépendance de la Pologne. De grands meetings sont organisés. À la même époque, les travailleurs allemands s'organisent autour de Ferdinand Lassalle, un chef énergique. Les ouvriers italiens tentent de s'unir. En 1863, Garibaldi avait été reçu avec enthousiasme par les trade-unionistes britanniques. Il y avait donc alors une réelle effervescence en Europe.

Le 22 juillet 1864, un meeting réunit les principaux dirigeants syndicaux de Londres et six ouvriers français. Le lendemain, les Anglais accueillent les Français dans une réunion restreinte où sont jetées les bases d'une entente. L'Association internationale des travailleurs est définitivement constituée au cours d'un voyage que Tolain et Perrachon, accompagnés du Limousin Passementier, font à Londres en septembre 1864. Le 29 septembre 1864, lors d'une réunion à Saint Martin's Hall, l'AIT est constituée officiellement. Le projet français de créer des sections en Europe reliées par un comité central, qu'on nommera Conseil général, est approuvé. Citant un des signataires du Manifeste des Soixante, James Guillaume écrit avec quelque raison que l'Internationale fut « *un enfant né dans les ateliers de Paris et mis en nourrice à Londres*[3] ». L'Anglais Odger est nommé président du Conseil général.

La nouvelle organisation, essentiellement franco-anglaise, intègre cependant des émigrés polonais, allemands, italiens. Un comité provisoire, auquel se joint Marx, Jung, Eccarius, est chargé de rédiger les statuts de l'organisation. Contrairement au discours hagiographique des historiens officiels du marxisme, l'Internationale ne fut en rien une création de Marx, qui resta totalement étranger aux travaux pré-

paratoires qui eurent lieu entre 1862 et 1864. « *Il s'est joint à l'Internationale au moment où l'initiative des ouvriers anglais et français venait de la créer. Comme le coucou, il est venu pondre son œuf dans un nid qui n'était pas le sien. Son dessein a été, dès le premier jour, de faire de la grande organisation ouvrière l'instrument de ses vues personnelles*[4]. » L'ouvrage dans lequel J. Guillaume émet cette opinion a été publié longtemps après la mort de Marx, et sans doute la rancœur consécutive à l'exclusion de l'auteur à la suite des manœuvres bureaucratiques de Marx ne contribue-t-elle pas à atténuer l'expression de sa pensée. Il reste que l'image du coucou n'est pas fausse.

La structure mise en place dans l'Internationale est celle d'une association ouvrière de type syndical. Un Conseil général établit « *des relations entre les différentes associations ouvrières de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays* ». Cette phrase est importante car c'est autour d'elle que vont se cristalliser rapidement les divergences entre partisans de Marx et partisans de Bakounine sur la fonction du Conseil général. On retrouvera alors l'opposition entre centralisation et fédéralisme.

À côté du Conseil général doivent se constituer des sections ouvrières locales et des fédérations nationales. L'AIT tiendra des congrès annuels souverains. Le mouvement des Trade Unions refuse d'adhérer. Très vite apparaîtront sur le continent des sections en France, en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Italie, en Hollande.

L'Internationale avait des statuts provisoires qui devaient être ratifiés par son premier congrès, qui devait se tenir en 1865 en Belgique. Ce congrès ne se tint pas et fut remplacé par une conférence qui rassembla Varlin, de Paepe, Jung, Eccarius, Dupleix, Becker, Odger, Marx et quelques autres.

Le premier congrès de l'Internationale eut lieu du 3 au 8 septembre 1866, à Genève. Marx est absent[5], Bakounine n'est pas encore membre. Soixante délégués représentant des sections d'Angleterre, de France, d'Allemagne et de Suisse assistent à ce congrès, présidé par un Hermann Jung, un horloger de Saint-Imier vivant à Londres. Pierre Coullery – un « *humanitaire néo-chrétien* » selon L. Lorwin[6], était l'un des secrétaires du congrès. Coullery et Jules Vuilleumier représentaient la section de La Chaux-de-Fonds, James Guillaume celle du Locle et Adhémar Schwitzguébel celle de Sonvillier.

Ce premier congrès fut assez confus, mais il adopta notamment la résolution en faveur de la journée de huit heures, une résolution pour des lois internationales protégeant les femmes et les enfants et pour l'abolition du travail de nuit pour les femmes. Le congrès se prononça pour la suppression du salariat. Il adopta les statuts rédigés par Marx, assez vagues pour permettre à tout travailleur d'adhérer. Ne figure pas l'article que Marx fera ajouter en 1872 sur la conquête du pouvoir politique.

Plus tard, Bakounine se référera en ces termes au congrès de Genève : « *L'association internationale des travailleurs a une loi fondamentale à laquelle chaque section et chaque membre doivent se soumettre, sous peine d'exclusion. Cette loi est exposée dans les statuts généraux, proposés en 1866 par le conseil général de l'association au congrès de Genève, discutés et unanimement acclamés par ce congrès, enfin définitivement sanctionnés par l'acceptation unanime des sections de tous les pays. C'est donc la loi fondamentale de notre grande association.*

Les considérants qui se trouvent à la tête des statuts généraux définissent clairement le principe et le but de l'association internationale. Ils établissent avant tout : que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs doivent tendre à constituer pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs – c'est-à-dire l'égalité politique, économique et sociale ; que l'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ; que par cette raison l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ; que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national... mais international[7]. »

En réalité, il s'agit simplement des statuts de l'Internationale rédigés en 1864 par... Marx lui-même, entérinés par le congrès de Genève. Proudhon était mort l'année précédente et ce fut incontestablement sa doctrine qui prédomina à ce congrès et au suivant, à Lausanne (2-8 septembre 1867).

Que ce soit au congrès de Genève ou à celui de Lausanne, les positions du Conseil général, c'est-à-dire de Marx, ne soulevèrent pas l'enthousiasme. En ces premières années, des idées extrêmement variées coexistaient et se confrontaient dans une atmosphère plutôt cordiale. Le programme de ce deuxième congrès était chargé : on recommanda la création de banques accordant des crédits gratuits aux travailleurs ; on préconisa la création de sociétés d'assurance mutuelle ; les sociétés de métiers furent invitées à créer, avec leurs fonds, des sociétés coopératives de production. La perspective de ce congrès fut la mise en œuvre de mesures concrètes et immédiates visant à émanciper la classe ouvrière. On vota des résolutions au sujet de l'enseignement gratuit, de l'impôt, de l'abolition des monopoles d'État, de l'établissement des libertés politiques et des écoles-ateliers.

James Guillaume

La discussion sur la propriété privée opposa Pierre Coullery, partisan de la propriété individuelle, au Belge César de Paepe favorable à la propriété collective, à laquelle allaient se rallier plus tard les internationalistes. Ce problème figurera à l'ordre du jour du troisième congrès de l'Internationale.

C'est encore Proudhon qui domine à ce congrès, ce qui fait enrager Marx, qui écrit à Engels le 11 septembre 1867 : « *Au prochain congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de proudhoniens. J'ai préparé toute l'affaire de manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre (le Capital) ne fût publié et que notre Internationale n'eût pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré tous leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.* »

À plusieurs reprises dans cette lettre, Marx parle de « *notre Internationale* ». Le coucou commence à vouloir s'approprier le nid.

C'est au congrès de Bruxelles, en 1868, que les choses commencent à changer. La question de l'instruction obligatoire et gratuite est posée, ainsi que celle de l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes sont mis en minorité : ils s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Pour des hommes comme Varlin et César de Paepe, on ne peut écarter l'examen des problèmes politiques, mais ces problèmes doivent être abordés au sein de l'Internationale.

D'importantes questions sociales figuraient à l'ordre du jour du congrès de Bruxelles. La grève fut considérée comme l'arme principale des ouvriers. Plusieurs participants préconisèrent l'établissement de cahiers du travail qui rappelaient les cahiers de doléances de 1789. Les délégués se déclarèrent en général partisans du régime de la propriété collective pour les biens immobiliers.

C'est au congrès de Bâle (6-12 septembre 1869) que s'opère un véritable tournant. Bakounine est maintenant adhérent. Les proudhoniens de droite sont définitivement battus à la suite d'une alliance entre bakouniniens, blanquistes et marxistes. Ce quatrième congrès de l'Internationale prit position sur le régime de la propriété. Le Congrès de Bruxelles avait certes déjà traité de cette question, mais les partisans de la propriété privée, qui avaient été mis alors en minorité à Bruxelles, relancèrent le débat, affirmant que ce problème était complexe et qu'il n'avait pas été réglé. Après une discussion animée, le Congrès se déclara clairement collectiviste.

La question de l'héritage était la seconde question à l'ordre du jour, sur laquelle eut lieu un affrontement. Cette question ne présentait sur le fond aucun intérêt, mais elle servit aux marxistes de prétexte pour compter les voix. Ceux-ci présentèrent un amendement à la résolution votée, qui est repoussé. On peut ainsi déterminer le poids respectif des différents courants à partir des voix qui se sont portées sur les amendements ou sur les motions :

63 % des délégués de l'AIT se regroupent sur des textes collectivistes « bakouniniens ».

31 % se regroupent sur des textes « marxistes ».

6 % maintiennent leurs convictions mutuellistes (proudhoniens).

Le problème des caisses de résistance est, sans contredit, le plus important traité à Bâle. Chaque section fut invitée à en créer. On conseilla aux responsables de ces caisses de les fédérer en organisations régionales, nationales, internationales. En leur permettant de soutenir des grèves prolongées, ces caisses devaient permettre aux travailleurs de lutter contre la bourgeoisie.

Des résolutions administratives furent votées à Bâle dont les délégués fédéralistes n'avaient pas évalué la portée, et qu'ils regrettèrent par la suite. Ces résolutions attribuaient au Conseil général le droit de refuser l'admission de nouvelles sociétés ou de les suspendre des sections – décisions qui devaient être soumises au congrès suivant il est vrai. James Guillaume écrit à ce sujet en 1872 : « *Nous étions tous animés de la plus complète bienveillance à l'égard des hommes de Londres. Et notre confiance fut si aveugle que nous contribuâmes plus que personne à faire voter ces fameuses résolutions administratives qui allaient donner au Conseil général une autorité dont il a fait un si fâcheux usage. Leçon profitable, et qui nous a ouvert les yeux sur les vrais principes de l'organisation fédérative*[8]. »

C'est au congrès de Bâle – Bakounine vient d'adhérer à l'Internationale – qu'apparaissent ouvertement les deux courants qui vont s'affronter. Ces courants existaient déjà à Bruxelles, mais ils sont maintenant clairement délimités. D'un côté il y a les Belges, la plupart des Français, les Espagnols et les Jurassiens qui se révèlent fédéralistes et révolutionnaires ; de l'autre il y a le Conseil général, les Allemands, une partie des Suisses qui sont centralistes et sociaux-démocrates.

« *Depuis le congrès de Bâle (septembre 1869), la coexistence dans l'Internationale de différentes conceptions, telles que celles des socialistes étatistes, collectivistes, anti-autoritaires et proudhoniens, et de tactiques diverses (action politique, abstentionnisme, syndicalisme, coopération, etc.), fut remplacée par des agressions des partis autoritaires et étatistes, dont les principaux centres étaient la Fabrique de Genève, le Parti socialiste allemand et le Conseil général de Londres*[9]. »

La situation créée au congrès de Bâle est évidemment inacceptable pour Marx. C'est après ce congrès que commenceront les attaques systématiques et les plus violentes contre le révolutionnaire russe. « *Ce russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié* », prophétise Marx dans une lettre à Engels datée du 27 juillet 1869. À quoi Engels répond le 30 juillet : « *Le gros Bakounine est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense réellement se placer, par ses intrigues, à la tête du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire.* » Après avoir voulu tordre le cou aux « *ânes de proudhoniens* », il faut maintenant excommunier Bakounine...

Il est vrai que Marx et Engels avaient de quoi se méfier. Précédemment à son adhésion à l'Association internationale des travailleurs, Bakounine avait créé une organisation nommée Alliance internationale de la démocratie sociale, qui avait demandé son adhésion à l'Association internationale des travailleurs. L'adhésion avait été refusée par le Conseil général pour des raisons parfaitement légitimes, puisqu'elle se concevait elle-même à l'orgine comme une organisation internationale. Pour être en conformité avec les statuts de l'Internationale, l'Alliance se transforma en simple section de l'AIT. Sous cette condition, l'adhésion fut acceptée. Son rôle en tant que section de l'Internationale ne fut pas négligeable puisque c'est à son instigation que fut créée la fédération espagnole.

Marx et Engels développeront, à propos de l'« Alliance » bakouninienne, une véritable obsession paranoïaque, lui attribuant les pires méfaits et la voyant derrière toutes les initiatives qui n'allaient pas dans le sens de leurs propres vues. Le fantôme de l'Alliance et de Bakounine se dressant derrière elle va littéralement hanter Marx et Engels. Franz Mehring, un historien et militant marxiste parfaitement orthodoxe, écrira dans sa biographie de Marx qu'il n'y avait rien qui puisse prouver les accusations de Marx et d'Engels contre Bakounine – ils n'auront pas entièrement tort, d'ailleurs.

René Berthier

1. Georges Haupt, *Bakounine combats et débats*, Institut d'études slaves, 1979.

2. On attribue à Proudhon l'idée selon laquelle il était opposé aux grèves. Il dit simplement que les grèves ne peuvent résoudre sur le fond la question sociale.

3. James Guillaume : *Karl Marx pangermaniste*, p. 5. (Reprint from the collection of the University of Michigan Library.)

4. *Ibid.*

5. Marx n'assistera à aucun congrès de l'Internationale, sauf celui de La Haye constitué de délégués soigneusement sélectionnés par lui.

6. Lewis L. Lorwin, *L'Internationalisme et la classe ouvrière* (*Labor and Internationalism*), 2e édition, Gallimard, 1933.

7. « Le jugement de M. Coullery » juillet 1869, *L'Égalité*, 31 juillet 1869.

8. Mémoire de la Fédération jurassienne, p. 82. Cf. James Guillaume, *L'Internationale documents et souvenirs* vol. I, p. 207.

9. M. Nettlau, « Les Origines de l'Internationale anti-autoritaire », article du *Réveil* du 16 septembre 1922.

Mais où en est la révolution tunisienne ?

Il y a un an, le 17 décembre 2010, un jeune marchand ambulant de Sidi Bouzid, petite ville du centre ouest de la Tunisie, s'immolait en public après que sa marchandise eut été confisquée par la police, le laissant sans ressources. Immédiatement, un mouvement populaire et spontané de protestation allait se répandre à travers la Tunisie, conduisant moins d'un mois plus tard, le 14 janvier 2011, à la chute du président Ben Ali, et à sa fuite avec les membres de son clan mafieux. Ces événements déclenchaient alors à travers le monde un formidable élan d'enthousiasme et de sympathie, dans lequel se reconnurent nombre de ceux qui désespéraient de voir apparaître un mouvement social digne de ce nom. Et ils inspiraient d'autres pays arabes, comme l'Égypte, la Libye et la Syrie. Il n'est pas exagéré de dire que cet élan, s'il n'a pas disparu, est singulièrement retombé.

Élections libres, et après ?

La victoire du parti islamiste Enahda le 23 octobre dernier, lors des élections pour l'assemblée constituante, a sonné comme une fin de partie. Cependant, si on regarde plus attentivement les résultats de ces premières élections, c'est à une autre lecture qu'on est invité, différente de celle colportée par les médias : ce n'est pas accorder quitus à la farce électorale, mais tordre le cou à la propagande médiatique sur un supposé raz de marée. Les médias ont annoncé des chiffres de participation record (90 %!), ils ont montré les longues files d'attente devant les bureaux de vote (en grande partie liées à la complexité du vote par liste et aux procédures de contrôle), mais se sont bien abstenus de donner les chiffres réels. La campagne massive pour inciter les Tunisiens à s'inscrire sur les listes électorale s'est soldé par un semi-echec : 4 200 000 inscrits seulement, au point que l'instance chargée de superviser les élections a finalement ouvert ces élections à toute personne majeure avec carte d'identité... Sur 7 569 000 électeurs potentiels, il y a eu 3 702 627 votants, soit une participation de 48,9 % : donc 51,1 % d'abstentionnistes ! Le chiffre de 90 % de participation ne prenait en compte que les inscrits sur les listes électorales, et non ceux qui étaient autorisés a voter... La propagande très active pour la participation aux élections, à laquelle se sont joints les mosquées dans les prêches des imams et le syndicat UGTT, qui a interdit les grèves pendant la campagne officielle, n'a pas empêcher les abstentionnistes d'arriver largement en tête ! L'apolitisme, le désintérêt mais aussi la méfiance peuvent expliquer ce taux d'abstention, dans un pays où les élections ont toujours été truquées. Le parti Enahda recueille 38,5 % des suffrages, qui représentent 18,8 % du corps électoral : du fait du système de semi-proportionnelle adopté pour cette élection, ce résultat lui donne 41 % des sièges de l'assemblée constituante, soit 89 sièges sur 217. 35,1 % des voix se sont portées sur des petites listes qui n'ont pas atteint le seuil pour avoir des représentants élus (magie du système proportionnel et de la dispersion des listes...). À 3 % près presque autant que le nombre de voix d'Enahda... Tous ces chiffres sont disponibles sur le site internet de l'instance de supervision des élections tunisiennes. Pardon pour cette démonstration rébarbative, mais cela relativise ce fameux et fumeux raz de marée islamiste, vous ne trouvez pas ? Preuve s'il en était encore besoin de l'inanité du système électoral, et c'est à cette aune qu'on distribue les certificats de bonne conduite démocratique. Mais, au final, c'est bien Enahda qui se retrouve en position décisive, avec comme alliés deux partis laïques, le Congrès pour la République (CPR), de Moncef Marzouki, et le parti Ettatakol de Mustapha Ben Jaffar : je cite les noms car ces partis sont centrés sur leur dirigeants et se confondent avec eux dans l'esprit de nombreux Tunisiens. Malgré toutes les réserves, de taille,

formulées ci-dessous, c'est un rejet de l'ancien système qui s'est exprimé dans ce vote, les gagnants étant considérés comme n'ayant pas transigé avec l'ancien régime, ni participé aux anciens gouvernements. Moncef Marzouki, qui il faut le reconnaître a eu une attitude exemplaire pendant la dictature (il a été l'un des rares opposants laïques de gauche à défendre les islamistes emprisonnés par Ben Ali), se retrouve président de la République, avec des prérogatives bien diminuées. Le poste de Premier ministre, aux compétences bien plus étendues que sous l'ancien régime, échoit à Hamadi Jebali, secrétaire général d'Enahda. Cependant, on a pu le voir dans le long intermède qui a séparé le résultat de l'élection de l'annonce de la composition du gouvernement, c'est la politique des compromis et des tractations, des jeux d'appareils et des négociations opaques, qui a occupé le devant de la scène politico-médiatique.

La question sociale, grande absente

La question sociale reste tout aussi brûlante qu'elle l'était il y a un an, voire pire encore, aggravée par la crise qui touche aussi la Tunisie, qui dépend de l'Europe pour une large part de son économie. Dans la région de Gafsa, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les ouvriers et les chômeurs ont repris, à la fin novembre, leur mouvement

de grève et de blocage de la production des mines de phosphate. Dans les semaines et les mois qui ont suivi le 14 janvier 2011, des mouvements de grève ont touché tous les secteurs de la production, réclamant partout des augmentations de salaire, des titularisations de personnels précaires ou l'embauche de chômeurs. Ces mouvements non coordonnés, d'allure disparate, ont parfois abouti à des embauches, en particulier dans la fonction publique, mais ont très souvent été qualifiés de contre-productifs par le gouvernement et la direction nationale de l'UGTT, qui ont tout fait pour les discréditer, allant jusqu'à accuser les grévistes de mettre en danger la révolution ! Cette direction nationale du syndicat est toujours en place alors que plusieurs de ses membres font l'objet d'enquêtes judiciaires pour faits avérés de corruption ! Alors que les journée insurrectionnelles de décembre et janvier avaient vu naître dans nombre de villes et quartiers des comités populaires révolutionnaires, qui ont organisé la vie quotidienne au pire moment de la répression, ceux-ci ont presque partout disparu. Ce sont ces comités, encore actifs dans certaines régions, qui ont rejeté les nouveaux gouverneurs (équivalents de préfets) lorsqu'ils appartenaient au parti RCD de Ben Ali, ou qui ont organisé l'aide aux réfugiés libyens. Il n'y a pas aujourd'hui de structures politiques et syndicales suffisamment organisées et implantées qui soient à même de porter les revendications sociales et politiques du peuple, de même qu'aucune formation tunisienne, même classée à l'extrême gauche, ne se dit ouvertement opposée au système capitaliste.

Alors que le mouvement de décembre et janvier dernier mettait en avant des aspirations sociales et politiques, réclamant d'un même souffle travail, liberté et justice, sans aucunes références religieuses, voilà que le parti religieux se retrouve à la tête d'un gouvernement issu d'un mouvement auquel il n'a pas pris part en tant que tel. Il y a bien sûr de quoi inquiéter les partisans de la liberté et de la laïcité. L'échec des partis laïques est d'abord dû à leur division et à leur quasi-absence du terrain sur lequel Enahda a pu intervenir à loisir, faisant propagande de son passé de martyr de Ben Ali, avec ses 30 000 prisonniers politiques. Mais aussi au fait que le débat sur la laïcité et la place de la religion a pris tant d'ampleur que les Tunisiens s'en sont détournés : du temps de Ben Ali, la répression contre les religieux, pas même politiques, était telle que les gens du peuple ont assimilé la laïcité à cette répression. Et l'urgence aujourd'hui est sociale : Enahda l'a bien compris, qui sur le terrain inlassablement a repris le discours social, surtout sur le mode caritatif et démagogique, avec distributions d'argent et promesses envers les plus démunis, alors que les partis dits de gauche s'entre-déchiraient dans des débats inaccessibles aux gens du peuple.

Inorganisation et désorganisation

Le mouvement populaire qui a conduit à la chute de Ben Ali était spontané et inorganisé au départ, bien que très vite des militants syndicaux des sections locales du syndicat UGTT aient encadré et soutenu les manifestations, permettant leur rapide diffusion à travers le pays. Les rares partis d'opposition tolérés du temps de Ben Ali n'avaient aucune base populaire et les partis clandestins, comme le Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT) ne bénéficiaient que d'une très faible audience, en dehors de la région de Gafsa qui a connu en 2008 un très fort mouvement d'opposition populaire.

La fuite du dictateur et de son clan mafieux a arrangé tout le monde : ça a été le seul moment où les intérêts de la majorité des Tunisiens ont convergé, avant que les différences de classe ne reprennent le dessus. Car dès que le dictateur déchu a tourné les talons, les barons politiques du régime ont tout fait pour garder la main. L'appareil étatique, policier et administratif est largement noyauté par les partisans de l'ancien régime, qui pour la plupart sont d'abord et avant tout soucieux de préserver leurs intérêts, même après une rénovation de façade. Les solides réseaux d'entente sont toujours efficace et fonctionnent à plein régime : le parti RCD a certes été dissous, ses biens confisqués par l'État (lequel était il y a encore quelques semaines contrôlé par des gens issus de ce même parti !), mais ses partisans ne se sont pas volatilisés : ils se reclassent partout où ils peuvent, noyautent des partis, en créent de toutes pièces, certains allant jusqu'à rejoindre les rangs de leur ennemi juré d'hier, Enahda ! La classe possédante est prête à pactiser avec les islamistes, lesquels n'ont pas du tout l'intention de remettre en cause l'ordre économique établi.

L'islamisme est soluble dans le capitalisme

Le programme économique des gens qui sont maintenant au pouvoir consiste pour l'essentiel à remettre l'économie en marche, c'est-à-dire à relancer l'appareil de production et à permettre aux capitalistes de refaire des affaires. Ils cherchent aussi des sources de crédits dans les pays émergents (Inde, Chine) et les riches pétromonarchies du Golfe, dont le Qatar, qui se pose en parrain des mouvements islamistes tunisien et libyen : le nouveau ministre tunisien des Affaires étrangères est un ex-employé de la chaîne internationale de télévision al Jazeera, basée au Qatar… D'ou les déclarations d'après élection, cherchant à rassurer les marchés sur les intentions des nouveaux maîtres de la Tunisie ; et finalement, les gouvernements occidentaux, qui avaient été si peu regardants sur la dictature, sont prêts à donner leur soutien à ceux qu'hier encore ils ostracisaient, pour peu que les affaires soient bien gérées. C'est-à-dire comme ils le souhaitent, et que l'intégration de la Tunisie au marché mondial continue sans heurts…

Identité et religion

La campagne électorale a été dominée, dans les médias, par le débat sur l'identité musulmane de la Tunisie, avec des discussions sur la laïcité, concept quasi inconnu et incompris de la masse des Tunisiens. Les islamistes d'Enahda, très habilement, ont eu beau jeu de le réduire à l'athéisme, et de l'associer au comportement qualifié d'antireligieux de l'ancien régime de Ben Ali. Les partis dits de gauche ont délaissé la question sociale pour s'embringuer dans ce débat, étranger aux préoccupations immédiates de la majorité de la population. Des manifestations de salafistes, intégristes extrémistes, dont on peut se demander jusqu'à quel point ils sont infiltrés par des éléments policiers, opposés à la libération des mœurs et à la libre expression d'opinion qualifiées par eux de blasphématoires, ont donné aux islamistes « modérés » d'Enahda l'occasion de se présenter comme les meilleurs remparts contre les dérives extrémistes et comme les garants d'un juste milieu. Le discours officiel des dirigeants se veut rassurant, en particulier sur le code du statut personnel qui donne aux Tunisiennes l'égalité des droits : mais beaucoup redoutent un double discours et craignent que la situation n'empire peu à peu jusqu'à la remise en cause de ces droits. Dernièrement, des affrontements entre des éléments salafistes et des partisans de la laïcité ont éclaté dans les universités, autour de la question du port du voile intégral, le niqab, que les barbus veulent voir autorisé à la faculté. Un rassemblement de gauche s'est tenu devant le siège de l'assemblée constituante, lors de ses premières sessions, pour faire pression sur les députés : aussitôt, des contre-manifestants pro-islamistes sont intervenus, allant jusqu'à l'affrontement avec le camp d'en face.

Une révolution à venir

Ces événements montrent bien que la situation politique et sociale actuelle de la Tunisie est loin d'être apaisée. L'absence de perspective à court terme, la déception liée à l'attente sociale non résolue, la crise économique : tous ces facteurs laissent augurer la poursuite du mouvement populaire : la question est de savoir quelle forme il prendra. Des Tunisiens et Tunisiennes sont en train de s'organiser et de monter un mouvement anarchiste : certes, ils sont ultraminoritaires, mais leur voix pourra compter dans un mouvement plus large qui n'en est qu'à ses débuts. Car s'il est un acquis qu'il faut bien reconnaître à cette révolution du 17 décembre, c'est la fin de la peur. Le peuple tunisien à au moins appris à se battre et à s'exprimer librement, et à ne plus faire aveuglément confiance à ceux qui prétendent lui montrer la marche à suivre. Les germes de la colère sont toujours là : chômage, précarité, misère, mépris. La révolution n'a pas encore véritablement commencé.

Mohamed
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

À propos d'indignation en terre espagnole

Le mouvement des indignés, né le 15 mai 2011 à Madrid, a fait des émules dans le monde entier. Lui-même se revendiquait, dès ses débuts, du « printemps arabe » et, effectivement, on peut constater des points communs entre tous ces mouvements, tant en ce qui concerne leurs causes que leur fonctionnement. Par exemple, par rapport à la situation sociale en Tunisie, on pouvait voir également en Espagne un nombre très élevé de jeunes diplômés sans emploi ni perspectives à brève échéance, de précaires ou de travailleurs et retraités aux revenus modestes. La méthode pour exprimer leur mécontentement a été la même, c'est-à-dire des rassemblements et des campements à caractère pacifique sur des places ou dans des lieux symboliques : place Tarhir au Caire, ou Puerta del Sol à Madrid.

Le développement du mouvement en Espagne a ensuite emprunté une voie qui sera imitée un peu partout en Europe et ailleurs. Les indignés sont d'accord sur un certain nombre de points, à savoir un rejet des grands partis politiques, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, ainsi que des organisations syndicales institutionnelles. La peur d'être récupérés par qui que ce soit est d'ailleurs une véritable obsession chez les indignés, même si on peut quand même affirmer qu'ils sont majoritairement de sensibilité « de gauche/écolo/libertaire » pour faire rapide. En conséquence de quoi, on constate, dans leur fonctionnement, une absence – voulue et revendiquée – de leader charismatique (ce qui perturbe les médias toujours friands de ce genre de personnages), une recherche inlassable du consensus, une tendance naturelle à l'auto-organisation pour tous les problèmes pratiques. Sur tous les campements, on a vu se créer immédiatement des commissions : action, activités, quartiers, informations, nationale, internationale, etc., ainsi que des groupes de travail : culture, éducation, politique, économie, environnement, féminisme, immigrés, social, etc.

Ce mouvement des indignés espagnols (ou mouvement du 15M) n'est pas surgi sans raison : comme dans d'autres pays, la fameuse crise provoquée par les puissances financières a fait des ravages, notamment dans le secteur immobilier qui était le pilier de l'économie espagnole. Pour mesurer l'ampleur du phénomène, il suffit de comparer les différences entre États-Unis et Espagne. Aux États-Unis, l'augmentation vertigineuse des taux d'intérêt a mis à la rue des centaines de milliers de propriétaires dont les habitations hypothéquées ont été récupérées par les banques, qui ont ainsi soldé l'emprunt des particuliers. En Espagne, c'est pire : l'emprunteur dans l'impossibilité de payer les traites de son appartement se retrouve aussi à la rue, la banque récupère aussi le logement hypothéqué, mais la dette de l'emprunteur n'est pas effacée : il reste redevable de la moitié de son emprunt (plus les intérêts évidemment !). Quand on sait que 85 % des emprunts immobiliers en Espagne sont à taux variables (20 % en France), on imagine aisément le nombre de personnes touchées par l'explosion de la bulle immobilière, et on comprend pourquoi 3 millions et demi de logements sont actuellement vides là-bas. Pour se faire une idée de la dérive immobilière il faut savoir que jusqu'en 2007 on construisait 700 000 logements par an : plus que la France, l'Allemagne et l'Italie réunies !

Ceci ajouté au taux de chômage élevé : 21 % (45 % chez les moins de 35 ans), et vous obtenez une situation dramatique dans un pays dont on vantait il y a peu le « miracle économique ». Mais comme

toujours, comme partout, les miracles économiques concernent surtout une minorité : comme au loto, pour qu'il y ait quelques gros gagnants il faut une majorité de perdants. Le système capitaliste n'est pas autre chose.

Donc l'apparition du mouvement du 15M à Madrid aurait dû être prévisible. Ce qui l'était moins c'était sa proximité avec les élections municipales et régionales (une semaine après), avec comme mot d'ordre (entre autres) « *Ne vote pas pour eux* », c'est-à-dire ni pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (au pouvoir à ce moment-là), ni pour le Parti populaire (opposition de droite). L'exemple des indignés de la Puerta del Sol a été immédiatement été suivi dans une centaine de villes à travers toute l'Espagne, employant pour cela les mêmes moyens que les manifestants des pays arabes (même si l'Espagne actuelle n'est pas une dictature), à savoir les réseaux sociaux sur internet (Facebook, Twitter, etc.). Le mouvement a donc été relativement spontané, décentralisé et s'est propagé rapidement. Les revendications étaient partout les mêmes :

- Pour en finir avec les privilèges politiques
- Pour le droit au logement
- Contre le chômage
- Pour une amélioration des services publics
- Pour le contrôle des banques
- Pour une réforme de la fiscalité
- Pour les libertés citoyennes
- Pour une réforme de l'éducation
- Pour la réduction des dépenses militaires
- Pour la fermeture des centrales nucléaires
- Pour la défense des immigrés
- Contre la corruption
- Pour la récupération des entreprises publiques ayant été privatisées
- Pour la récupération de la mémoire historique (guerre civile 1936-1939)

La liste est évidemment incomplète, mais a été établie en réaction aux mesures impopulaires mises en application depuis deux ans par le gouvernement socialiste de Zapatero ; notamment les coupes budgétaires et les suppressions d'emplois dans la fonction publique. Quant à l'avenir proche, il est bien sombre puisque sont annoncés le gel des retraites, la réduction des salaires des fonctionnaires de 5 %, la suppression du chèque-bébé (2 500 euros par naissance). Et en bonne nation européenne, la fameuse « règle d'or » doit être inscrite dans la Constitution espagnole et sera valable dans les dix-sept communautés autonomes.

Les indignés ont donc concocté leurs revendications souvent résumées par des formules du genre « *Démocratie réelle maintenant* » et des slogans (déjà entendus ailleurs et en d'autres temps) tels que « *Nous voulons tout et nous le voulons maintenant* ». Ils veulent « *une société nouvelle qui donne la priorité à la vie plutôt qu'aux intérêts économiques et politiques* », et quand ils évoquent une démocratie réelle, c'est par opposition à celle existante où la participation des citoyens est nulle et où les politiciens sont inféodés au pouvoir financier. Ils sont de plus en plus nombreux à voir que l'on n'a pas besoin d'un nouveau gouvernement, mais bien plutôt d'un modèle totalement nouveau.

Apolitiques ?

Dans un souci constant de ne pas se diviser, les indignés refusent tous les drapeaux et revendiquent leur apolitisme. Encore faut-il s'entendre sur ce terme. Ils rejettent effectivement les partis politiques, mais ont une vision politique de la société. Si certains d'entre eux, paraît-il, viennent de la droite (personnellement je n'en ai pas rencontré), un simple regard sur leur programme et sur les affiches manuscrites apposées partout au mois de mai les situent à gauche de la gauche. Certes, beaucoup n'ont pas de culture politique, mais la réalité les a rattrapés ; et la réalité c'est qu'ils n'ont pas de travail, ou alors qu'il ne correspond pas aux diplômes obtenus au cours de leurs études, et qu'avec de la chance ils toucheront 600 euros par mois, ce qui évidemment leur ôte toute possibilité de se trouver un logement. La crise immobilière s'ajoutant par-dessus cela, comme nous l'avons dit plus haut, on observe déjà une inflation : celle des squats qui sont considérés comme des actes illégaux mais légitimes. Les indignés s'investissent – souvent avec des libertaires – dans les groupes de résistance contre les expulsions de familles surendettées. Ils se retrouvent tous dans les groupes « okupas » dont nous avons déjà parlé dans *Le Monde libertaire*, et dans les PAH (plateformes des victimes des hypothèques) très efficaces pour empêcher ou retarder les expulsions (150 000 familles sont menacées d'expulsion). Cette lutte et ces squats ont d'ailleurs un mérite : celui de faire se rejoindre et s'apprécier de jeunes « réfractaires, rebelles ou révolutionnaires » avec des adultes et anciens que l'on pouvait cataloguer jusqu'à présent dans la « majorité silencieuse », et qui désormais s'indignent aussi. On pouvait les retrouver dans des lieux comme cet ancien hôtel Best Western au centre de Madrid, rebaptisé Hôtel des indignés. Jusqu'à ce que la police les en déloge le 5 décembre (après les promesses et les élections... la répression), il hébergeait aussi bien des sans-abri que des groupes de réflexion. Eux aussi disent : « *Unis, nous dirons d'une seule voix aux politiques et aux puissances financières qu'ils servent que dorénavant c'est nous, les gens du peuple, qui déciderons de notre avenir.* » L'autre mérite de ce type de luttes est d'ancrer les indignés dans le quotidien : à Barcelone, ils n'occupent plus la place de Catalogne, mais ils se sont disséminés dans vingt-trois assemblées de quartier.

On le voit donc, le mouvement des indignés n'est pas si apolitique que cela, mais il se veut indépendant des partis et des syndicats institutionnels.

Leur fonctionnement est résolument horizontal et ils ont un don certain pour l'auto-organisation. Que ce soit sur les places occupées ou dans les squats, le premier poste mis en place est celui de l'approvisionnement et de la restauration. La population des quartiers est tellement solidaire qu'il y a toujours eu surabondance de nourriture, ce qui a attiré également tous les laissés-pour-compte de la société qui viennent pour bénéficier des repas gratuits.

Pas de partis, pas de syndicats... mais le mouvement des indignés, s'il les rejette, sait parfaitement qu'il est lui-même fondamentalement politique au sens du «*Tout est politique*» de mai 1968. L'immense majorité des manifestants, tout en refusant les organisations politiques institutionnelles, se définissent comme progressistes (pour éviter de se dire à gauche ou plus...). Mais leur volonté de changer radicalement la société est réelle. Comment ? Là, le consensus devient difficile à obtenir.

Vers où ?

L'opposition réforme/révolution réapparaît. Cette opposition a soigneusement été gommée dès le début, par souci d'éviter tout éclatement du mouvement : par exemple les références à la guerre civile de 1936 étaient souvent évitées, ne serait-ce que pour ne pas diviser partisans du maintien de la monarchie d'avec ceux favorables à une république (on a pourtant pu voir réapparaître dans certains défilés le drapeau républicain). Les partisans d'un changement radical ne sont pas déconnectés de la réalité quotidienne et n'hésitent pas à s'investir dans les luttes quotidiennes pour résister aux injustices les plus criantes, même si ces luttes peuvent être cataloguées de «réformistes». Toutefois, les interminables débats permettent à chacun de pouvoir s'exprimer et l'on peut voir évidemment que si certains veulent changer radicalement et définitivement la société, d'autres s'accommoderaient d'une simple amélioration de leur situation personnelle en s'imaginant que le système actuel peut évoluer favorablement. Ceci explique peut-être qu'aux élections législatives du 20 novembre, un petit parti comme IU (Gauche unie – communistes et écologistes) a recueilli 11 % des voix (alors qu'en 2008 il n'en avait que 3,8 %), et que l'abstention n'a été que de 30 %. Certaines illusions sont tenaces, toutefois les mesures d'austérité annoncées – et surtout celles qui ne le sont pas encore – vont amener de plus en plus de gens à tourner le dos à toute organisation ne remettant pas en cause fondamentalement le système capitaliste. Et à développer des structures en marge d'un État qui ne les représente pas. Si les campements sur les places ont presque tous disparu, ceux qui les composaient sont toujours là, dans les associations de voisins, les assemblées de quartiers, et aussi – il faut le dire – dans les organisations de travailleurs ouvertement révolutionnaires. C'est ainsi que l'auto-organisation de la classe ouvrière est encore à l'ordre du jour, pour résoudre les problèmes de chacun de manière collective afin de ne pas tomber dans les pièges individualistes du système capitaliste, et au contraire agir de façon solidaire car la force des travailleurs réside dans leur union au-delà des croyances et des votes. Dans cette perspective, des organisations comme la CNT et la CGT espagnole rappellent inlassablement que la base de l'économie continue d'être malgré tout le travail, et qu'on ne pourra changer la société qu'en changeant radicalement le travail et la façon de travailler, en s'organisant à l'usine, aux champs, au cœur de l'entreprise, où que ce soit. Pour les sans-emploi, dans les quartiers, bref partout dans la société, dans les athénées et les associations libres de toutes sortes.

C'est ainsi que grandira l'idée d'une société autogestionnaire. De cette forme d'organisation naîtront les structures d'une nouvelle société, une autre économie, une autre éducation, une autre consommation, un rapport différent à l'environnement, bref une autre vie.

La route semble longue et ardue, mais on voit bien la convergence des intérêts de classe. Les indignés investissent l'espace public via les assemblées de quartiers, ils rejoignent ainsi ceux qui y luttaient

depuis déjà longtemps et se retrouvent sur le même terrain des luttes quotidiennes, pas toujours légales, mais tellement légitimes qu'elles conquièrent la sympathie générale. Parallèlement à cela, le combat anticapitaliste se poursuit dans les entreprises via les syndicats anarcho-syndicalistes. Qu'ils se disent révolutionnaires ou indignés, ils semblent décidés à ne plus subir, ni accepter de payer une dette qui n'est pas la leur... mais plutôt à se passer de tous les parasites au pouvoir et à s'autogouverner. Les Espagnols sont en train de basculer dans une autre époque (il n'y a pas qu'eux d'ailleurs), l'indignation et la révolte grondent, et le chapitre de la transition démocratique est en train de s'achever. Il aura duré trente-six ans comme... la dictature de Franco.

Ramón Pino
Groupe Pierre-Besnard
De la Fédération anarchiste

Israël indigné

Israël contre Gaza, Israël et le mur, Israël et les territoires occupés, Israël contre le Fatah, Israël et les indignés, cherchez l'intrus ! C'est ce que nous nous sommes tous dit quand un beau matin ou plutôt un soir les tentes ont fleuri au beau milieu de Tel-Aviv, sur le plus grand boulevard de la capitale du pays. Mais que se passe-t-il donc que nous n'avons pas su voir ? La surprise a été totale aussi bien pour le pouvoir israélien que pour les antisionistes, les défenseurs de la cause palestinienne, que certainement pour la population israélienne elle même. En cherchant à comprendre les origines du phénomène j'ai été ramené à quelque chose de fort trivial, à une histoire de petit déjeuner.

Le fromage blanc et la tente

Juin 2011. Un débat fait rage dans le pays. Le prix de ce fromage blanc, le « cottage cheese », spécifique au petit déjeuner israélien vient de subir une hausse de prix déraisonnable. Un appel au boycott a été lancé sur Facebook par un internaute et recueille 100 000 signatures. Cela fera la une du plus grand quotidien national. Dans un pays soumis aux injonctions permanentes de type militaire, quelque chose se passe.

Juillet 2011. Une jeune femme de 25 ans installe sa tente dans un square de Tel-Aviv, simultanément elle ouvre une page sur Facebook et elle invite tout ceux ou celles qui ont des problèmes de logement à la rejoindre.

Le lendemain, le 15 une cinquantaine de tentes sont installées sur le boulevard Rothschild. Le 16 le syndicat des étudiants se joint aux occupants.

Le 17 c'est le tour d'Hashomer Hatsair (La jeune garde), un mouvement de jeunesse sioniste de gauche de proclamer son soutien.

Le 23 une manifestation de soutien rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes traverse la ville. Le lendemain un millier de personnes marche sur le parlement à Jérusalem ce qui force le Premier ministre à déclarer qu'il fera tout son possible pour régler ce problème de logement. Le 28 a lieu la première « marche des poussettes » rassemblant des milliers de parents qui protestent contre le coût trop élevé de l'éducation des enfants.

Au cours du mois d'août le mouvement va s'étendre dans tout le pays. Des manifestants vont occuper des bâtiments vides et lancer un mouvement de squatt. Il y aura même une manifestation d'une centaine de militants d'extrême droite qui dénoncent la « *dimension anarchiste de la protestation gauchiste contre la situation des logements* ».

Au début du mois de septembre le projet d'organiser une « marche du million » prend naissance. Un demi-million de manifestants vont parcourir Israël le 3 septembre dont plus de trois cent mille à Tel-Aviv. Trois jours après des fonctionnaires de la ville sont envoyés pour nettoyer le boulevard des tentes. Ils sont accueillis par des cris les accusant d'être des « *nazis en uniforme de fonctionnaire* ». Ce qui va donner lieu à des affrontements violents. Le 27 du même mois Netanyahou s'engage à présenter un plan de règlement du problème.

Les tentes disparaîtront complètement le 3 octobre. Cela n'empêchera pas des dizaines de milliers de manifestants d'occuper les rues à la fin de ce même mois.

Début août le Premier ministre avait chargé un expert, le professeur Manuel Trajtenberg, de former une commission et de présenter des solutions. Ce qui était pour lui une façon d'enterrer momentanément le problème. Car il avait sous la main d'autres idées pour détourner la rogne publique. Les « indignés », eux, avaient de leur côté formé une autre commission.

Les raisons de la colère

Israël est le pays le plus riche du Moyen-Orient, exception faite des pays pétroliers. Dans ces derniers les calculs ne sont faits, en général, que sur la base des résidents « officiels ». Pourquoi les habitants de ce pays sont-ils si mécontents ? Pour au moins trois raisons, dont l'une n'est pas apparue au cours de ces manifestations. Selon la sécurité sociale israélienne 123.500 personnes sont passées sous le seuil

de la pauvreté en 2009. Ce qui chiffre à 1 774 800 le nombre d'habitants en dessous du seuil de pauvreté sur un total de 7624600. Cela concerne presque un quart de la population. Pourtant seulement 6 à 7 % de la population est au chômage, ce qui en clair signifie que les salariés pauvres forment la majorité de cette couche sociale qui n'a plus de quoi vivre décemment selon les autorités officielles. D'autre part, et cela doit sembler injuste à beaucoup, cette situation frappe en majorité les Israéliens juifs.

L'autre fléau qui frappe ce pays est la corruption. Dans ce pays ultra démocratique, où chaque petit parti peut rêver un jour de devenir le pivot d'une coalition, puis qu'il manque toujours un ou deux siège pour être majoritaire, l'argent règne en maître. Selon le journal de gauche *Haaretz Israël* est au 30e rang des pays les plus corrompus du monde sur les 178 pays pris en compte. Contrairement à bien d'autres pays comme le Qatar, Haïti ou la Gambie, la situation en Israël ne s'améliore pas. Un exemple parmi d'autres : Ehud Olmert, ancien Premier ministre de 2006 à 2009, a été inculpé de fraude, abus de confiance, usage de faux et évasion fiscale. Il est accusé d'avoir reçu un pot de vin de 3,5 millions de schekels pour faciliter un projet hôtelier dénommé Holyland... Je ne résiste pas à faire bonne mesure en rappelant qu'un ancien chef d'Etat, Moshe Katzav, inculpé de viol et harcèlement sexuel a été condamné à 7 ans de prison. Pendant ce temps le nombre de millionnaires a augmenté de 20,6% !

Les solutions à cette crise sociale

Donc deux commissions se sont penchées sur ce problème. Il est difficile d'en voir les différences. Le diagnostic est partagé, coût exorbitant des logements et niveau de vie en chute sont les raisons de la révolte. Le président de la commission officielle, l'économiste Manuel Trajtenberg, va jusqu'à dire «L'heure est grave et exige de sérieux changements sociaux en Israël » et il appelle au partage des fruits de la croissance... Le plus jeune membre de cette commission, Shahar Cohen, lui, reproche aux leaders du mouvement de demander toujours plus sans se rendre compte qu'au fond c'est dans les poches de la population que l'État et son chef iront chercher de quoi les satisfaire. Selon lui trop peu de gens paient l'impôt pour qu'il puisse y avoir une marge de manoeuvre.

La commission alternative est dirigée par le gouverneur adjoint de la Banque d'Israël et par un prof de l'université Ben Gourion, Yossif Yonah. Ce dernier a déclaré : « *Nous pensons que nos dirigeants ont oublié que l'économie doit servir la nation. Une république bananière est en train se de se développer sous nos yeux ahuris.* » Certains parmi les dirigeants politiques actuels ont trouvé la solution pour la question des logements. Il suffit d'en construire plus dans les colonies, en territoire palestinien. Cette proposition est logique, particulièrement dans la mesure où toutes ces commissions et autres experts se gardent bien d'évoquer le problème économique israélien numéro un, la guerre.

Les Indignés et la guerre

La condition incontournable pour rassembler autant de monde était de ne pas faire de la guerre contre les Arabes un point de discussion et donc achoppement. Il était évident qu'à partir du moment où le débat s'engage sur le domaine budgétaire la question de la « défense » se posait.

Rappelons quelques chiffres. De 1950 à 1966 Israël a dépensé 9% de son PIB pour l'armée. Cela est passé à 24 % dans les années quatre vingt puis est revenu à 9% après la signature des accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie. En 2008 le budget de la défense se montait à 16 milliards de dollars. Aujourd'hui selon les chiffres du gouvernement américain, le budget militaire israélien s'élève à 16% du budget total et grossira de près de trois milliards de dollars par an d'ici 2018. Plus de quarante pour cent de cette somme va dans les salaires et pensions du personnel civil comme militaire du ministère de la Défense. Dans ce contexte les légères coupes que déclare vouloir faire Netanyahou apparaissent d'une hardiesse incroyable...

La réaction religieuse

Il est difficile de voir la relation qu'il peut y avoir entre la libération de la parole qui s'est fait jour pendant ce mouvement et l'écho de plus en plus grand fait aux revendications extrémistes des religieux ultra-orthodoxes. Il faut néanmoins noter le renforcement de la pression dans bien des domaines de la vie qui semblaient jusqu'alors en dehors de ce genre de problème. Des femmes ont entamé le combat pour pouvoir s'asseoir où elles ont envie à l'intérieur des bus, ce faisant elles s'opposent à la campagne menée par les Juifs ultra orthodoxes de MéaSahrim. Ces derniers, les hommes, veulent obliger les femmes à monter derrière afin de ne pas être, eux, pollués. L'armée, elle, doit faire face à ces jeunes élèves officiers qui sortent des rangs, quand au cours d'une cérémonie officielle des femmes soldates commencent à chanter. Impures, disent-ils ! La pression pour un « vrai » judaïsme se fait de plus en plus forte.

La fin du mouvement?

Il ne reste plus que quelques tentes sur le boulevard Rothschild. La dernière manifestation de colère a eu lieu le 30 octobre et a rassemblé un peu plus de 20 000 personnes à Tel-Aviv. Le danger est passé pour le moment. Netanyahou possède l'arme absolue contre tout mouvement social : l'unité nationale contre le danger extérieur.

Il y a eu dans un premier temps les manoeuvres palestiniennes à New York pour s'y faire octroyer une place puis la menace nucléaire iranienne. Dans un très intéressant article paru dans le mensuel CQFD du mois d'octobre Michel Warchawski parlait de la possibilité d'une provocation sur le front libanais. Le pouvoir israélien a trouvé mieux en organisant le battage médiatique autour d'un possible bombardement de centrale nucléaire iranienne par l'aviation israélienne. On voit bien dans cette affaire les avantages sur le front intérieur qu'en tirent les pouvoirs des deux côtés. Les staliniens d'antan auraient parlé de « *complicité objective* ». Ce qui est bien le cas. Une offensive gouvernementale contre les pacifistes israéliens vient d'être lancée. Ils sont accusés d'être des agents de l'étranger. Le pouvoir cherche à les faire taire à travers une nouvelle loi contre le financement des associations. On voit bien que seule la rencontre entre le mouvement social des indignés et les groupes qui se battent contre l'occupation de la Palestine peut déboucher sur un avenir positif.

Pierre Sommermeyer

Canada
S'étendre ou bien (ré)fléchir ?

Les mises en garde formulées par Aidan Rowe (voir article ci-après) trouvent un certain relief outre-Atlantique, non pas seulement aux États-Unis mais également au Québec. Montréal, par exemple, a vu son mouvement «Occupy» s'installer, en octobre, sur le square Victoria rebaptisé «place des Peuples» par les occupants, au cœur du quartier financier. Émilie E. Joly, dans un article paru dans *Le Couac* (journal satirique québécois)[1] en novembre dernier, évoquait «un impressionnant mélange bigarré de participants et d'organisations. Des milices patriotiques québécoises faisaient virevolter leurs drapeaux de patriotes, aux communistes libertaires dénonçant le système capitaliste. Des trotskistes distribuant The Militant, aux joueurs de tam-tam. Du contingent "Décolonisons Montréal" dénonçant l'occupation des territoires autochtones de l'île de la Tortue, aux hippies arborant leur pancarte "Free Hugs" [«accolades/embrassades gratuites»]».

«Unité». Tel semblait être le mot d'ordre dominant l'assemblée spontanée et populaire d'Occupy Montréal. Unité des «99 %», ce pourcentage désignant la masse des exploités et des «tannés», pour reprendre un terme québécois, dont la cohérence idéologique n'est, c'est le moins que l'on puisse dire, pas évidente. «L'unité, écrit encore Émilie E. Joly, fait en effet de très belles images, reprises par les médias – officiels comme alternatifs – qui s'assurent de relayer l'ambiance festive de l'occupation, montrant fièrement des photos de participants d'assemblée générale votant au poing levé, oubliant toutefois de mentionner la cacophonie ambiante, les procédures déficientes et l'ironie incroyable de se retrouver à essayer de voter – à majorité? – sur la prise de décisions à majorité ou par consensus.»

Plus loin – et plus grave : «On se retrouve également, au nom de l'unité, à piler sur des acquis militants chèrement établis, tel le respect de la diversité des tactiques. D'une assemblée sous-peuplée tenue bien avant le début de l'occupation, Occupy Montréal se décrète "contre quelconque violence, incluant la violence verbale" – n'avons-nous donc même plus le droit de sacrer[2] ? – et considère les forces de l'ordre/de police "comme des alliés potentiels au mouvement, et non comme des adversaires", ceux-ci étant ultimement "redevables au peuple".»

Certes, des organisations plus radicales ont immédiatement protesté contre cette main tendue, tel le contingent Decolonize Montréal qui, dans un communiqué, en a justement profité pour «rappeler à la mémoire collective la tradition sanglante de meurtres policiers et d'impunité policière à Montréal». À Montréal et, ajouterons-nous, partout ailleurs.

Cela n'est qu'un exemple parmi d'autres des difficultés auxquelles se heurte un mouvement aussi large qu'hétéroclite. Car des difficultés, il y en a d'autres. Occupy Montréal doit affronter la municipalité dont le maire, Gérald Tremblay, a d'abord vanté les «valeurs» de la ville, «valeur d'entraide, de solidarité, de respect, de confiance, de dignité humaine, de justice sociale et de paix», reconnaissant au passage la «noble cause» défendue par les occupants de la place des Peuples : «Il y a un fondement d'injustice sociale, d'injustice économique. Ça devient d'une certaine façon notre conscience» (*Le Devoir*, 7 novembre 2011). Des formules creuses qui ne mangent pas de pain et qui s'accordent bien avec les belles images médiatiques dont parle Émilie E. Joly. En arrière-plan, Tremblay compte sur deux alliés : le «général Hiver» qui rend les conditions d'occupation de plus en plus précaires, et le concept de sécurité qui, sous prétexte de protection civile, permet d'entraver voire d'interdire tout campement qui ne serait pas étroitement contrôlé par la municipalité.

On peut d'ores et déjà tirer de précieux enseignements sur le risque à «fixer» une action durable – ici une occupation – dans un espace à ciel ouvert. Il y a loin entre l'Afrique du Nord et le Canada, entre la place Tahrir et le square Victoria, entre le printemps et l'hiver...

La frustration et l'écœurement des exploités et des laissés-pour-compte que canalise le mouvement global d'Occupy et des Indignés n'en restent pas moins respectables. Mais comment faire pour élargir

ce mouvement sans diluer ses aspirations à changer le monde ? Comment lui donner des perspectives révolutionnaires si les intérêts les plus divers, voire les plus divergents, cohabitent en son sein ? Comment étendre le mouvement aux lieux de travail, sans faire le jeu des centrales syndicales qui sont passées maîtresses dans l'art de neutraliser les actions de masse ? Comment conjurer les risques de récupération politicienne alors que les partis de gauche, certains en campagne pour l'élection présidentielle, pointent déjà leur nez ?
Et quelle place réelle y occupent les anarchistes du monde entier ? Compte tenu de notre faiblesse numérique, comment imprimer cet élan qui amènerait enfin le vrai problème – le système capitaliste lui-même – sur l'ultime et vaste terrain de la guerre des classes ?

En vérité, beaucoup de questions sans réelle réponse de notre part. Peut-être parce que nous, anarchistes d'aujourd'hui, manquons d'imagination.

Hier, Bonnot et ses compagnons, dans leurs puissantes voitures, se jouèrent de la police parce qu'ils avaient fait le choix de la vitesse quand les flics n'avaient que des guimbardes minables, des vélos et leurs guibolles. Ils eurent ainsi, et durant un certain temps, une longueur d'avance.

Pourquoi un tel exemple ? Parce que le plus intéressant, chez Bonnot, ce ne sont pas les braquages. C'est le choix tactique.

Stéphane
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

1. www.lecouac.org/
2. «Jurer» en québécois.

Le politique évité

Réflexions sur le mouvement « Occupons X »

Comment réagir face au mouvement « Occupons X » qui a explosé dans les rues de nombreuses villes à travers le monde, transformant des espaces publics en campements d'opposition ? Certaines choses sont évidentes : premièrement, le fait que des milliers de personnes à travers le monde aient envahi des lieux publics pour exprimer leur colère contre le système financier est indéniablement une bonne chose. Ayant campé près de la Banque centrale, sur Dame Street (Dublin), samedi [en octobre 2011], je peux également témoigner du fait que ces manifestations dégagent un optimisme et une espérance qui, hélas, font souvent défaut aux parades cérémonielles du milieu militant « fâché ». Mais il y a également, à mon avis, de sérieux problèmes politiques qui empêchent ce mouvement de dépasser son état de « camping radical » et de devenir un véritable mouvement de résistance de la base contre les mesures d'austérité.

L'analyse qui suit est basée sur ma propre expérience de terrain (Dame Street) et sur les occupations aux États-Unis couvertes par les médias. Évidemment, toute tentative de discuter d'un mouvement aussi diversifié et fluide comme d'un tout ne peut être qu'approximative et réductrice. Cet article, non exhaustif, vise à esquisser ce qui m'apparaît être les tendances principales émergeant de ce mouvement, et devrait être lu en gardant cette perspective en tête.

Non-politique, incohérence, (néo) libéralisme

Le mouvement « Occupons X » a, depuis son apparition, affiché une aversion extrême contre l'idée d'être perçu comme « politique ». Certaines applications de cette tendance, comme l'interdiction des bannières de partis politiques, sont une réaction pragmatique et compréhensible face à la propension qu'ont certains partis à récupérer ce genre d'événements en les submergeant de leurs drapeaux, leurs bannières et leur vente de journaux. Mais cette prétention anti-politique du mouvement, du moins du côté des noyaux organisateurs et du collectif Adbusters qui a lancé le premier appel à occuper Wall Street, est aussi idéologique : une synthèse étrange de post-gauchisme anti-organisationnel (qui conçoit toute organisation politique formelle, par exemple les syndicats, comme étant nécessairement oppressive) et de néolibéralisme post-politique (qui considère le clivage gauche-droite impertinent depuis la chute du mur de Berlin). Suite à des décennies de gouvernance néolibérale et de propagande médiatique tentant d'extirper la politique et l'idéologie hors du discours public pour mieux consacrer le consensus libéral-capitaliste comme étant « au-dessus de la politique », et réduire les questions politiques à des problèmes techniques devant être gérés par des experts, ce n'est peut-être pas surprenant – et cependant décourageant – de voir cette dépolitisation se refléter dans les formes contemporaines de résistance.

L'expression la plus évidente de cette tendance réside dans la non-volonté du mouvement d'essayer de s'entendre sur des positions cohérentes et communes, au-delà de quelques points d'unité de base sans analyse sous-jacente de la société. Au lieu de cela, l'espace occupé est utilisé par des individus pour exprimer un éventail d'idées incohérentes et souvent contradictoires, qui ne sont liées entre elles que par une vague opposition au *statu quo* et aux élites politiques et financières. Samedi dernier, j'ai parlé à des individus qui croient à n'importe quoi, allant de la social-démocratie rawlsienne à l'anar-

chisme en passant par des théories conspirationnistes paranoïaques crypto-antisémites (Nouvel ordre mondial, etc.), jusqu'au stalinisme. Évidemment, l'avantage de cette situation est que le mouvement est très inclusif – le seul prérequis pour participer, c'est de sentir que les choses ne sont pas comme elles devraient être et que le secteur financier et l'État sont en quelque sorte à blâmer –, mais cela implique aussi que les idées réactionnaires sont reçues de la même manière que les idées progressistes, plutôt que d'être fermement remises en question. Dans la pratique, cela veut dire que les idées qui occupent le premier plan tendent à être celles qui se sont déjà imposées dans la société : les idées de la classe dominante. Dans le contexte américain, les messages dominants d'Occupy Wall Street ont été libéraux, réformistes et nationalistes : ceux qui constituaient la menace la moins grande pour le système. Par exemple, un appel à « *faire travailler Wall Street pour les États-Unis* » n'est, concrètement, pas si éloigné d'un appel à une exploitation accrue du tiers-monde comme alternative à des mesures d'austérité. Un appel à réformer les pratiques des banques pour contraindre « *la cupidité des entreprises* » est simplement un appel à stabiliser le capitalisme pour que s'adoucisse un peu l'exploitation qui en découle. Le problème est le capitalisme, pas l'échec des réglementations ou la cupidité des corporations, ni un manque de patriotisme économique, et les importantes lacunes de ces analyses doivent être exposées plutôt que d'être accueillies sans esprit critique. L'occupation irlandaise semble suivre un schéma similaire, avec une saveur anti-FMI/Union européenne particulière.

La théorie sur laquelle repose cette antipolitique, d'après moi, est la suivante : deux personnes ne peuvent jamais subir l'oppression de la même façon, et toute tentative d'unir les gens sous un programme politique mène inévitablement à l'effacement des perspectives de certaines personnes. C'est une analyse en apparence assez satisfaisante, puisqu'elle crée un cadre dans lequel toutes les idées peuvent être comprises comme également valables puisque découlant toutes de l'expérience vécue, mais elle est extrêmement problématique. Implicitement, elle nie la possibilité de parvenir à une compréhension intersubjective (c'est-à-dire basée sur la reconnaissance mutuelle d'expériences partagées et la compréhension de celles qui divergent) de l'oppression par la discussion collective et le compromis, et s'effondre plutôt dans un relativisme naïf aux politiques vagues et pauvres, ce qui joue le jeu de ceux qui rejettent le mouvement en taxant ses membres d'être des « hippies » qui ne comprennent pas les subtilités du capitalisme. Dans tous les cas, il est facile d'exagérer l'importance des perspectives subjectives et d'ignorer les facteurs objectifs qui façonnent l'expérience : les processus et les structures de la domination capitaliste.

Ramenez la classe ouvrière !

Une des victoires majeures du néolibéralisme, c'est l'éradication de la classe ouvrière de la conscience populaire. Un des effets de cette disparition est la prévalence, dans certaines sections de la gauche, de l'idée selon laquelle la classe ouvrière n'est plus pertinente pour comprendre le pouvoir dans le monde moderne – elle n'est qu'un concept désuet auquel s'accrochent quelques dinosaures de la vieille gauche. On voit cela se refléter dans l'idée du « 99 % » qui s'est imposé comme slogan du mouvement et qui témoigne d'une mauvaise conception des classes sociales, la classe dirigeante n'étant plus qu'un pourcentage des plus riches de la société. Si ça donne lieu à un slogan rassembleur – « *Nous sommes 99 %!* » – c'est en revanche un bien mauvais critère pour l'appartenance à un mouvement anticapitaliste ou contre les mesures d'austérité. Pour parler franchement : il y a un énorme tas de capitalistes, de patrons et de patronnes, de gestionnaires, de gérantes et de gérants de banque, de PDG, de politiciennes et de politiciens, de flics, de gardes de prison, de proxénètes, de trafiquants d'héroïne, etc., au sein du 99 %.

Le concept de classe sociale n'est pas un système de classification des individus en fonction de leurs revenus, c'est une relation sociale entre les individus qui découle de l'organisation du travail dans le capitalisme. En d'autres termes, c'est la manière dont les personnes

sont forcées d'interagir pour survivre et participer à la société capitaliste. L'oppression de classe n'est pas une petite cabale orchestrée par les très-très-riches de Wall Street, Washington ou de la Leinster House [le siège du Parlement de la République d'Irlande], elle est dans chaque lieu de travail, chaque poste de police, chaque file d'attente au centre d'emploi, chaque salle d'audience, chaque prison et chaque territoire occupé par les forces armées occidentales, et elle ne peut être comprise raisonnablement qu'en tant que telle.

Conclusion

La nature radicalement démocratique des occupations fait en sorte que le mouvement peut évoluer de plusieurs façons différentes. Que ces occupations deviennent ou non d'authentiques mouvements de résistance dépend en partie du degré auquel la gauche radicale est prête à s'investir dans le mouvement, en participant aux actions, aux discussions et aux assemblées, pour réaffirmer l'importance d'une analyse de classe afin de comprendre et de s'opposer à l'oppression. Un obstacle a déjà été surmonté : les gens sont dans la rue, expriment leur mécontentement, se réapproprient l'espace public ; il reste à voir ce qu'il en ressortira.

Aidan Rowe
Workers Solidarity Movement
12 octobre 2011

L'Empire du Milieu

Les anarchistes de Zeppo au cœur du géant qui sommeille

Du 22 octobre au 12 novembre dernier, Zeppo est parti en tournée en Chine. Zeppo, c'est un trio (guitare, basse, batterie) créé il y a dix-huit ans à Neuchâtel, Suisse. Le groupe, qui au fil des années est passé par différents styles, distille aujourd'hui un mélange de punk, métal, ska et rock expérimental qui entre en collision dans un chaos rigoureusement organisé. La dénomination de cette fusion fut baptisée « écoanarcore » en référence aux couleurs des textes : verts et libertaires. L'article qui suit est un carnet de route, une série de chroniques écrites le long des chemins. Les chemins parfois magnifiques, parfois dramatiques qu'offre ce pays que l'on appelait à l'époque impériale « l'Empire céleste ».

Avec les Indignés de Hong-Kong

Fausse note

Samedi 22 octobre, 18 h 30, décollage de Zurich, direction Francfort. Notre voyage de seize heures doit se dérouler en trois étapes : Francfort-Pékin-Hong-Kong. Malheureusement, par un concours de circonstances inexplicable, nous ne recevons qu'une carte d'embarquement par personne… Résultat : nous manquons notre correspondance à Francfort ! Cet incident nous fera rater notre prestation prévue le lendemain. Mauvais début de tournée, donc.

Hong-Kong et ses surprises

Lundi 24, 29 degrés, humidité étouffante, nous voici enfin arrivés à Hong-Kong ! Il est 12 h 30, heure locale, soit six heures de plus qu'en Suisse. Stéphane, un ami du groupe français Amer Béton – avec qui nous effectuons cette tournée chinoise –, nous accueille. Nous prenons un bus, direction le Hidden Agenda, salle de concert où nous devions jouer le soir précédent et où nous serons hébergés les deux prochains jours. Durant le trajet, Stéphane nous explique que des activistes proposent d'enregistrer un morceau dans l'après-midi pour une compilation antinucléaire. Faute de titre sur le sujet, nous en composons un et, quatre heures plus tard, le mettons en boîte !

Avant l'enregistrement, nous sommes passés par le centre anarchiste du cru, Autonomous (ou Social Movement Resource Center). Là-bas, il est décidé que nous jouerons le soir même pour soutenir les Indignés hong-kongais. Les militants campent sous l'énorme tour de la banque HSBC et le concert sauvage aura lieu juste devant.

Temple de la finance

Notre décor est constitué des buildings démesurément grands de la place économique de Hong-Kong. Les Indignés protestent contre l'économie mondiale vampirisante, mais aussi contre les conditions de vie lamentables des immigrantes indonésiennes et philippines. Des femmes exploitées comme jamais, parfois même séquestrées et jetées à la rue dès que leurs patrons ne les jugent plus utiles. Ce cas reflète malheureusement la situation de la région. Paradis fiscal, symbole du capitalisme en Asie, Hong-Kong entasse sa population à bas revenus dans d'immenses tours quasi concentrationnaires.

Jamais le fossé entre riches et pauvres ne nous avait paru si marqué. Ici, les patrons et autres propriétaires fortunés paient peu ou pas d'impôts. Le petit peuple, par contre, raque et travaille comme s'il ne s'arrêtait jamais. Cette mégapole est une vraie fourmilière, sans cesse en mouvement. Une ronde dédiée au dieu Argent. Une danse sinistre et mortifère qui donne le tournis.

Premier concert

Il est 20 heures, les premiers powers chords d'Amer Béton font trembler la City ! Nous poursuivrons dans la même veine, pour la joie des dizaines de personnes qui auront répondu présent au rendez-vous lancé sur Facebook dans l'après-midi. La soirée est bon enfant, des badauds se mêlent au public sous les regards d'une dizaine de policiers. Paradoxalement, un tel concert ne pourrait jamais avoir lieu dans une ville comme Zurich ou Paris sans l'intervention musclée des policiers antiémeute. Cette expérience restera gravée dans nos mémoires !

Changement de territoire

Départ de Hong-Kong

Mercredi 26 octobre, nous quittons cette énorme ville de 7 millions d'habitants où il est difficile d'apercevoir le soleil, tellement l'architecture y est haute. Étrange paysage constitué de gratte-ciel luxueux, faits de verre et de fer, des quartiers économique et bourgeois, ainsi que de tours « clapiers à lapins » où il est quasiment possible de se passer le sel et le poivre d'un bâtiment à l'autre, tant les constructions sont serrées. En matière de population, certains quartiers sont les endroits les plus denses au monde… Les gens évoluent sur plusieurs niveaux en empruntant les ponts et passerelles couvertes qui relient les immeubles entre eux.

Nous nous séparons aussi de nos nouveaux amis d'Autonomous, un collectif qui a pris son envol par le biais de la création du syndicat d'étudiants, après les événements de Tiananmen en 1989. Nous espérons les revoir en Suisse lors de la Rencontre internationale de l'anarchisme à Saint-Imier en 2012.

Arrivée en Chine

Après une heure de métro, nous passons la frontière… Nous voici en Chine continentale ! Nous qui pensions que le Royaume-Uni était le leader incontestable en matière de vidéosurveillance, nous devons admettre que la Chine est de loin la plus fidèle représentation d'une « société orwellienne ». À certains endroits (gares, aéroports), en plus de la multitude de caméras et autres portiques à rayons X, se trouvent des capteurs thermiques qui mesurent votre température corporelle. En cas de fièvre, vous serez placé en quarantaine. Ces appareils sont notamment censés prévenir la propagation d'une grippe.

Nous sommes à Foshan, juste à côté de Guangzhou. Un ami nous explique, à propos de la culture culinaire de la région, que les Chinois qui n'habitent pas la province de Canton disent qu'ici « *on mange tout ce qui a quatre pattes sauf les tables et les chaises, et tout ce qui vole sauf les*

avions » ! Blague à part, la nourriture est excellente. Même pour la plupart d'entre nous qui sommes végétariens, il y a toujours un grand choix.

Nous sommes hébergés en banlieue. Les autochtones n'ont pas l'habitude de voir des Occidentaux et nous dévisagent, ce qui crée des situations parfois assez cocasses. Les gens que nous croisons sont gentils et accueillants, jamais nous ne sentons d'agressivité envers nous, à des lieux de nos sociétés occidentales froides et hyperindividualistes.

Nous arrivons au Live House AD, dans un gigantesque quartier encore en construction qui a grignoté la campagne en à peine trois ans. Les rues sont désertes et les locaux commerciaux vides, drôles de visions après Hong-Kong ! Nous sommes étonnés par la taille importante de la scène comme par le côté « classieux » du lieu. Un club « branché » à la manière occidentale, mais qui reçoit tout style de musique. Le soir, un groupe de métal local fait l'ouverture, suivront Zeppo et Amer Béton. Public conquis, parfois à la limite de l'hystérie ! Bref, une très chouette soirée. Pour ce concert, nous avons pu présenter aux gens le CD que nous avons fait presser pour cette tournée. Un disque regroupant le premier enregistrement d'Amer Béton ainsi que les dernières prises de Zeppo. Jeudi, durant la soirée, nous repartons pour Nanning. Douze heures de train nous attendent...

Nous quittons le Sud

Nanning et Hezhou

Vendredi 28 octobre, après douze heures de train, nous arrivons à Nanning (6,6 millions d'habitants). Une ville qui, au premier abord, semble plus pauvre que les précédentes. Ici, beaucoup se déplacent à deux-roues ou sur d'improbables tricycles. Mais le scooter électrique est de loin le plus usité, supplantant le vélo.

Nous partons pour le Wudu, une chouette petite salle de concert métal. Un groupe, genre Meshuggah, répète à l'étage. La soirée se passe bien, même si nous souffrons du manque de sommeil accumulé depuis notre arrivée en Asie. Jeudi, à 5 h 30, nous partons en bus pour Hezhou. Huit heures de route.

Nous sommes proches du Vietnam, cela se voit dans le paysage. Nous traversons des forêts luxuriantes d'arbres ressemblant à des eucalyptus, et des bananiers ainsi que des bambouseraies. Hezhou est une petite bourgade de 200 000 habitants, un village quoi ! L'ambiance du soir, au club X Life, est très chaude, le public est constitué d'individus sans look spécifique, qu'on n'imaginerait pas prendre part à un concert de hardcore « déstructuré ». Les gens crient en même temps que nous. Un type secoue sa canette et asperge tout le monde autour de lui. Geste répété maintes fois par la suite. La soirée se termine en séance de photos et d'autographes, trop drôle...

Première leçon

Peu de gens maîtrisent l'anglais. Dur de se faire comprendre, donc. Il reste le langage des signes et la manière de compter avec les doigts pratiquée ici. Tout le monde l'emploie, pour commander deux bières, du tofu ou pour communiquer un prix. Le soir, dans les bars ou dans la rue, des Chinois jouent à des jeux d'alcool avec cette façon de compter. Un défi est lancé, chacun avance sa main en dessinant un chiffre, si la personne défiée sort le même chiffre... elle boit ! C'est un peu le « feuille-caillou-ciseau » chinois !

Un village millénaire

Ce dimanche est un jour sans concert. Nous allons à Huang Yao Town, un village conservé tel quel par le gouvernement, pour créer un pôle touristique dans la région. Les visiteurs paient une taxe d'entrée afin de financer la restauration des bâtiments qui subissent l'épreuve du temps. En réalité, les villageois ne voient pas la couleur de cet argent. Mais cela empêche peut-être les entrepreneurs sans scrupules de tout raser pour y dresser des immeubles modernes. Quoi qu'il en soit, ce village typique est magnifique et la région qui l'entoure, un plateau transpercé de pic rocheux en forme de pains de sucre, l'est tout autant. Demain, nous reprenons la route.

À travers plaines et pics

Campagne et agriculture

En Chine, à l'instar de la France, des États-Unis et d'autres nations industrialisées, il y a d'énormes monocultures où l'on épuise les sols et où la faune est quasi inexistante.

Dans la province de Guang Xi, que nous avons traversée pour aller à Liuzhou, par exemple, demeure une agriculture très traditionnelle. Une mosaïque de petites parcelles aux pourtours harmonieux s'offre à nos yeux. Mélange de couleurs et de formes. Mandariniers, haricots, soya, patates douces, maïs, choux, cannes à sucre, où encore lotus et rizières se côtoient. Culture vivrière, en étages, où l'on maîtrise parfaitement l'irrigation selon le besoin des plantes. Ici il n'y a pas de place pour ces grandes machines qui saignent la terre, tout se fait à la main ou à l'aide d'animaux de rente. Une agriculture à échelle humaine qui forme un tout avec son environnement.

Le hukou

La population de « l'empire du Milieu » est divisée en deux classes, deux statuts. Chose paradoxale pour une société se voulant communiste... Il y a les citadins et les paysans. Chaque citoyen a une sorte de

livret de famille, le hukou (prononcez «rouko»). En plus des informations concernant votre famille, il y est inscrit la province et la région où vous résidez. Les paysans, faute de moyens, sont souvent dans l'obligation de chercher du travail dans les villes. Ils seront alors considérés comme des migrants et devront se munir d'un permis de séjour/résidence qu'il n'est pas toujours aisé d'obtenir. Du coup, une migration illégale se développe et les entrepreneurs qui emploient ces gens en profitent pour les exploiter. Beaucoup de révoltes ont comme point de départ la maltraitance et l'exploitation des patrons corrompus et ne sont pas directement dirigées contre l'État.

L'amie avec qui nous parlons de cela avait rencontré une travailleuse migrante avec qui elle avait pu s'entretenir. Cette femme travaillait au minimum neuf heures par jour, sept jours sur sept, sans compter les extras sans lesquels elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts. Elle disposait d'un seul jour de congé par mois, le tout pour un salaire mensuel de 1 200 yuans (soit 120 francs suisses)... Cette femme, qui a deux enfants placés alors chez ses parents, a enduré cette situation pendant six ans, ne rentrant chez elle qu'une fois par année, lors du nouvel an chinois. Son cas serait malheureusement une généralité dans le milieu des migrants clandestins.

Il faut aussi savoir que les ruraux sont souvent mal perçus et méprisés par les gens de la ville. Des contrôles de police sont périodiquement effectués sur les lieux de travail afin de vérifier leurs permis de séjour et, dans le cas où un migrant ne serait pas en règle, il est emmené dans un camp de rétention avant d'être renvoyé dans son lieu d'origine. Entre 150 et 200 millions de personnes seraient concernées par cet esclavage moderne, qui fait le bonheur, il faut bien le dire, de nos sociétés consuméristes occidentales. «*Loin des yeux, loin du cœur*», comme le dit si bien le proverbe.

Il est très intéressant pour nous de discuter de cette problématique avec des «locaux», cela démontre que des gens se bougent ici et que cette société totalement muselée reflétée par la plupart de nos médias ne l'est de loin pas totalement !

Anarchie en Chine ?

Youth Autonomous Center

Nous sommes à Wuhan, très bon concert sur la belle scène du Vox, de loin la meilleure sur laquelle nous soyons montés depuis le début de la tournée. Dans cette ville de 9 millions d'âmes se trouve un centre autonome de jeunesse, le Women Jia (Notre Maison). Le jour suivant notre prestation, nous avons été conviés à une réunion sur les squats en Europe. En Chine, les squats sont interdits, seuls les travailleurs migrants occupent parfois des maisons vides, et ce temporairement.

Nous exposons l'état des lieux du «mouvement squat» en Europe en passant par ce que nous connaissons bien, soit l'hécatombe genevoise, due notamment au procureur Zappelli, qui a mis 30 ans de culture alternative aux ordures ; nous parlons aussi des expériences vaudoise, suisse alémanique et française. Les terrains squattés furent aussi de la discussion, notamment celui de la Bourdache à Lausanne. Beaucoup de questions nous sont posées, les gens sont très intéressés par ce sujet qu'ils ne connaissent pour la plupart pas.

En Chine, le milieu anarchiste est très restreint mais tout de même présent, cette maison louée où nous nous trouvons en est la preuve ! Dernièrement, un projet immobilier visant à reboucher une partie du lac de l'Est – le plus grand lac dans une ville de Chine, qui est normalement protégé – a été mis en place.

Le projet a suscité la colère de la population, du coup, la construction d'un parc d'attractions a été proposée et a mis en joie tout le monde, ou presque... Une coalition de militants écologistes, anar-

chistes et de personnes souhaitant avoir un droit de parole sur l'urbanisation de la ville s'est créée. Malheureusement, des milices privées à tendances mafieuses ainsi que la police sont venues jusqu'à entrer chez les futurs manifestants pour les contraindre à ne pas exprimer leur mécontentement. La manifestation a donc été annulée, mais d'autres actions pour préserver cet endroit ont été mises en place, notamment celle des deux photographes internationalement connus, Liyu et Li Juchuan. Un projet artistique visant à sensibiliser les gens a vu le jour. Des photos ont été placées autour de ce lac, un site internet a été créé où chacun peut intervenir, de manière artistique, quelle que soit sa provenance.

En dehors de la communication par l'art, les militants du centre autonome organisent des concerts do it yourself, des ateliers de réparation de vélos, des discussions concernant la libération animale ou d'autres pour promouvoir l'équité entre les genres. À ce sujet, suite au refus du parti, lors de leur congrès, d'accepter le mariage homosexuel, diverses actions ont été menées. Par exemple de faux mariages gays ou lesbiens sur la place Luxiang de Wuhan. Ces actions ont engendré beaucoup de réactions négatives sur la Toile. En Chine, un taux plus élevé d'hommes vient au monde et, du coup, certains internautes ont du mal à comprendre que l'on puisse tolérer qu'une femme se marie avec une autre... Très proche de la tolérance sous nos latitudes, finalement. Les gens de ce centre sont des personnes courageuses, qui luttent malgré un danger bien réel. Nous les reverrons, pour sûr !

Le Tao et la liberté

Harmonie

Ce terme sonne bien lorsqu'on parle de musique, par exemple, ou bien d'autres choses encore. Ici, quand le Parti décide d'harmoniser, c'est différent. On remet à l'ordre, on bâillonne, on censure les médias de manière à favoriser la paix sociale, on harmonise. Au niveau national, le temps est harmonisé à l'heure de Pékin... Tout est fait pour que la construction de la « société socialiste harmonieuse » voulue par le gouvernement actuel se réalise. Rassurez-vous, les gens vivent tout de même en fonction des fuseaux horaires définis par la rotation de la planète ! L'ironie veut que, dans les deux idéogrammes déterminant le mot « harmonie », le premier corresponde à « nourriture pour tous » et le second à « liberté de parole ». Libre à chacun d'interpréter ces deux caractères...

Lors de nos concerts en Europe, nous distribuons toujours nos textes afin de mieux diffuser nos idées. Pour la Chine, nous avions prévu une traduction sans savoir s'il était possible de la distribuer. Après avoir discuté avec des copains et copines locaux, nous avons compris que, pour une grande partie du pays, seuls les groupes dont l'aura est importante intéressent les autorités. Nos textes ont donc été bien accueillis ! Dans cette partie du monde, les messages subversifs sont généralement véhiculés par des groupes de musique folk. Le milieu punk-métal est plutôt « fun » et alcoolisé, et du coup pas bien dérangeant. Il existe néanmoins des groupes anarcho-punks en Chine, mais ils sont rares. Quoi qu'il en soit, si le Parti avait décidé de nous faire taire, il l'aurait fait en interdisant aux salles de nous recevoir – cela s'est souvent vu.

Depuis le concert de Björk, où l'artiste islandaise avait tenu un discours pro-Tibet, la censure s'est accentuée, mais pour l'heure seulement dans de grandes villes comme Pékin, Canton ou Shanghaï. Pour y jouer le week-end, il faut envoyer à l'organe chargé de « l'harmonisation culturelle » une traduction des textes ainsi qu'une vidéo du spectacle prévu. Lors du concert, un agent sera présent pour juger si tout s'est déroulé selon le programme annoncé. En outre, une somme d'environ 2 000 yuans (environ 200 euros) est requise. Fort heureusement, afin d'harmoniser notre tournée selon notre perception, notre concert à Shanghaï a été prévu pendant la semaine ! Plaisanterie à part, nous espérons que ces nouvelles mesures n'entonneront pas leur refrain liberticide à travers tout le pays.

Conclusion

Il est déjà difficile d'être anarchiste dans notre société occidentale ultralibérale, qui fait miroiter par la consommation l'illusion d'un monde meilleur et qui habitue sa population à la présence d'agents à tous les coins de rue pour la rassurer. Une mise en scène servant surtout à empêcher toute action subversive... Mais que doit penser le libertaire chinois, quand en plus de vivre dans un univers « sur-fliqué », autour de lui/d'elle tout est éphémère (même les gratte-ciel ne sont pas faits pour durer plus de quelques années) ? Il est plongé dans « l'Empire du faux », un désert où seuls les riches survivent, un pays qui n'a de communiste que le rouge de son drapeau.

Nous croisons les doigts pour eux, pour elles, et pour le peuple chinois que nous aimons. Merci au *Monde libertaire*, à nos amis d'Amer Béton et à Fifi. Vive l'anarchie !

Julien
Fédération libertaire des montagnes
www.zeppoecoanarcore.net

Zoom sur Zeppo

Zeppo se crée en 1993, dans la région neuchâteloise (CH). À l'époque clairement influencé par la scène alternative/punk française, le groupe sort son premier enregistrement sur cassette, *Stop !*, en 1994. Il évolue alors en trio (guitare, basse, batterie). Quatre années s'écoulent à sillonner les salles et les squats helvétiques. S'ensuivent une seconde cassette, *Démo 1*, un split vinyle avec le groupe punk lausannois Antabuse ainsi que des participations à diverses compilations. Zeppo évolue alors vers une musique plus technique et plus rapide tout en maintenant l'aspect engagé de ses textes. Le premier album CD, *L'Âme de fond*, sort en autoproduction en 2003. La même année, une seconde guitare vient enrichir le groupe, ainsi qu'un sonorisateur et une équipe de jongleur.euse.s et cracheurs de feu qui le suivront dorénavant lors des concerts. Zeppo crée petit à petit un style qui lui est propre, qu'il nomme écoanarcore. Cet étiquetage permet de notifier aussi bien la position politique du groupe, transmise par les textes, que l'énergie musicale. Une table de presse accompagne dès lors la formation lors de ses déplacements afin de compléter les propos tenus dans ces chansons. Depuis cette année-là, tout en faisant des dates en Suisse, le quartet s'exporte à l'étranger avec quelques dates en France. S'ensuit, en 2005, une tournée en Belgique puis un tour de France, Pays basque et Espagne. En 2006, Zeppo effectue sa deuxième tournée en Belgique. À la fin de la même année sort le dernier album à ce jour, intitulé *L'Envers des corps*. Ce dernier est coproduit par le groupe, Maloka, un label français, et Ravachol productions, un label franco-suisse. En 2007, le groupe s'attelle à chercher des dates afin de diffuser sa nouvelle production. En 2008, tournée en Suisse, dans le nord de la France et la Belgique, puis dans le sud de la France. En 2009, le groupe retrouve la formule de ses débuts, en trio. Début 2010, le groupe sort un trois titres, *Ecoanarcore*, en soutien à deux argoviens en prison. L'automne de la même année, Zeppo accouchera d'un maxi 5 titres, *Changement des peaux*, un maxi qui annonce la couleur du prochain album prévu en 2011.

La dialectique de la pipe

Qu'est devenu le sous-commandant Marcos ?

CERTAINS L'ONT DIT MORT. Mais, n'en déplaise aux médias et aux puissants du Mexique – et d'ailleurs – qui aimeraient lui voir le bec cloué, il n'en est rien. Il est vrai, toutefois, que le sous-commandant n'est plus très loquace, et ce depuis quelque temps déjà. Si les années suivant l'insurrection du 1er janvier 1994 ont vu fleurir le nombre de textes signés de la main de l'homme à la pipe – la plupart sous forme de communiqués –, force est de constater que, désormais, la prose du Sup se fait plus rare. En 2011, il ne nous aura gratifiés que de quatre lettres[1] qui, bien qu'initialement adressées au philosophe mexicain Luis Villoro, ont été rendues publiques. Cette correspondance conséquente (environ 120 000 signes)[2] s'inscrit dans un échange philosophique à propos du rapport entre l'éthique et la politique. Les habitués de la plume du Sup y ont sans nul doute retrouvé son style si particulier, habile mélange d'humour et d'acerbité, de théorie et d'événementiel, de poésie et de récit. Très accessibles, sans pour autant relever du simple slogan ou du tract, les quatre lettres de Marcos se lisent et se laissent entendre facilement. Et c'est tant mieux.

Présenté comme un « *va-et-vient d'idées* », une énonciation de pensées « *fragmentées comme notre réalité,* [pouvant] *suivre chacune leur chemin indépendant ou bien s'entrelacer comme une tresse* », cet échange n'a pour autre vocation que « *d'esquisser une ou plusieurs lignes de discussion de dialogue, de réflexion critique* » et ne s'adresse qu'aux « *esprits critiques, alertes et ouverts* ».

Dans le présent article, je me bornerais à faire écho aux points qui, abordés dans ces quatre lettres, m'ont paru essentiels. À l'occasion, j'y ajouterai quelques petits commentaires personnels, non dans l'espoir de recevoir à mon tour une lettre du sous-commandant, mais dans celui d'éventuellement susciter le débat au sein des colonnes de notre journal et de notre milieu politique sur ce sujet éminemment primordial.

La guerre annotée

De la guerre et de ses évolutions « contemporaines »

Le premier sujet abordé par le sous-commandant dans sa correspondance avec don Luis Villoro est celui de la guerre et de ses évolutions, tant en termes de moyens que de stratégie et de visée. Ce thème n'étant pas vraiment ma spécialité, et le Sup ne se donnant pas toujours la peine d'expliciter davantage ses dires, je préviens l'estimé lecteur qu'il est possible qu'une certaine confusion ressorte de mes propos.

Bien que régulièrement vu avec un passe-montagne et des armes, Marcos n'a rien du fanatique passionné par la guerre. Conscient de ce qu'elle incarne, il l'associe, dans sa première lettre, à « *l'horreur,* [à] *la destruction et* [à] *la mort* ». Mais son analyse de la guerre porte cependant moins sur les monstruosités qu'elle provoque que sur son évolution au fil des siècles et sur les formes qu'elle adopte et les objectifs qu'elle vise de nos jours, au XXIe siècle. Évitant donc de nous ressortir les « poncifs » antimilitaristes – qui n'en sont pour autant pas désuets – sur l'horreur des conflits armés du Capital, il nous sert une réflexion intéressante sur la guerre contemporaine.

Dans sa première lettre, Marcos commence par rappeler que les acteurs des premières guerres impérialistes se devaient d'anéantir leurs ennemis non seulement « *physiquement* », mais aussi « *moralement* », et ce afin d'acquérir une légitimité, aussi bien aux yeux des sujets gouvernés que de ceux peuplant les espaces tout juste conquis. D'après lui, la religion a été l'un des premiers alibis utilisés par les faiseurs de guerre pour justifier leurs massacres ; et, à cet égard, il suffit en effet de se pencher sur les croisades, les guerres de religion ou les évangélisations impérialistes en Amérique latine, en Afrique et en Asie pour s'en rendre compte. Puis, quand la justification reli-

gieuse a commencé à « dépérir », à s'essouffler, les va-t-en-guerre se sont servis de la philosophie, cette « *pensée plus élaborée* » que la religion et qui a « *toujours eu un rapport ambivalent au pouvoir social et politique*[3] ». Marcos ne développe pas davantage cette assertion, mais sans doute fait-il allusion à toutes ces guerres capitalistes légitimées par de prétendues idéologies politiques ou des choix de société.

Si cette forme de légitimité n'a de nos jours pas complètement disparu, Marcos souligne néanmoins que, désormais, s'ils veulent vaincre, les belligérants doivent se doter d'une « justification médiatique », portée et incarnée par la grande presse, la radio et la télé qui, depuis bien longtemps déjà, ont détrôné la philosophie. Il en veut pour exemple le dernier conflit irakien : « *Qui se souvient que la justification de la force armée multinationale pour envahir l'Irak était que le régime de Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive ? On a construit là-dessus un gigantesque échafaudage médiatique qui a été le carburant pour une guerre qui n'est pas encore terminée, au moins en termes militaires. Qui se souvient qu'on n'a jamais trouvé de telles armes de destruction massive ? Ça n'a plus d'importance qu'il se soit agi d'un mensonge, qu'il y ait eu (et qu'il y ait) horreurs, destruction et mort, perpétrées avec un faux alibi.* » Et, en effet, si aucune arme de destruction massive ne fut trouvée en Irak en 2003, les médias ont tellement communiqué sur ce faux prétexte qu'ils en ont de fait légitimé le conflit. Et dès lors qu'il éclata, et que les télés et les journaux retransmettaient les images et les rapports des opérations militaires, la question des armes de destruction massive passa au second plan. Désormais, donc, « *la force morale* » qui, dans toute guerre, est nécessaire à la victoire, ne sommeille plus dans des idéologies politiques ou des philosophies – ni même dans des religions –, mais dans la grosse caisse médiatique de la société du Spectacle qui, une fois en marche, martèle les esprits et rend inaudibles les voix dissidentes.

Autre évolution de taille dans la pratique de la guerre : celle de la géographie, ou, pour faire plus simple, du terrain, du territoire. Si, jadis, les États s'attaquaient ouvertement et directement sur leurs territoires propres, la puissance actuelle des armements empêche – pour le moment du moins – les affrontements directs, car, comme le dit Marcos, « *la destruction serait si totale et irréversible que la civilisation humaine céderait le pas à celle des cafards* ». Et c'est pourquoi, d'ailleurs, il n'y eut pas de conflit nucléaire durant la Guerre froide – que Marcos appelle fort justement la « *Troisième Guerre mondiale* ». De fait, les guerres des puissants se sont « démondialisées » pour se redéployer sur des plans régionaux : « *En somme : diplomatie internationale pacifique et guerres régionales et nationales.* » Là encore, la Guerre froide illustre parfaitement cette considération, les deux géants ne s'étant affrontés qu'indirectement sur des plans locaux : Vietnam, Afghanistan, Corée, pays africains, etc.

Autre changement lié au territoire pointé par Marcos : celui de la conquête. Si pendant longtemps la guerre consistait à conquérir un territoire pour le soumettre politiquement et économiquement – principalement à travers l'obligation du versement d'un tribut –, la donne a désormais quelque peu changé. Aujourd'hui, « *la volonté que tente d'imposer le capitalisme est de détruire/dépeupler et reconstruire/réorganiser le territoire conquis* ». En somme, les belligérants actuels conquièrent, détruisent et reconstruisent selon leurs ambitions, pour que les territoires ainsi acquis s'organisent en vue d'objectifs fixés dans les intérêts des vainqueurs. Marcos parle de « *nouvelle géographie* », d'une « *destruction* » suivie d'une « *réorganisation* [du] *tissu social, mais à présent dans une autre logique, avec une autre méthode, d'autres acteurs, un autre objectif* ». En gros, le vainqueur réorganise le tissu social et économique pour s'éviter l'administration directe des espaces ainsi conquis et soumis. Malheureusement, le Sup ne développe pas davantage cette analyse et nous n'en saisissons pas forcément tous les tenants et les aboutissants ; et il est même probable que je fasse fausse route.

À ce stade, on pourrait se demander en quoi ces analyses sur la guerre concernent le sujet de la correspondance entre lui et Villoro, à savoir l'éthique et la politique. Sachez avant tout que les écrits théoriques du sous-commandant Marcos ont toujours été enracinés dans la réalité ; ils se basent toujours sur des faits tangibles, des données empiriques. C'est d'ailleurs ce qu'il rappelle au début de la première lettre en citant, non sans une pointe d'humour, le Sherlock Holmes de Arthur Conan Doyle : « *"C'est une erreur capitale que de théoriser avant d'avoir les données. Sans s'en rendre compte, on commence à déformer les faits pour qu'ils s'ajustent à la théorie, au lieu d'ajuster les théories aux faits."* » Et s'il développe ces discours sur la guerre, c'est à partir de celle qui sévit actuellement, et depuis longtemps, au Mexique : la guerre de Felipe Calderón (le président actuel) contre les soi-disant narcotrafiquants.

La guerre aveugle de Calderón

Cette guerre que Marcos qualifie « *d'en haut* » – c'est-à-dire directement organisée depuis les sphères de l'État – a commencé en 2006, peu après l'élection de Felipe Calderón à la présidence de la fédération du Mexique. L'actuel guignol sanglant à la tête du pays avait fait de cette guerre contre le narcotrafic son cheval de bataille pendant la campagne électorale précédant la ruée aux urnes de juillet 2006. Débutée en décembre de la même année avec une première opération militaire au Michoacán (mobilisant plus de 5 000 bidasses) pour mettre un terme au règne des cartels mafieux, la guerre dure toujours en 2011, et s'éternise sans le moindre résultat sensible. Au contraire, d'un côté comme de l'autre, les morts ne cessent de s'accumuler et concernent la plupart du temps des civils. Pour la seule année 2011, on compte plus de 40 000 Mexicains tombés sous les balles de la guerre de Calderón.

Argument de campagne électorale à l'origine, ce conflit sanguinaire est aussi porteur de profits, et notamment pour les États-Unis qui fournissent en grande partie l'équipement de l'armée fédérale, et probablement aussi des narcotrafiquants. Ce qui fait d'ailleurs dire à Marcos que « *le principal promoteur de cette guerre est l'empire aux barres et aux troubles étoiles* » qui y fait des « *investissements* », des « *affaires* ».

Dans cette guerre comme dans les autres, et comme on l'a exposé ci-dessus, l'appui médiatique est primordial pour la victoire. Conscient de ce paramètre, le gouvernement mexicain a su sans problèmes dompter les médias – les trois quarts étant déjà à sa botte – pour qu'ils se fassent les serviles hérauts des bienfaits de cette guerre et qu'ils médiatisent chaque opération comme une victoire retentissante. Le soutien médiatique est donc réel et énorme, les médias signant, « *comme s'ils étaient d'eux, les bulletins gouvernementaux pauvres en rédaction et en arguments* » et présentant « *comme d'éclatantes victoires de la légalité les escarmouches qui ont lieu tous les jours sur le territoire national* ». Non contents de lécher les cuissardes du pouvoir, les chefs d'orchestre du Spectacle, toujours dans un souci de légitimation des crimes du gouvernement, s'attachent à présenter les très nombreuses victimes collatérales de cette guerre comme de vulgaires coupables. « *Les victimes de la guerre se transforment alors en coupables et le crime qui leur coupe les membres ou les assassine n'est rien d'autre qu'une forme quasi divine de justice : "Ils, elles l'ont bien cherché"* », écrit Marcos dans sa troisième lettre.

Outre les milliers de morts, le tissu social du pays vole également en éclat, la société étant désormais plongée dans une peur quotidienne, si ce n'est une terreur. Et ce n'est pas peu dire. Quand je suis allé au Mexique cet été 2011, un ami libertaire mexicain rencontré sur place me confiait que, désormais, il avait peur. Peur pour lui, pour les siens, pour ses concitoyens. Peur des narcotrafiquants, des flics, des militaires, des balles perdues, des bavures, des enlèvements. Cette peur, il ne l'avait pas il y a quelques années. Marcos traduit fort bien les conséquences de tout cela sur une société : « *Quelles relations sociales peuvent se maintenir ou se tisser si la peur est l'image dominante avec laquelle on peut identifier un groupe social, si le sens de la communauté se rompt au cri de sauve-qui-peut ? Le résultat de cette guerre ne va pas être seulement des milliers de morts… et de juteux profits économiques. Cela va être aussi, et surtout, une nation détruite, dépeuplée, brisée irrémédiablement.* »

Le carnaval électoral à venir

Les élections d'en haut et le pouvoir

Si 2012 sera l'année de la présidentielle en France, il en ira de même au Mexique. Chez l'une comme chez l'autre, l'alternance est prévue. Chez l'une comme chez l'autre, le changement social restera au stade embryonnaire, sans perspective d'aller au-delà. Cette proche

échéance n'échappe évidemment pas au sous-commandant Marcos, et la question électorale est omniprésente dans les quatre lettres.

À la fin de sa première missive, et après avoir discouru de la guerre de Calderón, le Sup écrit : « *Et tandis que tout s'écroule, on nous dit que l'important, c'est d'analyser les résultats électoraux, les tendances, les possibilités. On nous appelle à tout supporter jusqu'à ce que ce soit le moment de cocher le bulletin de vote, et retour à la case départ : à nouveau attendre que tout s'arrange et que se reconstruise le fragile château de cartes de la classe politique mexicaine.* » À nouveau, donc, les élections ne font pas illusion pour le sous-commandant qui, à plusieurs reprises dans la correspondance que je relate ici, affirme qu'il n'y a nul espoir à y mettre. Tous pareils, c'est ce que sont pour lui – et fort justement – tous les partis de la classe politique mexicaine « *qui pue comme un cadavre* » et qui n'ont pour ambition que de monter sur le trône du Mexique.

Le discours antiélectoraliste de Marcos s'inscrit dans une critique plus générale du pouvoir, critique qui a toujours été portée par le mouvement zapatiste. Pour le Sup, les politiciens d'aujourd'hui ne sont même plus mus par des convictions et par des idéologies, ni même par l'envie d'administrer un territoire, ils sont simplement friands du pouvoir et de ses avatars : seuls les intéressent l'image et le luxe. Dans la troisième lettre, il écrit : « *À présent, le travail par excellence des gouvernants est la simulation. Plus importants que les conseillers politiques et économiques, il y a les conseillers en image, publicité et mercatique.* » À peine élus, tout leur travail consistera à préparer la prochaine campagne électorale : adieu les actes, bonjour la communication ; adieu les responsabilités, bonjour les fumisteries et les boniments. À propos de mensonge, Marcos définit ainsi le pouvoir : « *Mentir en grand, et le faire impunément.* »

S'il était autrefois coutumier de dire que le pouvoir corrompt, Marcos se pose aujourd'hui la question dans l'autre sens : et si ce n'était pas les corrompus qui, seuls, pouvaient accéder au pouvoir ? « *Est-ce le Pouvoir qui corrompt, ou faut-il être un grand corrompu pour accéder au Pouvoir, pour s'y maintenir… ou pour y aspirer ?* » Si la question est passionnante, on reste là encore sur notre faim, le Sup laissant à chacun la liberté d'y répondre. En tout cas, il semble certain aujourd'hui qu'un politicien honnête et convaincu – oui, ça peut exister, mais il n'en restera pas moins impuissant à changer quoi que ce soit profondément – a peu de chances de monter les marches du pouvoir, revêtues qu'elles sont du tapis rouge de la corruption et de la magouille. Il n'est pour autant pas exclu que, s'il parvenait jusqu'au trône, il en viendrait bien vite à oublier ses convictions pour sombrer dans les pires bassesses qu'exigent la tenue et la gestion d'un gouvernement.

Les résistances d'en bas et la relève zapatiste

Dans sa deuxième lettre, le sous-commandant Marcos regrette qu'à « *l'instar des produits miracles qui promettent de perdre du poids sans faire d'exercice et en se goinfrant de nourriture – et il y a des gens pour le croire –, il y en a aussi pour croire qu'on peut avoir la liberté, la justice et la démocratie rien qu'en cochant un bulletin en faveur de la permanence du Parti d'action nationale, de l'arrivée du Parti de la révolution démocratique, ou du retour du Parti révolutionnaire institutionnel* ».

Mais ce « fourvoiement », cette erreur d'appréciation, cet excès de confiance dans un système qui a pourtant montré à moult reprises qu'il ne fonctionnait pas pour la justice sociale, ne concernent heureusement pas tous les Mexicains. Et derrière les discours péremptoires et hypocrites des politiciens, derrière les graffitis pisseux de la grande presse, derrière les gigotements des guignols télévisés, il y a des gens qui luttent pour survivre au quotidien, non sans l'espoir de construire un monde différent, où ils ont droit à la parole, à l'existence, à la vie. Des gens pour qui il ne peut y avoir de dignité sans résistance. Et des gens qui, chose primordiale, s'organisent entre eux, s'unissent, se rassemblent. Car en dehors de l'organisation des exploités et des opprimés, il y a peu de chances que les choses bougent. La révolte individuelle, si elle est belle à première vue, si elle peut séduire et faire rêver, n'en est pas moins stérile, surtout à long terme. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien s'il s'agit de la seule forme de révolte qui trouve grâce aux yeux des puissants qui, à travers le Spectacle, l'a souvent célébrée. À cet effet, le sous-commandant Marcos salue, dans sa deuxième lettre, les activités des collectifs et groupes de résistants organisés, aussi divers soient-ils, de « *l'héroïque effort de collectifs anarchistes et libertaires pour se soustraire à la logique capitaliste* » à « *la légendaire résistance des peuples originaires* » en passant par « *la lutte acharnée des travailleurs du Syndicat mexicain des électriciens, malgré le fait qu'ils aient contre eux une gigantesque campagne médiatique, la répression, la prison, les menaces et le harcèlement* ».

Parmi ces luttes, le Sup s'attarde un peu, dans sa troisième lettre, sur le Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité du poète Javier Sicilia dont le fils fut tué en mars 2011 par des narcotrafiquants. Ce mouvement fut à l'initiative d'une longue « marche pour la paix » le 8 mai de cette année, pour réclamer la fin de la guerre de Calderón et dénoncer les crimes et la corruption. Le sous-commandant a dès le départ soutenu cette action et salué la témérité du poète. Pour lui, l'apport essentiel de cette marche fut de sortir les victimes « *des faits divers, des statistiques, des mythiques "triomphes" du gouvernement de Felipe Calderón Hinojosa, de la culpabilité, de l'oubli* ». Il reste néanmoins dubitatif sur certains aspects du mouvement et ne cache pas ses réserves, notamment sur l'entêtement de Javier Sicilia à vouloir discuter avec le pouvoir : « *Il est vrai que nous ne comprenons toujours pas pourquoi consacrer tant d'énergie et d'efforts à échanger avec une classe politique qui, depuis longtemps, a perdu toute volonté de gouvernement et n'est plus qu'une bande de scélérats. Peut-être qu'ils le découvriront peu à peu par eux-mêmes.* »

Les zapatistes, quant à eux, ne sont pas morts. Et ce même si, ici en France, devant le silence quasi absolu des médias, on pourrait être tenté de le croire. Non seulement ils sont bel et bien vivants, mais ils poursuivent sans relâche la construction de l'autonomie dans les territoires qui sont sous leur influence, apportant des améliorations significatives aux conditions de vie des personnes concernées. Une nouvelle génération est d'ailleurs en train de prendre le relais ; une relève, en quelque sorte. Dans sa quatrième et dernière lettre, le sous-commandant Marcos l'évoque d'une façon tendre et fière à la fois : « *Nous avons expliqué qu'une nouvelle génération de zapatistes était en train d'arriver aux tâches de direction. Des jeunes, garçons et filles, qui sont nés après le soulèvement, qui se sont formés dans la résistance, et qui ont été éduqués dans les écoles autonomes, sont à présent élus comme autorités autonomes et arrivent à être membres des Conseils de bon gouvernement. On a discuté et on s'est mis d'accord sur comment les soutenir dans leurs tâches, les accompagner. Comment construire le pont de l'histoire entre les vétérans zapatistes et eux. Comment nos morts nous lèguent des engagements de la mémoire, le devoir de continuer, de ne pas flancher, de ne pas se vendre, de ne pas faillir, de ne pas se rendre.* »

La révolution continue, donc, et semble se perpétuer à travers les générations. N'est-ce pas là une belle lueur d'espoir pour nous tous ?

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. Excepté une courte lettre envoyée à don Javier Sicilia en avril 2011, et les quelques communiqués du Comité clandestin révolutionnaire indigène – commandement général de l'EZLN, écrits de la main de Marcos.

2. La traduction française utilisée pour citer des extraits des lettres de Marcos a été réalisée par le camarade El Viejo.

3. Luis Villoro, *Philosophie et domination, discours d'entrée au Collège national*, novembre 1978. Cité par Marcos dans sa première lettre.

Athénée encyclopédique populaire de Barcelone

Cet article sur l'histoire et les activités de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone est une compilation de quatre textes de l'un de ses animateurs, Manel Aisa Pàmpols. Deux ont été rédigés en catalan et deux autres en castillan. Un de ceux-ci a été traduit du catalan au français par une camarade belge, Émilie Debacker, les trois autres traductions sont de Ramón Pino, ainsi que la rédaction de certains passages additionnels destinés à coordonner l'ensemble.

À propos de Manel Aisa Pàmpols

Quelque cent dix ans après sa création, l'Athénée encyclopédique populaire (Ateneu enciclopèdic popular, AEP) de Barcelone se porte bien. On ne peut en faire l'historique sans parler de Manel Aisa Pàmpols, l'un de ses principaux animateurs actuels. Manel est né à Barcelone en 1953, rue de la Cadena (actuellement Rambla del Raval), cette même rue où, en 1921, fut assassiné par les pistoléros du patronat Salvador Seguí, alors secrétaire général de la CNT. Sous l'ère franquiste, la mère de Manel continuait de lui parler de cet assassinat du *Noi del sucre* (l'enfant du sucre, surnom de Seguí).

Dans les années soixante-dix, Manel Aisa adhère aux premières associations de voisins du Barrio Chino («quartier chinois» de Barcelone, réputé mal famé), associations où lui et ses compagnons sont marginalisés dès le début par les «politiques» marxistes et les chrétiens de l'USO (syndicat équivalent de la CFTC). Il crée donc avec ses camarades le groupe libertaire du quartier San Antoní/Chino dont l'activité principale consistait à taguer sur les murs des slogans de solidarité avec les grèves en cours.

En 1976, Manel adhère à la CNT, au syndicat du bâtiment de Barcelone, où il fera la connaissance de Luis Andrés Edo, d'Abel Paz et de tous les camarades historiques de l'époque, ainsi que des jeunes anarchistes. En 1977 et pour un an, il sera membre du secrétariat de la fédération locale de la CNT de Barcelone qui, à ce moment, avait son siège Plaza Real. C'est le temps des Journées libertaires, du meeting de Montjuïc, de la grève des transports, de celle des pompistes, des Pactes de la Moncloa, de l'incendie de la Scala, et de la répression contre le mouvement libertaire. En 1978, avec d'autres compagnons en majorité libertaires, ils vont créer le Centre de documentation d'histoire sociale, avec pour objectif de recueillir le plus de documentation possible sur le mouvement ouvrier depuis la Première Internationale. Deux ans plus tard, après avoir rencontré de nombreux camarades anciens membres de l'AEP, ils en récupèrent l'entité. Manel en devient le rapporteur en 1986, puis le secrétaire en 1992. L'activité principale est la gestion des archives de la bibliothèque hémérothèque (lieu où l'on conserve des collections de journaux) et l'organisation de nombreuses activités culturelles et historiques comme l'Exposition anarchiste internationale de Barcelone en 1993. Parallèlement à son rôle dans l'AEP, Manel tient une librairie d'ouvrages neufs et d'occasion rédigés principalement en castillan et catalan, et traitant des problèmes et mouvements sociaux. Il a également collaboré à de nombreuses publications libertaires : *Bulletin bibliographique de l'AEP*, *Idéas*, *Orto*, *La Lletra A*, *Noticiari*, *Polemica*, *El Vaixell blanc*.

Ramón Pino

L'histoire de l'Athénée encyclopédique (première époque) commence en 1902 quand il est fondé par des libertaires passionnés de lecture comme Josep Tubau et Eladi Gardó, comptant également sur l'appui inconditionnel de Francesc Layret, Lluís Companys, Lluís Bulfi et d'autres, ouvriers et intellectuels qui possédaient une grande soif de culture, non seulement avec des visées pédagogiques, mais également revendicatives envers la société.

«*Le premier but de l'AEP est l'instruction de ceux qui, travaillant de leurs mains, en sont le plus privé, et ensuite la transformation en une véritable université populaire.*»

L'AEP s'inspire de l'ancien Athénée catalan de la classe ouvrière de 1861, dont étaient membres les anarchistes Rafael Farga Pellicer et Josep Llunas.

Durant les trente premières années du XXe siècle, l'Athénée eut un rôle prépondérant dans les luttes urbaines : campagne contre la guerre et pour le respect de la juridiction civile ; campagne contre les pistoléros du patronat dans les années vingt ; défense des droits de l'Homme et démocratisation de la culture. Son siège abrita d'ailleurs différents groupes clandestins et des syndicats comme la CNT. L'AEP devint aussi une référence, tant dans les milieux culturels que dans les mouvements sociaux au sein de la population barcelonaise, parvenant à compter, durant les années dix et vingt, plus de 20 000 membres et d'innombrables sections qui apportaient une grande diversité d'enseignements et de relations humaines, favorisant toujours le collectivisme entre les gens. À noter qu'en 1935, l'Athénée encyclopédique organisa au théâtre Barcelone une soirée en hommage à la révolte des Asturies de 1934, où Margarida Xirgu et Federico Garcia Lorca déclamèrent leurs poèmes. Garcia Lorca écrivit par la suite une lettre à sa famille où il déclarait qu'il s'était agi là de l'événement le plus émouvant de sa vie. L'Athénée dispensait aussi des cours du soir pour les études générales et l'apprentissage des langues. Il publiait également un bulletin – *Nouvelles de l'encyclopédie* – tandis que sa section de randonnées éditait *Excursions*. Durant toute cette période, l'Athénée va acquérir un patrimoine immobilier : quatre appartements et le rez-de-chaussée du 30 de la rue du Carme (rue Kropotkine de 1936 à 1939), un local rue de Santa Anna, ainsi que le terrain de la Rambla, au croisement avec la rue Pintor Fortuny (où il y a aujourd'hui un hôtel), sans oublier le chalet de La Molina consacré aux randonnées, spolié par les phalangistes après la guerre civile espagnole et occupé aujourd'hui par la Généralité de Catalogne.

Enfant jouant au milicien anarchiste, Barcelone, en 1936.

Il faut également souligner que durant cette période (années vingt et trente), des personnalités de culture catalane comme Joan Salvat-Papasseit, Joaquim Maurin, Víctor Colomer, Manuel Ainaud de Lasarte, Joan Bastardas, Jaume Aiguader, Josep Mª de Sucre, Joan Amades, Angel Pestaña, Salvador Seguí, etc., vont fréquenter l'Athénée et y être actifs, de même que l'affichiste Carles Fontseré qui en dessinera le logo.

Après le désastre de la guerre, le 26 janvier 1939, la ville de Barcelone sera occupée par l'armée franquiste. Les troupes fascistes donneront libre cours à leur colère : le premier édifice non institutionnel, occupé, saccagé, puis incendié fut l'Athénée encyclopédique. Les franquistes avaient sans doute appris la leçon imposée dès le début par le général Emilio Mola : «*Il faut en terminer avec la culture ouvrière*» et celle du général José Millán Astray : «*Vive la mort.*» La documentation qui put en réchapper s'est retrouvée pour une part à Salamanque, et pour le reste à l'Université centrale de Barcelone.

Le silence de la nuit s'approchait et l'Athénée encyclopédique populaire, comme bien d'autres collectifs, souffrira de l'exil, de la prison et de la mort. Après-guerre, le franquisme va tenter d'exterminer la culture ouvrière. La peur s'installera dans toutes les maisons et les gens n'oseront pas parler de leur propre histoire.

Renaissance de l'Athénée

Avec la mort du dictateur et la restauration de la démocratie en Espagne, un groupe de vieux athénéistes et de jeunes révoltés récupérera peu à peu l'esprit athénéiste d'une structure barcelonaise comme le fut l'AEP. Ils créeront d'abord, en 1977, le Centre de documentation d'histoire sociale (CDHS), qui sera le noyau où se retrouveront les nouvelles générations et les anciens militants de l'AEP. Puis, en 1978, renaîtra l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone, prêt à récupérer, non seulement la mémoire de l'Athénée, mais aussi celle de tout un peuple qui avait lutté contre le fascisme et qui, à certains moments, avait été capable de vaincre l'ennemi.

Depuis lors, l'AEP (seconde époque) a toujours mené ses activités dans l'intention de récupérer la mémoire du peuple depuis ses racines, afin de poursuivre sa tâche en étant une sorte d'université populaire. Dans cette optique, nous avons transformé nos bibliothèque, hémérothèque et fonds de documentation (actuel Centre de documentation socio-historique) en un des fonds de documentation sur le mouvement ouvrier et social le plus important d'Espagne. Parallèlement, nous avons créé des sections histoire, littérature, archives, sports, théâtre, randonnées, etc., nous avons organisé un ensemble d'activités, notamment des conférences, débats, expositions itinérantes, récitals poétiques, collaborations avec des médias nationaux et européens afin de réaliser des documentaires audiovisuels, des expositions, etc., dans le but de récupérer la mémoire de la culture de notre peuple, mémoire plongée dans le silence. La bibliothèque du CDHS est spécialisée dans ce qui concerne le mouvement ouvrier et libertaire «*de la Première Internationale à aujourd'hui*», ce qui en fait un des premiers centres d'archives sur cette thématique en Espagne, et donc une importante possibilité de consultation pour les historiens, documentalistes, étudiants, etc. Elle est ouverte au public deux fois par semaine ou consultable par internet (www.ateneuenciclopedicpopular.org).

L'AEP édite la revue *Noticiari encyclopèdic* [Nouvelles de l'encyclopédie] et participe à l'édition ou à la coédition de livres. Son fonds est constitué de 28 000 livres, 12 000 journaux, bulletins, revues, fanzines ainsi que de la documentation d'archives. Pour raconter son histoire, l'AEP a publié en 2000 un livre de Ferrán Aisa [frère de Manel] : *Une histoire de Barcelone. L'Athénée encyclopédique populaire, 1902-1999*, qui a obtenu le prix 2010 de la Ville de Barcelone. L'Athénée a également

publié un manifeste pour la récupération de son patrimoine, tout en œuvrant avec d'autres groupes sur d'autres projets comme Repenser Barcelone-Récupérer la ville.

Malgré ce considérable effort, avec des ressources très limitées, toujours sans but lucratif de la part des athénéiste, tant à l'époque du 5 de la rue Montalegre qu'au siège actuel du 26 du Passeig de Sant Joan, il faut rappeler que ce travail altruiste a toujours été empreint de générosité afin de récupérer ce qui fut la propre histoire du peuple, car ils savaient – et nous savons – que pour se projeter dans le futur, il faut connaître son passé.

Combats actuels

Ainsi, cent ans plus tard, l'idée de l'Athénée encyclopédique populaire est toujours la même : propager la culture populaire dans un monde où la formation morale de l'être humain a été remplacée par la machine capitaliste.

À l'heure actuelle, en étant en démocratie, après pas moins de trente ans de cette lutte inégale – et bien souvent ignorés par les partis démocratiques –, quand il semble que d'importants secteurs sociaux parlent de récupération de la mémoire d'un pays, nous croyons opportun d'insister de nouveau sur le fait que la dévolution des archives dites *Papers de Salamanca* (300 000 documents, 1 000 photos, en tout : 160 tonnes d'archives !) ne suffit pas. Nous sommes convaincus, en effet, que des structures comme l'AEP méritent d'être prises en considération de la même manière que nombre des organisations, personnes, partis et syndicats victimes du franquisme, auxquels une partie du patrimoine a déjà été restituée. Cependant, il n'en a pas été ainsi pour l'AEP.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que les gouvernements actuels doivent restituer le patrimoine aux athénéistes d'aujourd'hui, surtout si nous prenons en compte qu'un grand nombre de bibliothèques, de théâtres et divers lieux de réunion et de débat ont été construits grâce au sacrifice et aux apports de milliers d'athénéistes issus des classes populaires.

Il faut signaler que le 3 mars 2009, après toutes ces années de lutte, dans le plan municipal du district de la Ciutat Vella de Barcelone, tous les groupes politiques, excepté le Parti populaire, qui s'est abstenu, ont approuvé le retour de l'AEP/CDHS au quartier du Raval, dans un local digne de ce nom.

Évidemment, cette décision devrait être une bonne nouvelle pour l'AEP, ceci dit, après trente années d'oubli politique, comme nous l'avons expliqué avant, et comme le dit la chanson de Lluis Llach, nous devons rester « *vigilants et toujours attentifs*... ». C'est-à-dire que nous ne crierons victoire que lorsque l'affaire sera dans le sac, et le sac bien fermé.

Nous avons mis l'accent sur notre histoire et notre lutte des dernières années afin que, et c'est important pour nous, l'espace qui nous sera donné nous permette de nous épanouir, tant comme Athénée que comme bibliothèque-hémérothèque. Et tant que cela ne sera pas une réalité palpable, nous continuerons, dans ce but, à lutter afin que les administrations reconnaissent notre héritage historique et notre rôle actuel, inscrit avant tout dans la récupération de la mémoire, mais également dans la quotidienneté citoyenne afin de rendre les villes plus accessibles à ceux qui les habitent.

Aujourd'hui

L'Athénée dispose actuellement d'une bibliothèque de quelque 25 000 volumes dont des livres et des opuscules. Quant à la partie hémérothèque, nous disposons d'environ 8 000 coupures de presse, journaux, bulletins, brochures, etc., en plus de nombreuses archives dont une grande partie doit encore être triée. La plupart de ces documents traitent des mouvements sociaux du XXe siècle et particulièrement de l'anarchisme.

À l'heure actuelle, l'Athénée a un accord avec la bibliothèque Arus et le Centre de culture contemporaine de Barcelone (CCCB) qui lui permet de disposer d'un siège social au local du 26 Passeig de Sant Joan.

Scène de débat à l'Athénée

Nous sommes aussi inscrits à la Ficeld (Fédération internationale des centres d'études libertaires et de documentation) – qui s'est réunie récemment à Pise – ainsi qu'à la Fédération des athénées de Catalogne. De même, l'AEP fait partie du Conseil du mémorial démocratique, qui existe depuis peu.

Il faut également insister sur la participation de l'Athénée dans le pari citoyen qui a été ébauché ci-dessus, parmi d'autres structures et collectifs qui se dressent contre la spéculation et pour une autre manière d'entendre la politique – je me réfère à Repenser Barcelone-Récupérer la ville.

Actuellement, il faut insister sur les conventions avec deux universités italiennes (de Trente et de Palerme) et la faculté de sociologie de l'Université autonome de Barcelone (UAB) qui nous envoient chaque année un ou une boursière pour travailler à l'archivage pendant cinq ou six mois, en fonction de chaque convention.

Notre tâche quotidienne consiste principalement à soutenir toutes ces personnes qui viennent au siège de l'Athénée à la recherche d'informations ou de documents : il s'agit surtout d'historiens, d'universitaires (pour leurs travaux de recherche), de doctorants, de documentalistes (sans aller très loin, ceux du CCCB avec l'exposition *Quinquis dels 80* [Bandes des cités des années quatre-vingt] dont pratiquement toute la documentation a été fournie par l'AEP) et naturellement, les curieux de l'histoire qui forment un grand collectif.

Je voudrais mettre l'accent sur les expositions itinérantes dont certaines ont voyagé à travers de nombreux lieux d'Espagne et d'Europe, comme c'est le cas de l'exposition Ferrer i Guàrdia i l'Escola Moderna [Ferrer i Guàrdia et l'École moderne] inaugurée il y a déjà douze ans par la pédagogue Marta Mata, par Pere Solà et Josep Ainaud de Lasarte, et qui pendant tout ce temps a tourné dans pratiquement toutes les universités d'Espagne, les centres civiques et culturels, mais également dans quelques squats. En 2009, en raison du centenaire de la Semaine

tragique et du crime d'État commis contre Ferrer i Guàrdia, nous avons ajouté à l'exposition des albums apportant plus de 200 photos supplémentaires à l'ensemble.

À l'heure actuelle, cette exposition se trouve dans les locaux de la CGT de Barcelone et elle fera, à partir de fin octobre, un long trajet, aux Cotxeres de Sants, passant ensuite par des quartiers de Barcelone comme la Zona Franca, pour aller plus tard vers des villes de Catalogne comme Torelló, La Bisbal de l'Empordà, Sant Quirze de Vallès, l'université de Gérone, et terminera probablement son parcours à Prades de Conflent au mois de mai. Mais il y a bien d'autres expositions remarquables, comme *L'efervescència socials dels anys 20 en Barcelona (1917-1923)* [L'effervescence sociale des années vingt à Barcelone] qui a aussi été présentée pendant plus de dix ans (elle fut inaugurée en 1999) dans de nombreux quartiers de Catalogne. Elle représenta Barcelone dans le cadre du festival de cinéma de la ville française de Nantes en 2000, dédié à la ville de Barcelone.

Plus récemment, nous avons présenté l'exposition *La Premsa Llibertaria de Clandestinitat* [La presse libertaire de la clandestinité], inaugurée au siège du CSIC, résidence de chercheurs de la rue Hospital de Barcelone. Elle est ensuite passée par des villes comme Valence. D'autres expositions encore : *Anarquisme Ibérico*, *Presencia Internacional del Anarquismo* et *Jornades llibertaries del 77, la transició llibertaria (1974-1979)*, lesquelles ont reçu un bon accueil. Il faut mentionner le fait que tous les documents de ces expositions proviennent de la bibliothèque-hémérothèque de l'Athénée encyclopédique populaire.

Pour conclure, je crois qu'il est clair que notre bibliothèque du Centre de documentation socio-historique de l'AEP fait en sorte d'éviter que la documentation ne reste enterrée dans des archives et puisse ainsi être accessible au plus grand nombre.

D'autre part, il est important de signaler qu'il est nécessaire pour l'Athénée que son travail soit reconnu politiquement et qu'une fois pour toutes, d'une manière ou d'une autre, Barcelone (les politiques) répare les dégâts occasionnés le 26 janvier 1939, afin qu'un futur Athénée dispose d'un espace adéquat et approprié, afin de pouvoir se développer de manière digne et autogérée, tant au niveau de sa bibliothèque d'archives que de l'accroissement du nombre de personnes qui forment l'Athénée au sein des différentes sections, ou simplement des collectifs de personnes et leur projet social et culturel, avec bien entendu, l'engagement qu'il soit rendu à la société.

Comme je l'ai déjà dit, en 2009, nous avons prioritairement commémoré Francesc Ferrer i Guàrdia et la Semaine tragique de Barcelone. Ainsi, notre exposition sur l'École moderne parcourut une bonne partie de la Catalogne. Pendant plus d'un an, on put la voir dans les quartiers de Barcelone et dans d'autres villes (chaque mois dans un lieu différent), pour finir par franchir les Pyrénées et être présentée à Perpignan, grâce aux compagnons de cette région.

À la même époque, nous avons présenté l'exposition sur la presse libertaire clandestine (1939-1975), composée de plus d'une centaine de manchettes de journaux et de revues imprimés durant cette période en l'Espagne, avec de nombreuses photos des hommes et des femmes de la clandestinité et de la résistance libertaire, et des documents d'époque : tracts, cartes de rationnement, comptes rendus d'assemblées, etc.

Après avoir été présentée dans les différents locaux alternatifs de Barcelone et du reste de la Catalogne, cette exposition circule depuis un an à travers l'Espagne : Madrid, Salamanque, Avila, etc. L'organisation est prise en charge par les membres de la CNT de chaque lieu d'exposition où au moins un compagnon de l'AEP se déplace pour la présentation de l'exposition et l'animation du débat au sujet de cette période de clandestinité. Certaines de nos autres activités consistent à présenter des livres, par exemple *Antifascistes allemands à Barcelone (1933-1939) : le groupe DAS*, publié en 2010 aux éditions Sintra. Sont aussi organisés les cabarets poétiques, des soirées où l'on cherche à nouer des liens d'amitié dans une ambiance chargée de sensibilité, en présence du poète, de l'auteur ou du chanteur auteur-compositeur.

Mais notre quotidien continue d'être la bibliothèque-hémérothèque et sa mise en archives, travail silencieux, à peine visible, jour après jour de plus en plus intense. Ces dernières années, nous avons acquis des documents qui nous semblent importants, mais qui sont encore en cours de catalogage. Par exemple, les archives d'Abel Paz et de notre chère camarade Valérie Powles.

Pour finir, il faut souligner que ces derniers temps nous avons bataillé durement contre l'administration locale de Barcelone, c'est-à-dire la mairie et la Generalitat. Après pas mal de réunions avec les hommes politiques, un accord a été signé en mai 2011 entre la mairie de Barcelone et l'Athénée encyclopédique populaire, afin d'octroyer à ce dernier un local social de 750 à 1 200 m² au centre de Barcelone. Nous espérons que ceci se concrétise plus ou moins dans un an, bien qu'avec les politiciens, on ne soit jamais sûrs de rien.

Manel Aisa Pàmpols

Pour l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone
Traduction et ajouts d'Émilie Debacker et de Ramón Pino

Pour toute correspondance :
Manel Aisa – Libros Aisa
Calle La Cera, N° 53, 1°, 7ª
08 00, Barcelone
www.manelaisa.com
maisa@yahoo.es

Point de vente : tous les dimanches matin au marché San-Antoni, stand n° 12, rue Comte-d'Urgell, n° 1, 08 011, Barcelone.

Ateneu enciclopèdic popular
Centre de documentació històrico social
Passeig de San Joan, N° 26, 1er, 1ª
08 010, Barcelona
Ouvert les lundi et mercredi de 18 heures à 21 heures.

Cascades éditoriales

Entretien avec Marc Tomsin, des éditions Rue des Cascades

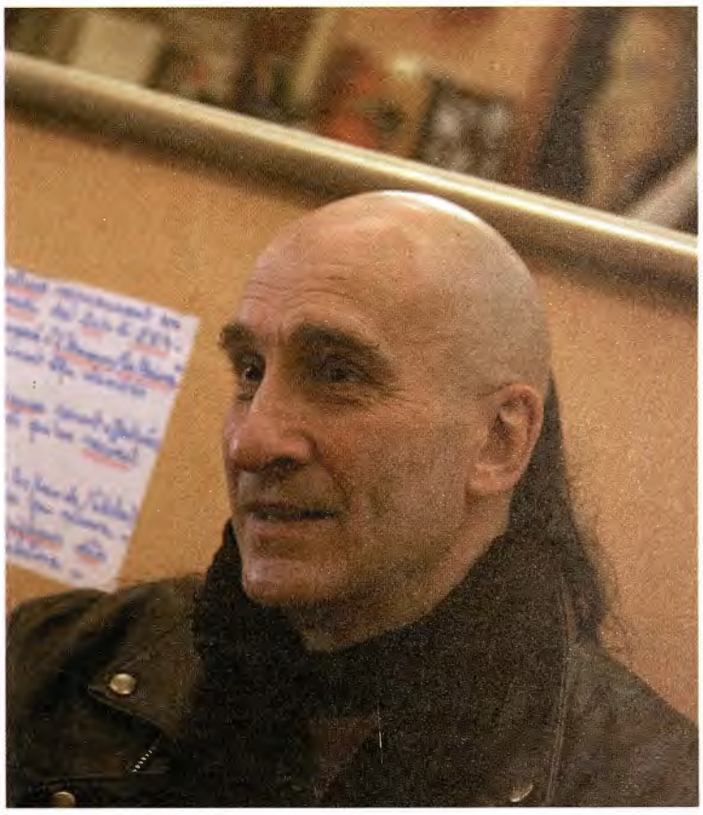
Guillaume : Comment ton aventure éditoriale a-t-elle commencé ? Quand t'est venue l'idée de publier des livres ?

Marc : Ma première tentative remonte à la fin des années soixante-dix. Je vivais alors à Barcelone où deux anciens du MIL [Mouvement ibérique de libération] avaient monté une imprimerie dans le quartier populaire de Gracia avec un de mes amis, qui avait une formation de typographe. Fort de ces amitiés, j'ai édité un premier petit livre, en 1978. C'était un court texte introuvable de Raoul Vaneigem sur Isidore Ducasse et le comte de Lautréamont dans les *Poésies*. Tiré à moins de mille exemplaires, j'ai pu le diffuser facilement moi-même, grâce au nom de l'auteur et au thème de l'essai. Sept ans plus tard, j'ai recommencé, cette fois à Paris où j'étais devenu correcteur dans l'imprimerie. Profitant d'une période de chômage, j'ai déposé les statuts d'une maison d'édition avec une amie, Angèle Soyaux. Cela s'appelait Ludd, en référence au héros des briseurs de machines anglais (les luddites). C'était en 1985 et cela va durer jusqu'en 1998. Au total, nous avons publié une trentaine de livres, dont bon nombre d'auteurs germaniques, comme Karl Kraus, Oskar Panizza, Franz Jung, Frank Wedekind ou Christian Dietrich Grabbe. Pierre Gallissaires, qui collaborait aux éditions Nautilus à Hambourg, a assuré une bonne partie de ces traductions. Tous ces livres, comme le premier, avaient la particularité d'être fabriqués en typographie composés en linotype et imprimés, au plomb, pour la plupart en banlieue parisienne, à la SAIG, qui existe toujours à L'Haÿ-les-Roses. C'était pour nous deux une activité qui relevait de l'artisanat : des petits tirages (mille exemplaires en moyenne), peu de titres (vingt-huit exactement en douze ans) et nous faisions cela en plus de notre travail salarié ; c'était une activité parallèle.

En 1993 je me suis mis en retrait de cette expérience et, cinq ans plus tard, Angèle a dû arrêter : faillites successives des distributeurs, toutes sortes de difficultés, la tâche devenait trop lourde. Les éditions Ludd ont donc fermé. J'ai cessé pendant une dizaine d'années de publier des livres. En 2007, je me suis retrouvé en préretraite et j'ai monté un nouveau projet sans but lucratif, sous le nom de Rue des Cascades, cette fois seul pour les choix éditoriaux mais Angèle réalise les couvertures. J'ai choisi un petit format et les ouvrages sont maintenant imprimés en offset, chez Lussaud en Vendée, mais toujours en cahiers cousus collés avec couverture à rabats.

Rue des Cascades a commencé de façon assez différente de l'aventure de Ludd (qui restait circonscrite à un domaine littéraire) puisque les premiers textes édités sont liés à la lutte et à l'histoire des peuples indiens du Mexique. À cette époque, j'étais moi-même engagé dans un réseau de solidarité internationale constitué à partir de 1994 autour de la rébellion zapatiste au Chiapas. Les premiers livres traitaient donc de ce sujet : une analyse de la rébellion – *L'Autonomie, axe de la résistance zapatiste* – écrite par un ami mexicain, Raúl Ornelas Bernal, et un livre du sous-commandant Marcos – *Mexique, calendrier de la résistance* – qui est une sorte d'état des lieux et de description des mouvements sociaux qui traversent le Mexique entre 2001 et 2003. Il s'agissait du début d'une série que j'ai appelée « Les livres de la jungle », en référence au Chiapas et à la jungle – *selva* en espagnol – Lacandone. Y prendra place également le livre *La Commune d'Oaxaca*, qui se rapporte au soulèvement des peuples de la région d'Oaxaca en 2006. C'est le témoignage d'un auteur et ami, Georges Lapierre, qui a assisté de près au développement de l'Assemblée

Photo de Philippe Huynh-Minh, 2009



populaire des peuples d'Oaxaca ; à la fois chronique et analyse de ce qui s'est passé en 2006 et des perspectives ouvertes par la création en 2007 de Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté (Vocal), réseau animé par de jeunes libertaires.

Guillaume : Comment s'est déroulé le travail autour du livre de Marcos ? Pourquoi as-tu choisi ce texte en particulier ? Marcos était-il au courant ?

Marc : Marcos a reçu une lettre que j'ai écrite et qui lui a été remise en mains propres pour lui faire savoir que son texte allait paraître en français. Évidemment, il n'y a pas eu de réponse de sa part, mais on sait qu'il est partisan de la piraterie et qu'il ne cherche pas à obtenir des droits pour lui-même. Il était précisé dans cette lettre que les bénéfices de la vente de ce livre seraient reversés aux communes autonomes zapatistes. Concernant le choix, je pense qu'avec le *Calendrier de la résistance*, il y a un effort de Marcos – qui écrit facilement en ce temps-là de nombreux communiqués – pour construire un vrai livre. J'ai aussi choisi ce texte en particulier pour la troisième partie, qui explique la constitution des *caracoles* (escargots en espagnol, évoquant la symbolique de la spirale) et des conseils de bon gouvernement, c'est-à-dire la coordination et l'articulation des communes autonomes entre elles, formant cinq régions dans la zone d'influence zapatiste au Chiapas. Cela se passe en août 2003, c'est la réponse des peuples et villages indiens zapatistes aux accords de février 1996 sur l'autonomie et la culture indigènes. Après des mois de dialogue incluant les mouvements indigènes de tout le Mexique et la société civile, ces accords ont été signés par les délégués de l'EZLN et les

représentants du gouvernement fédéral mexicain, mais ce dernier ne les a jamais appliqués, contrairement à l'EZLN qui les met en pratique à travers la création des *caracoles* et des conseils de bon gouvernement. Je pense que les explications données dans ce livre sont vraiment les plus claires et permettent de comprendre les moyens et les buts de ce mouvement zapatiste, beaucoup plus en tout cas que l'aspect spectaculaire retenu par les médias et souvent favorisé par Marcos lui-même. Cette pratique de l'autonomie à travers la démocratie directe inspire tous les mouvements indiens, ce qui met bien en valeur le livre de Joani Hocquenghem sur la rencontre de délégations indiennes de toute l'Amérique à Vícam, dans le nord du Mexique, en octobre 2007.

Guillaume : Tu publies aussi des livres sur d'autres sujets.

Marc : Oui, bien sûr, car je ne perds pas de vue les textes concernant directement l'anarchisme. Fin 2007, j'ai réédité un livre passionné sur Jules Bonnot, *En Exil chez les hommes*, de l'écrivain britannique Malcolm Menzies. Ce texte sur Bonnot s'appuie sur des années de recherche pour décrire et retracer très intelligemment le milieu anarchiste individualiste du début du XXe siècle, avant la Première Guerre mondiale. Par la suite, la thématique libertaire revient avec les écrits d'un compagnon espagnol, Tomas Ibáñez, *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*. J'ai aussi fait traduire et édité sous le titre *Têtes d'orage* les *Essais sur l'ingouvernable* d'un auteur anarchiste argentin à découvrir, Christian Ferrer. À côté de ces deux axes éditoriaux, il y a des livres qui me tiennent particulièrement à cœur, comme *Les Jeux de l'amour et du langage*, de Jérôme Peignot, ou les *Écrits* du surréaliste Adrien Dax et, tout récemment, *La Geste des irréguliers*, de Métie Navajo, qui relate la marche d'une centaine de sans-papiers à travers la France en mai 2010. Sans oublier un court texte de Raoul Vaneigem, *L'État n'est plus rien, soyons tout*, écrit en septembre 2010 pour la rencontre internationale de Thessalonique, en Grèce.

Guillaume : D'où vient le nom de la maison d'édition ?

Marc : Je vis rue des Cascades, à Ménilmontant, qui est aussi mon quartier d'enfance. Dans cette rue se côtoient l'Espace Louise-Michel de Lucio Urtubia – qui évoque aussi bien la Commune de Paris que la révolution libertaire en Espagne – et l'Atelier pour l'estampe et l'art populaire de l'artiste mexicain Raoul Velasco qui, chaque année, au début du mois de novembre, à l'occasion de la fête des morts au Mexique, expose jusque sur les murs des squelettes rigolards – les *calaveras*. Belleville et Ménilmontant étaient le quartier des « apaches » il y a un siècle et la rue des Cascades a servi de décor aux scènes d'extérieur du film *Casque d'or*. Le minuscule troquet de Zoubir, au milieu de la rue, accueille encore une faune nocturne, bohème et prolétaire. Plus récemment, Caroline et Wael ont repris le bar Les Cascades, devenu un lieu de rendez-vous des plus sympathiques figures du quartier. Caroline y anime des ateliers d'écriture et les livres y trouvent leur place. Je n'aime pas l'idée de donner le nom de l'éditeur à une maison d'édition. Je préfère une signature quelque peu énigmatique mais incitant à chercher l'histoire ou les histoires qui se cachent derrière.

Guillaume : D'un point de vue économique, ou contre-économique, comment ça se passe au niveau des rémunérations des auteurs ou des traducteurs éventuels, de la confection des ouvrages, de leur impression et de leur distribution ?

Marc : C'est extrêmement précaire, mais pour l'instant, depuis bientôt cinq ans, j'arrive à sortir deux à trois livres chaque année. Les auteurs publiés par Rue des Cascades n'ont pas demandé de droits, solidaires et même complices de cette fragile expérience éditoriale. Les traducteurs sont rémunérés en fonction des critères en usage. *Idem* pour les imprimeurs. Je n'ai pas de local, les frais principaux sont donc les frais de fabrication et de traduction quand il y a lieu. Il n'y

a que deux livres – ceux de Raoul Vaneigem et de Georges Lapierre – qui ont dépassé les mille exemplaires diffusés et qui permettent de continuer. Les autres ne parviennent pas toujours de rembourser les coûts de fabrication.

Guillaume : Par qui est assurée la distribution ?

Marc : Par Court-Circuit, une petite structure créée il y a six ou sept ans et qui diffuse une trentaine d'éditeurs, pour la plupart d'inspiration libertaire. Cela m'arrive également, à l'occasion, de proposer à des libraires une rencontre avec un auteur ou autour d'un livre. La vie des livres dépend essentiellement de ces contacts avec les libraires, mais je ne vais pas personnellement les voir pour présenter les nouveautés et susciter leurs commandes. Je l'ai fait pendant quelques années du temps de Ludd, mais c'est l'existence de Court-Circuit qui m'a permis de me remettre à l'édition en sachant que je n'aurai plus à m'occuper de la diffusion.

Guillaume : Et au niveau de la promotion ? As-tu des retours dans la presse, etc. ?

Marc : L'écho médiatique est pratiquement inexistant, à part de temps à autre dans la presse libertaire, surtout dans le bulletin bibliographique *À contretemps* qui a recensé la plupart des livres parus Rue des Cascades. Au début, j'ai fait quelques services de presse. Devant la quasi-absence de résultats, j'ai arrêté. Il y a des exceptions, quand on me les demande ou pour des journaux comme *CQFD*. Ce qui est important pour moi, c'est la présence dans les nombreuses manifestations autour des livres de petits éditeurs indépendants et libertaires, comme les divers salons du livre anarchiste. Cela permet d'établir un contact direct avec les lecteurs. C'est vraiment important pour une petite structure. En cette fin d'année 2011, par exemple, il y a une librairie éphémère qui s'installe pour trois semaines à Paris, à la Halle Saint-Pierre, où sont exposés les ouvrages d'une cinquantaine de petits éditeurs.

Guillaume : Pourquoi éditer ?

Marc : Je suis un ouvrier du Livre. J'ai d'abord travaillé dans l'imprimerie. La première raison qui m'a poussé à éditer, c'est d'établir ce lien entre les textes et la fabrication des livres. Les deux premiers textes – celui de 1978 et le premier des éditions Ludd en 1985 – n'avaient pas d'existence comme livre ou projet de livre. Dans les deux cas, je souhaitais donner forme à ces écrits, à travers la typographie, la composition et la mise en page, la fabrication artisanale. J'ai toujours eu à l'esprit l'œuvre de Guy Levis Mano, typographe, poète et traducteur qui, pendant un demi-siècle, a composé, mis en page, imprimé et édité de merveilleux petits livres dans son atelier parisien. Bien sûr joue aussi l'envie d'explorer des domaines peu connus, comme ce domaine allemand, reliant la littérature au mouvement social et à l'émancipation des mœurs, de la vie amoureuse, que nous avons essayé de faire connaître davantage avec les éditions Ludd. Tout cela reste peu connu même parmi les libertaires, cela m'intéressait vraiment d'explorer ce domaine dont deux guerres mondiales ont presque complètement effacé les traces. C'est d'ailleurs une même perspective qui m'a poussé à publier des essais autour des peuples indiens d'Amérique : les livres permettant de comprendre ces mouvements aujourd'hui, leur façon de s'organiser, leur vision du monde et ce qu'ils cherchent à atteindre, sont très rares, à part les communiqués de Marcos et des recherches universitaires. J'ai cherché à publier des textes d'auteurs qui sont à la fois des témoins et des acteurs accompagnant véritablement ces mouvements. On pouvait trouver par-ci, par-là un livre, mais il n'y avait pas de tentative de former un ensemble d'ouvrages pour une compréhension des mouvements indiens contemporains. C'est ce que je tente de faire avec la collection « Les livres de la jungle ».

Guillaume : Quel est ton rapport au livre et à l'écrit en général ?

Marc : Paradoxalement, je me sens proche de la transmission orale, j'écris moi-même très peu, mais j'aime l'idée de faire sortir le livre de ses lieux officiels et surtout de l'Université. J'ai grandi entouré de livres, dans la bibliothèque de mon père. L'anarchisme est aussi né dans les imprimeries, parmi les ouvriers typographes. Les librairies et les éditions libertaires ont toujours été les meilleurs outils de ce mouvement. À côté de nombreuses petites structures éditoriales naissent aujourd'hui des bibliothèques, parfois nomades (bibliobus), redonnant vie aux « causeries populaires », à la façon des athénées libertaires en Espagne. Les livres peuvent ouvrir des horizons plus larges que les activités militantes et organisationnelles. Je cherche des textes qui allient le fond et la forme, l'imagination, la poésie et la critique sociale.

Guillaume : Allemagne-Mexique, Mexique-Allemagne, mouvements sociaux et littérature, il faudrait que tu publies du B. Traven !

Marc : Oui, Traven fait la jonction entre ce domaine allemand et les peuples indiens du Chiapas. C'est vrai que Traven est un véritable pont entre ces deux univers. Mais je ne suis pas encore parvenu à obtenir des droits de traduction.

Guillaume : Quels liens établis-tu entre engagement libertaire et activité éditoriale ?

Marc : Le milieu libertaire permet la multiplicité et la diversité des initiatives. Il est réfractaire à l'uniformité. Je suis un anarchiste qui édite des livres mais je ne définirais pas Rue des Cascades comme maison d'édition libertaire. En revanche, je m'adresse d'abord à des lectrices et lecteurs qui se reconnaissent dans ce courant de pensée et dans son histoire. J'y ai été encouragé lors des deux années que j'ai passées à Barcelone par mon vieil ami Diego Camacho (Abel Paz), pour qui l'écriture, la publication et la diffusion des livres étaient essentielles à la survie du mouvement.

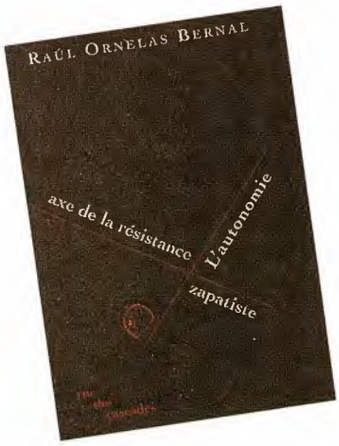
Guillaume : Quels sont les projets à venir ? Quel avenir pour Rue des Cascades ?

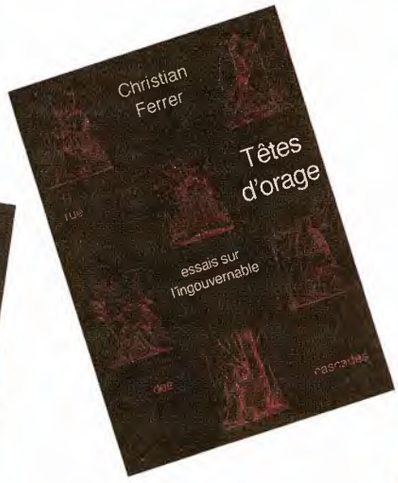
Marc : Passer le cap des cinq ans. Le premier livre qui paraîtra en 2012 sera *Femmes de maïs*, une suite d'entretiens avec des femmes zapatistes, dans la série des « Livres de la jungle ». Mais je prévois également d'éditer le premier récit de Georg Glaser, auteur allemand de *Secret et violence* (Agone, 2005), proche des libertaires et ami d'André Prudhommeaux, qui vivait comme artisan dinandier à Paris. Il s'agit aussi d'un témoignage, écrit très jeune, inspiré par la vie de vagabond qu'il a menée à l'adolescence. Ce livre paru en 1930 en Allemagne – Glaser avait juste 20 ans – n'a jamais été traduit en français. Enfin, j'envisage aussi de rééditer une brève et intense réflexion philosophique de Georges Bataille sur l'amour, qui tiendra compagnie à l'essai de Jérôme Peignot.

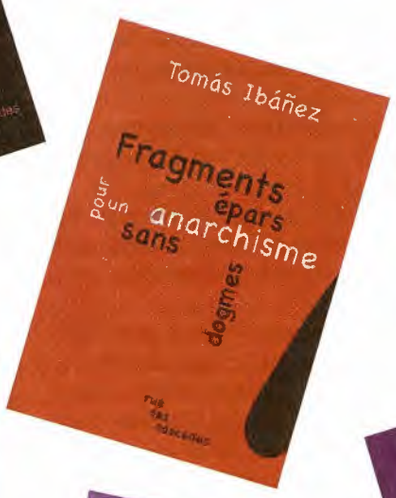
Enfin, au nom d'une longue amitié, d'une conversation qui s'étend sur trois décennies à Barcelone comme à Paris et qui m'a tant apporté, j'aimerais mettre en route la traduction des trois volumes de Mémoires d'Abel Paz encore inédits en français. Cela occuperait Rue des Cascades pour quelques années encore.

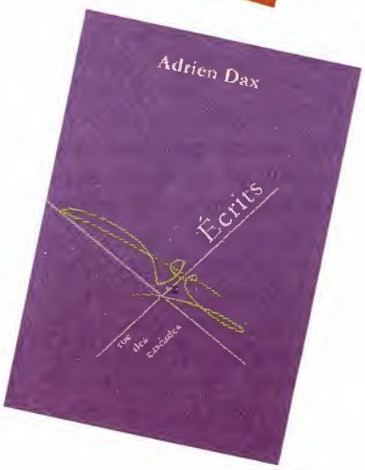
Propos recueillis par Guillaume Goutte

De Marcos à Bonnot
Les rejetons de la Rue des Cascades









6e Salon du livre libertaire

(11-13 mai 2012)

Lire, c'est réfléchir, c'est prendre du plaisir, c'est déjà désobéir

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, des dizaines de maisons d'éditions, de revues se revendiquant de «l'esprit libertaire» ont vu le jour. Ces structures, majoritairement sans salariés, proposent aujourd'hui plusieurs centaines de titres allant de la brochure à l'ouvrage de plusieurs centaines de pages. Les sujets portent autant sur les grands classiques de l'anarchisme et l'histoire des libertaires que sur les sujets d'actualité. Aujourd'hui, l'édition libertaire n'est plus uniquement cantonnée aux rares lieux spécialisés, librairies de quartier ou grandes surfaces proposent un rayon «rouge & noir» souvent fourni.

Petite histoire d'un «grand» rendez-vous

Au début, la difficulté principale de ces éditeurs était avant tout de rencontrer les lecteurs. Peu de librairies «libertaires», même à Paris, une diffusion plus qu'artisanale dans les autres librairies, pas de rencontres physiques possibles.

Il a fallu un peu de hasard et la volonté de quelques-uns pour que naisse le premier Salon du livre libertaire parisien : un lieu – La Parole errante chez Armand Gatti à Montreuil –, des militants locaux motivés, le collectif libertaire (unitaire) de Montreuil, un support organisationnel – la Librairie Publico (145, rue Amelot, 75011 Paris).

Les locations de stands étaient symboliques… et les débats déjà animés. Ce fut un succès inespéré : entre 1500 et 2000 personnes.

Nous avons dû attendre 2003 et le Forum social libertaire à Saint-Ouen, pour accéder au deuxième Salon du livre anarchiste. Plusieurs dizaines d'éditeurs présents, plusieurs centaines d'organisateurs proposent un des plus grands évènements libertaires depuis 1968 : trois jours de débats dans quatre salles en parallèle, 600 m² de stands, des expositions, du cinéma, des manifestations diverses, avec restaurant et crèche autogérés, et Radio libertaire qui retransmet l'ensemble sur place. Plus de 6000 participants.

L'idée d'un Salon du livre libertaire parisien était définitivement adoptée. D'autant qu'en province et en Europe, les mêmes initiatives rencontrèrent aussi un grand succès.

En 2006, nous avons organisé un Salon du livre libertaire et des médias libres sur 1500 m² à l'Espace Condorcet de la Cité des sciences et de l'industrie de la porte de la Villette à Paris. Durant deux jours, nous avons reçu entre 4000 et 5000 visiteurs.

En 2008 et 2010, nous avons pu nous retrouver dans le superbe espace d'animations des Blancs Manteaux, en plein cœur du Marais. Soixante-neuf éditeurs étaient présents et cent-huit auteurs furent des nôtres, sans compter les animations improvisées, les débats sur place et retransmis par Radio libertaire.

Il convient de signaler que toutes les interventions humaines, pour ces expériences, furent totalement bénévoles, que ce soit les organisateurs ou les auteurs.

L'édition 2012 ? Des nouveautés !

Dans la lignée des deux éditions précédentes, ce salon se tiendra à l'espace d'animation des Blancs Manteaux, dans le 4e arrondissement de Paris. Nous attendons au moins autant d'éditeurs et d'auteurs que les années précédentes.

Cette année, le salon ouvrira ses portes dès le vendredi 11 mai 14h00. Par ailleurs, nous avons invité nos compagnons suisses (francophones, alémaniques ou italophones) à venir présenter leur production éditoriale. Ce sera aussi l'occasion de découvrir le programme de la Conférence internationale de Saint-Imier qui se tiendra en août 2012 dans le Jura suisse : conférences, ateliers, expositions, salon, concerts, etc. Autre nouveauté, la création d'un espace livres neufs à prix cassés.

Plus de vingt heures de débats (répartis sur trois jours) sont prévues : Idées reçues sur l'anarchisme ; L'alternative anarchiste en actes ; L'éducation ; Faut-il s'indigner ou se révolter ? ; Décroissance et partage des richesses ; Avenir des médias libres ; Réinventer la grève générale ; etc. Enfin, Radio libertaire invite ses consœurs de Paris et de province à animer et diffuser directement depuis le salon des émissions en direct. Un studio est prévu à cet effet.

Wally

Informations

Vendredi 11 mai : 14 heures à 21 heures.
Samedi 12 mai : 10 heures à 20 heures.
Dimanche 13 mai : 10 heures à 16 heures.
À l'espace d'animation des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Métros Hôtel-de-Ville ou Saint-Paul.
Entrée à prix libre.
Bar et restauration légère.
Pays invité : la Suisse.
Radio libertaire (89,4 MHz) a invité ses collègues de Paris et de province à animer trois jours d'émissions en direct.

Pour contacter l'organisation :
Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Tél. : 01 48 05 34 08
Mail : livrelibertaire2012@sfr.fr
Site web : www.salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org

Rencontre internationale de l'anarchisme à Saint-Imier

Du 9 au 12 août 2012 aura lieu une Rencontre anarchiste internationale à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la Première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872.

Jusqu'ici, les organisations qui ont porté et animé cette importante échéance sont la Fédération anarchiste (FA), l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération libertaire des montagnes (FLM), l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et Espace noir.

L'IFA tiendra son propre congrès à Saint-Imier à l'occasion de cette Rencontre internationale. Il en est probablement de même pour les organisations fédérées dans Anarkismo. La Coordination anarcho-syndicaliste rouge et noire sera également présente.

Cette Rencontre internationale est ouverte et portée par différentes composantes du mouvement libertaire international : l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), Anarkismo, la Coordination anarcho-syndicaliste rouge et noire (CGT-Es, CNT-Fr, SAC-Suède, etc.), l'Association internationale des travailleurs (AIT), les Industrial Workers of the World (IWW) et les collectifs et organisations indépendantes de ces regroupements internationaux.

La Rencontre internationale est ouverte à tous regroupements agissant au niveau international, national, régional ou local ainsi qu'aux individualités sur la base d'une adhésion à la déclaration « Saint-Imier 2012 ».

Cette Rencontre entend assurer un dialogue exigeant et structuré autour, et à partir, de l'idée que l'anarchisme est une politique générale, cohérente, animatrice et actrice des luttes populaires, basé sur un socle théorique identifiable et un enrichissement permanent.

Pour compléter cela, nous pourrions dire que l'anarchisme est capable d'une politique complexe liée à des propositions stratégiques, à des objectifs intermédiaires, à un projet général d'alternative autogestionnaire, libertaire, fédéraliste et d'écologie sociale.

C'est à partir de cette orientation générale que nous avons proposé et mis en place une structuration de la Rencontre de Saint-Imier en quelques moments politiques forts, communs à tous les groupes qui y participeront.

Ces moments sont :

- Table ronde sur « Anarchisme et innovation politique » : capacités de l'anarchisme contemporain à innover et à affronter des situations politiques plus complexes que celles de sa première période historique face au fascisme, aux régimes autoritaires ; face aux défis environnementaux, écologiques ; face aux mutations économiques et sociales (accent mis sur l'apport de Malatesta, Fabbri, Berneri, Abad de Santillan, Daniel Guérin).
- Table ronde sur « Nouveaux territoires de l'anarchisme, implantation ou réimplantation de l'anarchisme en Afrique, en Asie et en Amérique Latine ».
- Table ronde sur « Faire l'anarchisme aujourd'hui », sur les pratiques et interventions militantes intéressantes ou exemplaires, notamment en Europe et dans les pays anglo-saxons.
- Table ronde sur « Les alternatives anarchistes en actes » et comment articuler les expériences alternatives au projet et luttes révolutionnaires.
- Table ronde sur « La crise de la dette, les politiques d'austérité et les résistances sociales et populaires ».
- Un meeting final de clôture de Saint-Imier avec adoption, si possible, d'une résolution politique commune.

Un meeting d'ouverture sera organisé afin de présenter le congrès de Saint-Imier de 1872 et ce qu'il a représenté pour l'anarchisme international.

Un banquet final public ouvert à l'ensemble de la population locale est aussi prévu.

Nous prétendons sortir de Saint-Imier avec un renforcement des liens d'unité et de fédération aussi importants que possible pour les camarades présents.

Nous avons l'ambition de construire un échange politique systématique ; cerner, définir et approfondir [illegible] rences ; définir politiquement et théoriquement les dé[illegible] étudier les projets de collaboration.

Sur cette base, hormis le meeting [illegible] les tables rondes feront chacune l'objet d'un document de bilan aussi précis que possible que chaque collectif utilisera par la suite à sa convenance.

Les groupes présents seront naturellement libres d'établir les collaborations et les associations qu'ils jugeront bonnes.

Il ne s'agira pas de vouloir, à tout prix, prolonger Saint-Imier, mais bien d'en exploiter toutes les potentialités d'événements.

Saint-Imier va aussi avoir une importance matérielle et symbolique par le nombre de camarades que cette initiative va drainer. Être des milliers à débattre, à décider, à ouvrir des collaborations et de libres associations est une énorme richesse.

Plus nombreux seront les mouvements de l'anarchisme social organisé et davantage sera renforcée la capacité d'animer, en un sens cohérent, exigeant et ouvert, l'intervention libertaire dans les luttes et l'organisation des résistances.

À chaque groupe, nous proposons la libre association sur la base d'un accord et, pour autant que les conditions matérielles le permettent, d'une contribution financière et d'une participation active des personnes militantes selon la taille des organisations (300, 600, 1000 euros). L'entrée au planning des journées et la visibilité offerte dans la communication en dépendront.

Fin mars 2012, cette proposition de libre association sera close, en principe, afin de se focaliser sur la logistique de l'évènement.

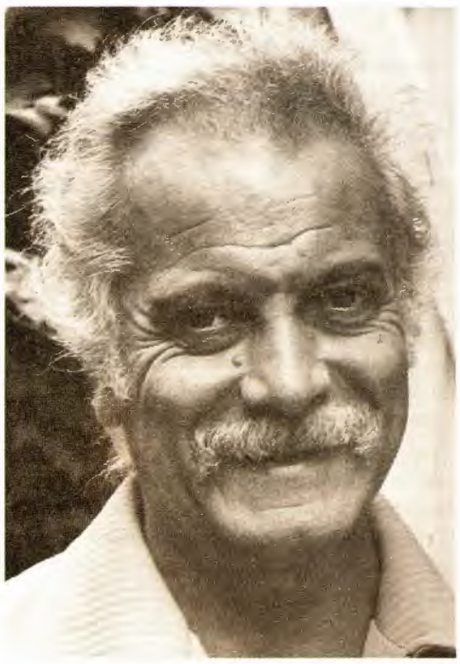
D'ores et déjà, outre les inscriptions, nous demandons à chaque collectif de nous préciser la nature de l'investissement qu'il pourrait apporter à ces journées :

- Proposition de conférences, ateliers, animations. (ateliers-conferences@anarchisme2012.ch).
- Traductions.
- Mise à dispositions de matériel d'infrastructure (cuisines collectives roulantes).
- Compétences techniques pour l'organisation du village autogéré.
- Militants pouvant être sur place un peu avant et durant la Rencontre pour assurer l'organisation et le fonctionnement des services de base (volontaires@anarchisme2012.ch)

L'organisation interne pour la préparation de la Rencontre internationale fonctionne avec des groupes de travail et un comité d'organisation. On peut s'y associer à tout moment.

Anarchisme 2012 Saint-Imier
www.anarchisme2012.ch

Mort aux lois, vive l'anarchie



MICHEL (militant du groupe Kropotkine) et Jean-Paul sont relaxés au bénéfice du doute (les accusations portées contre eux par les gendarmes n'étant pas juridiquement établies) par la 17e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le 13 décembre 2011.

Rappelons qu'ils avaient osé chanté, le 18 juin dernier, avec une soixantaine d'autres personnes, la fameuse *Hécatombe* de Georges Brassens, avant d'être violemment appréhendés puis placés en garde à vue pour violences à agents. De nombreuses photos et vidéos prises sur place, au moment des faits, montraient au contraire que les gendarmes mal inspirés n'y étaient pas allés de main morte... Les chanteurs d'Hécatombe se réservent la possibilité de poursuivre l'action devant les tribunaux.

La souscription reste ouverte pour les aider à payer les frais d'avocat (chèques à l'ordre de ANARS à faire parvenir à : Groupe Kropotkine, 8, rue de Fouquerolles, 02 000 Merlieux).

L'agenda 2012 des Éditions du Monde libertaire est disponible !

Deux couvertures différentes - au choix.

Avec, pour chaque semaine, une citation fleurant bon la révolte et l'amour de la vie !
+ les contacts des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste.

Format 21 x 13,5 cm. - 120 p. - 8 euros port compris.

Commandes à adresser aux Éditions du Monde libertaire
145 rue Amelot - 75011 Paris (chèques à l'ordre des Éditions du Monde libertaire).

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.
Novembre 2011 :
Jacquenet – Braux 100 €
Winkler – Dassan 50 €
Delaitre – La Murette 20 €
Copet – Cluses 300 €
Le Blois – Saint-Paul 20 €
Segalini – Talence 30 €
Libert – Antony 10 €
Fabien Mallet – (internet) 100 €
Yves Durant – (internet) 40 €
François Pajot – (internet) 5 €
Total : 675 €

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA :
FA-RI 145, rue Amelot 75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org

02 AISNE
Groupe Kropotkine
Athénée libertaire & Bibliothèque sociale
8, rue de Fouquerolles
02000 Merlieux
Permanence les 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18 heures à 21 heures
Tél. : 03 23 80 17 09
kropotkine02@no-log.org
http://kropotkine.cybertaria.org

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Alpes-de-Haute-Provence
alpes-de-haute-provence@federation-anarchiste.org

05 HAUTES-ALPES
Groupe GEL-05
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

06 ALPES-MARITIMES
Liaison Antibes

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas
c/o CESA
BP 15
01170 Villeneuve-de-Berg
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr

10 AUBE
Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP
BP 42 560
12400 Saint-Affrique

13 BOUCHES-DU-RHONE
Groupe Germinal de Marseille
germinal@federation-anarchiste.org
Liaison La Ciotat
germinal@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS
Groupe Sanguin – Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
http://facaen.zeblog.com/

15 CANTAL
Liaison Pierre-Noire
cantal@federation-anarchiste.org
Liaison Walden
walden@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe Nous-Autres
c/o ADIL
BP 3
17350 Port-d'Envaux
nous-autres@federation-anarchiste.org

19 CORRÈZE
Liaison José-Fortuny

21 CÔTE-D'OR
Groupe la Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître
BP 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon

Réunion et permanence le premier lundi de chaque mois à partir de 20h30 au 6, impasse Quentin (proche du marché à Dijon)
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES-D'ARMOR
Groupe Jean-Souvenance
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieuc
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Groupe Arthur-Lehning
alayn.dropsy@yahoo.fr
http://anarchie23.centerblog.net

24 DORDOGNE
Groupe Drapeau-Noir-du-Périgord
c/o ADCS 24
Le Peuch
24290 Saint-Amand-de-Coly
groupe-dnp@federation-anarchiste.org
http://dnp.lautre.net
Groupe Emma-Goldman – Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.com/
Liaison Villamblard
villamblard@federation-anarchiste.org

25 DOUBS
Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://www.lautodidacte.org
Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25000 Besançon

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DRÔME
Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
larueraleg@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10h30 à 12h30

27 EURE
Groupe d'Evreux
evreux.fa@gmail.com
http://FAgroupedEvreux.monsite-orange.fr

28 EURE-ET-LOIRE
Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE
Liaison Finistère
finistere@federation-anarchiste.org

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa30-84@no-log.org
www.fa-30-84.org

32 GERS
Liaison Gers

33 GIRONDE
Cercle libertaire Jean-Barrué
c/o Athénée libertaire
7, rue du Muguet
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/

34 HERAULT
Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes

contact@farennes.org
http://www.farennes.org
Librairie associative La Commune
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

Groupe La Digne Rage
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
ladignerage@riseup.net
http://anartoka.com/la-digne-rage/portal.php

Liaison Géronimo – Redon
Local « la Commune »
17, rue de Chateaudun
35000 Rennes
geronimo@federation-anarchiste.org

38 ISÈRE
Groupe FA Vercors (Lans-en-Vercors)
fa.vercors@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com
Groupe La Rue Râle (Saint-Marcellin-Royans)
laruerale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de Saint-Marcellin de 10h30 à 12h30

42 LOIRE
Groupe Nestor-Makhno de la région Stéphanoise
Bourse du Travail salle 15 bis
Cours Victor-Hugo
42 028 Saint-Etienne cédex 1
groupe.makhno42@gmail.com/

43 HAUTE-LOIRE
Liaison Sébastien-Faure – Langeac/Le Puy-en-Velay
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

44 LOIRE ATLANTIQUE
Groupe de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe de Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

45 LOIRET
Groupe Gaston-Couté
groupegastoncoute@netcourrier.com
http://www.yagoa.fr/loiret-libertaire

46 LOT
Liaison de Figeac
figeac@federation-anarchiste.org

50 MANCHE
Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN
Groupe libertaire Francisco-Ferrer
Cité Allende
Boîte 19
56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/
Groupe libertaire René-Lochu
6, rue de la Tannerie
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
http://anars56.over-blog.org/

57 MOSELLE
Groupe de Metz
Association culturelle libertaire
BP 16
57 645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

59 NORD
Liaison Boris-Vian - Région lilloise
boris-vian@federation-anarchiste.org

60 OISE
Groupe Alexandre-Marius-Jacob
fa-oise-somme@no-log.org
Liaison Beauvais
scAlp60@laposte.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe de Béthune
bethune@federation-anarchiste.org
http://liaisondebethune.blogspot.com/
Groupe d'Arras
arras@federation-anarchiste.org

63 PUY-DE-DOME
Groupe Abel-Paz
abelpaz.fa@laposte.net
http://anarsixtrois.unblog.fr

66 PYRENEES-ORIENTALES
Groupe John-Cage – Perpignan
john-cage@federation-anarchiste.org

67 BAS-RHIN
Groupe de Strasbourg
ACLS
c/o Lucha y fiesta
BP 41017
67027 Strasbourg cedex 01
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net/

Liaison Bas-Rhin
c/o REMON
BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
Liaison Centre-Alsace (Ribeauvillé)
centre-alsace@federation-anarchiste.org

69 RHÔNE
Groupe Vivre Libre
c/o La Maison des passages
44, rue Saint-Georges
69 001 Lyon
groupe@vivre-libre.org
http://vivre-libre.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Groupe La Vache Noire de Chalon-sur-Saône
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

72 SARTHE
Groupe Lairial
L'épicerie du Pré.
31, rue du Pré
72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et café libertaire le premier samedi du mois à 16h.

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
c/o La salamandre
Maison des associations
67, rue Saint-François-de-Sales
Boîte X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

74 HAUTE-SAVOIE
Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

75 PARIS
Groupe Pierre-Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Groupe Regard-Noir
regard-noir@federation-anarchiste.org
http://regard-noir.blogspot.com/
Groupe Cable-Street-Beat-Strictly Antifascist
cable-street@federation-anarchiste.org
Groupe CLAAAAAASH
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org
http://claaaaaash.over-blog.org
Groupe Louise-Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio libertaire, de 20 h30 à 22h30, émission Ras-les-Murs, actualites prison/repression, lutte contre tous les enfermements !
Groupe La Rue
c/o Le Monde libertaire
Groupe Salvador-Seguí
groupe-segui@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-segui.blogspot.com/
Groupe Idées-noires
ideesnoires.fa@noos.fr
http://www.ideesnoires.fr.nf
Groupe Béton-armé

bton.arme@gmail.com
http://beton-arme.blogspot.com/
Groupe Quartier-Pirate Paris/banlieues
quartier.pirate@gmail.com
http://quartier-pirate.blogspot.com/
Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe :
http://www.artracaille.fr/
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com/
Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08
Ouverture du lundi au vendredi de 14 heures à 19 h 30, le samedi, 10 heures à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com/
Bibliothèque la Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
ouverte le jeudi de 18 heures à 19 h 30
et samedi de 15 heures à 18 heures
bibliothequelarue@no-log.org
http://bibliotheque-larue.over-blog.com/
Radio libertaire
89.4 Mhz et sur le net 89.4
radio-libertaire@federation-anarchiste.org
http://rl.federation-anarchiste.org/

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org
Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture mercredi 16 heures à 18 heures, vendredi 17 heures à 19 heures, samedi 11 heures à 18 heures. Pendant les vacances scolaires les samedis de 14 heures à18 heures
http://www.insoumise.lautre.net/

77 SEINE-ET-MARNE

Groupe Sacco-et-Vanzetti
c/o GRELE
1 bis, rue Émilie
77500 Chelles

78 YVELINES

Groupe Gaston-Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

80 SOMME

Groupe Alexandre-Marius-Jacob
fa-amiens@no-log.org

81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa30-84@no-log.org
http://www.fa-30-84.org

86 VIENNE

Groupe Pavillon-Noir de Poitiers
pavillon-noir@federation-anarchiste.org
http://fa86.noblogs.org/

87 HAUTE-VIENNE

Groupe le Cri du Peuple – Limoges
limoges@federation-anarchiste.org

91 ESSONNE

Groupe Evry-Corbeil
accueil@essonnelibertaire.org
http://www.essonnelibertaire.org/
http://fa-evry-corbeil.blogspot.com/

92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Idées-Noires
ideesnoires.fa@noos.fr
http://www.ideesnoires.fr.nf

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henry-Poulaille
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
Groupe Albert-Camus
camusfa@no-log.org
Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
Groupe de Montreuil
famontreuil@gmail.com
http://groupefamontreuil.blogspot.com/

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée-Reclus
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.net/
Groupe Tous les maquis
touslesmaquis@voila.fr
Liaison L'Avenir
Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

95 VAL-D'OISE

Groupe Makhno de Cergy-Pontoise
makhno-cergy@tele2.fr

98 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE

Groupe Ici-et-maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel *À voix autre* http://www.avoixautre.be

GROUPES ITINERANTS ET/OU PROFESSIONNELS

Groupe La Lune-Noire
Groupe d'intermittents du spectacle
Présence dans le Finistère, les Pyrénées-orientales et sur Paris
groupelalunenoire@lalunenoire.net

GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 19/06/11

Périodicité des émissions :
1 bimensuelle
2 mensuelle
3 autre
Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

08h00 / **Goloss Truda, la voix du travail** : émission franco-russe

10h00 / à partir de septembre / **Jour de lessive anticléricale** : animée par les Libres Penseurs de l'ADLPF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance
1 **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse
2 **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...
2 **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance
2 **Chants, contrechamps** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)
2 **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados
2 **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs
2 **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance
1 **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise
1 **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance
1 **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)
2 **Les désaxés** : ciné en zone libre (1er dimanche)

22h30 / en alternance
1 **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville
1 **Seppuku** : musiques

00h00 / **Restons éveillés !!!**

LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

14h30 / **Ondes de choc** 1 : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance
3 **Trous Noirs** : luttes sociales (1ers, 2es, 4es et 5es lundis)
2 **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3e lundi)

18h00 / en alternance
2 **Les mangeux d'terre** : écolo-libertaire (1er lundi)
2 **Focus** / 18h30 : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2e lundi)
2 **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3e lundi du mois)
2 **Le vivre ensemble** : végétarisme et cause animale (4e lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 / **Le parisien libertaire** : actualité parisienne

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance
1 **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus
1 **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fusiques molles pour fous les tous

18h00 / en alternance
1 **Idéaux et débats** : émission littéraire
1 **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance
3 **Radio libertaria** : émission de la CNT (1ers, 2es et 4es mardis).
2 **Émission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3e mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu

00h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

MERCREDI

08h00 / **La bibliothèque anarchiste** 1 : textes anarchistes et débats d'idées

09h00 / **L'entonnoir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h30 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / **Le manège** : littérature, cinéma

16h00 / **Léo 38** : reggae et autres

17h00 / **Wesh t'as vu ?** 3 : Micro-trottoirs (4es et 5es mecredis)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / **Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / **Traffic** : musiques urbaines et libres propos

00h30 / **Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live.

JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Petites annonces d'entraide**

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance
3 **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1ers, 2es et 4es jeudis)
3 **Body freaks :** la radio trans, actu et débats trans (3e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 / **Zulu for ever** : rap français des années 90

09h30 / **A las barricadas !** 1 : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** 1 : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / à partir du 29 juillet
Do you hack me ? 2 : les bidouilleurs du réel (4e vendredi)

17h30 / en alternance
3 **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro
2 **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / **L'invité du vendredi**, c'est-à-dire en alternance :
2 **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme
2 **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social
2 **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France
2 **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance
1 **Offensive...** libertaire et sociale
1 **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance
1 **Muzar** : autour de l'art contemporain
1 **Bol d'art...** : tu traces

00h00 / **Les nuits musicales**, en alternance :
3 **Nuit Léo 38** (2es et 4es vendredis)
2 **Sure Shots** (1er vendredi)
2 **SoundRadio** (3e vendredi)

SAMEDI

08h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance
3 **Bulles noires** : BD et polar
2 **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance
1 **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1ers et 3es samedis)
2 **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2e samedi)
2 **Contre-bandes** : Cinéma (4e samedi)

21h00 / **Les nuits libertaires**, c'est-à-dire en alternance :
1 **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine
1 **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance
1 **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques
1 **Hôtel paradoxe** : pratique de la poésie sonore et de la performance

RADIO LIBERTAIRE

En Ile-de-France : **89.4 MHz**
Et sur internet, depuis
http://rl.federation-anarchiste.org

145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : 01.48.05.34.08
Tél. studio 01 43 71 89 40

Bulletin d'abonnement

Tarifs **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^os^	◯ 25 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 50 €
1 an, 45 n^os^	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^os^ ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1 trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Actualité

Les marchands de mensonges, par M. Silberstein, *page 3*
L'assistance sexuelle en question, par H. Hernandez, *page 7*
Entretien avec le sociologue Laurent Muchielli, par V. Rasplus, *page 10*

Histoire

L'AIT et la rupture Marx-Bakounine, par R. Berthier, *page 13*

Dossier : Printemps arabes et indignation mondiale

Où en est la Tunisie ?, par Mohamed, *page 17*
Retour sur l'indignation espagnole, par R. Pino, *page 19*
Israël indigné, par P. Sommermeyer, *page 22*
Indignés d'outre-Atlantique, par Stéphane, *page 24*
Considérations sur « Occupy X », par A. Rowe, *page 25*
Indignés de Hong-Kong et autres, par Julien, *page 27*

International

Que devient le Sup Marcos ?, par G. Goutte, *page 31*

Culture

L'Athénée populaire de Barcelone, par M. Aisa, *page 34*
Entretien avec l'éditeur Marc Tomsin, par G. Goutte, *page 38*

Mouvement

Salon du livre libertaire 2012, par Wally, *page 42*
Rencontre de l'anarchisme 2012, *page 43*
Vive l'anarchie et mort aux flics, *page 44*

La Fédération anarchiste

Liste des groupes, *page 45*
Grille des émissions de Radio libertaire, *page 48*

© Quelques Uns - Editions du Ravin bleu

GAZAGE et MATRAQUAGE
MÊME COMBAT !
PSCHIIIIT
CRS
US
NEMO